













# PROCHE-ORIENT

## Liban

LA MISE AU PAS DE LA PRESSE

### Le contingent syrien empêche la parution de sept journaux à Beyrouth-ouest

YOUTH. — Aucun quotidien n'a pu paraître le 20 décembre, dans la zone libanaise occupée par les forces syriennes. Les sept journaux qui étaient censés paraître dans cette zone ont eu, en effet, des problèmes de parution. Les journaux *Al-Nahar*, *Al-Ahram*, *Al-Safir*, *Al-Naba*, *Al-Nadwa*, *Al-Nadwa* et *Al-Nadwa* ont eu des problèmes de parution. Les journaux *Al-Nahar*, *Al-Ahram*, *Al-Safir*, *Al-Naba*, *Al-Nadwa*, *Al-Nadwa* et *Al-Nadwa* ont eu des problèmes de parution.

De notre correspondant

Le contingent syrien empêche la parution de sept journaux à Beyrouth-ouest. Les journaux *Al-Nahar*, *Al-Ahram*, *Al-Safir*, *Al-Naba*, *Al-Nadwa*, *Al-Nadwa* et *Al-Nadwa* ont eu des problèmes de parution.

Le contingent syrien empêche la parution de sept journaux à Beyrouth-ouest. Les journaux *Al-Nahar*, *Al-Ahram*, *Al-Safir*, *Al-Naba*, *Al-Nadwa*, *Al-Nadwa* et *Al-Nadwa* ont eu des problèmes de parution.

Le contingent syrien empêche la parution de sept journaux à Beyrouth-ouest. Les journaux *Al-Nahar*, *Al-Ahram*, *Al-Safir*, *Al-Naba*, *Al-Nadwa*, *Al-Nadwa* et *Al-Nadwa* ont eu des problèmes de parution.

M. RAYMOND EDDÉ : une affaire aux libanais.

M. RAYMOND EDDÉ : une affaire aux libanais. Le contingent syrien empêche la parution de sept journaux à Beyrouth-ouest. Les journaux *Al-Nahar*, *Al-Ahram*, *Al-Safir*, *Al-Naba*, *Al-Nadwa*, *Al-Nadwa* et *Al-Nadwa* ont eu des problèmes de parution.

## Jordanie

LE SEUL SURVIVANT DU COMMANDO 'HOTEL INTERCONTINENTAL' A ÉTÉ EXÉCUTÉ

LE SEUL SURVIVANT DU COMMANDO 'HOTEL INTERCONTINENTAL' A ÉTÉ EXÉCUTÉ. Le contingent syrien empêche la parution de sept journaux à Beyrouth-ouest. Les journaux *Al-Nahar*, *Al-Ahram*, *Al-Safir*, *Al-Naba*, *Al-Nadwa*, *Al-Nadwa* et *Al-Nadwa* ont eu des problèmes de parution.

Le contingent syrien empêche la parution de sept journaux à Beyrouth-ouest. Les journaux *Al-Nahar*, *Al-Ahram*, *Al-Safir*, *Al-Naba*, *Al-Nadwa*, *Al-Nadwa* et *Al-Nadwa* ont eu des problèmes de parution.

## Israël hebdo

Cette semaine dans "ISRAËL-HEBDO"

- ce que veut l'O.L.P.
- le prix politique du pétrole arabe
- Flatto Sharon parle de l'internationale des citoyens d'Israël.

COFI, 13, rue d'Hauteville, 75010 Paris, tél. : 824.74.06

## Israël

### Le départ des ministres « religieux »

(Suite de la première page.)

Le Front ouvrier, liste commune des travailleurs et du Mapam, a réuni dimanche soir sa fraction parlementaire afin d'apporter son appui à son chef, M. Rabin. Après un exposé sur les origines de la crise, ce dernier a indiqué qu'il convenait d'enlever l'initiative au Likoud, et que dès le mardi 21 décembre, il présenterait au chef de l'Etat la démission de son cabinet.

Il est difficilement concevable que le pays soit dirigé, dans une année qui s'annonce riche d'événements importants, par un gouvernement de transition. Des élections anticipées paraissent donc inévitables.

En prévision de la consultation qui pourrait avoir lieu au printemps prochain, l'attention se porte d'abord sur l'affrontement qui opposera au sein du parti travailliste M. Rabin à son ministre de la Défense, M. Shimon Peres.

Le comité central du parti devait se réunir en février pour désigner un numéro un de la liste et, par conséquent, son candidat aux fonctions de chef du gouvernement.

La crise israélienne aura pour effet immédiat de retarder toutes les initiatives envisagées, notamment par M. Kurt Waldheim, en vue de réunir en février ou mars la conférence de la paix de Genève. Elle présente toutefois l'avantage de permettre aux

Israéliens de se prononcer clairement par leurs suffrages sur les grandes décisions devant lesquelles il ne va plus être possible de reculer.

Quel bénéfice M. Rabin compte-t-il tirer sur le plan intérieur de son opération-surprise de dimanche ? Pour certains commentateurs, l'un de ses buts serait d'entraîner l'organisation des partis de M. Yadin et Sharon, qui pourraient puiser leur clientèle électorale dans celle qui, traditionnellement, vote travailliste. Mais ce qui intrigue le plus les milieux politiques porte sur l'« arme secrète » dont M. Rabin doit certainement disposer contre son plus dangereux adversaire, M. Shimon Peres.

Ce dernier était très souriant en quittant le conseil des ministres de dimanche et a refusé de répondre aux questions des journalistes qui lui demandaient s'il était candidat à la succession. Il y a tout lieu de croire que le ministre de la Défense ne manque pas d'atouts dans son jeu.

ANDRÉ SCAMAMA.

## Sous certaines conditions

37,4 % DES ISRAËLIENS SERAIENT FAVORABLES A DES NÉGOCIATIONS AVEC L'O.L.P.

La proportion d'Israéliens favorables à d'éventuelles négociations avec l'O.L.P. aurait atteint un chiffre record : 37,4 %. Selon un sondage mené par l'Institut Pori, ces Israéliens souhaiteraient que l'O.L.P. participe à la conférence de la paix de Genève, à condition que la « centrale » des fedayin reconnaisse au préalable le droit de l'Etat juif à l'existence. En revanche, 75,5 % des Israéliens interrogés sont hostiles à tout dialogue avec l'O.L.P.

Pour vos vacances, un nouvel art de vivre... le naturisme. Au soleil en hiver, faites du naturisme aux Iles Maldives dans l'Océan Indien. Là où le paradis terrestre est réel. 14 jours Paris-Paris 5.370 F.

CLUB NATURE TOURENA 10 rue Pierre-Demours 75011 Paris tél. : 766.38.75

## A TRAVERS LE MONDE

### Angola

LES « BRIGADES POPULAIRES DE VIGILANCE », composées de militants du M.P.L.A., vont être créées à Luanda, à partir du 1er janvier, dans le cadre d'une vaste campagne de « répression de la criminalité », révèle, dimanche 10 décembre, le *Journal de Angola*. — (A.F.P.)

### Argentine

LA DEPUILLÉ MORTELLE DE JUAN PERON a été transférée de la résidence présidentielle d'Olivos, près de Buenos Aires, où elle reposait depuis juillet 1974, au cimetière public de Chacarita, dans la capitale. Déjà, récemment, les autorités militaires avaient fait transporter le corps embaumé d'Evita Peron — la seconde épouse de l'ancien dirigeant — de la même chapelle d'Olivos à un caveau de famille situé dans le cimetière de la Recoleta, au centre de Buenos Aires. — (A.P., Reuter.)

### Botswana

UNE UNITÉ DE POLICE CIVILE du Botswana a échangé, samedi 18 décembre, des coups de feu avec des forces de sécurité rhodésiennes près de Francistown, dans la zone frontalière, a annoncé ce lundi un porte-parole du gouvernement de Gaborone. Un policier a été blessé.

Le gouvernement de Salisbury a démenti que ses forces aient pénétré en territoire botswana.

D'autre part, selon la presse de Lusaka, l'ambassadeur d'Union soviétique en Zambie a proposé au Botswana l'aide militaire de son pays. Les autorités de Gaborone ont

déjà, à plusieurs reprises, écarté cette éventualité. — (A.F.P., Reuter.)

### Grèce

M. GEORGES GHEORGALAS, qui fut ministre de l'Information durant la dictature militaire en Grèce, a été arrêté dimanche 19 décembre, sur mandat du juge d'instruction chargé d'enquêter sur les incidents sanglants provoqués par l'extrême droite le 16 décembre lors des obsèques d'Evanghelos Mallios, ancien officier de la Sécurité générale, tué par des inconnus dans la nuit du 13 au 14. Il avait été inculpé de « provocation au désordre » à la suite du discours qu'il avait prononcé, lors des obsèques, le ministre de l'ordre public a interdit la sortie du territoire à six personnes appartenant à des mouvements d'extrême droite.

Il a relevé de leurs fonctions le directeur de la police d'Athènes et les chefs des services de la brigade anti-émeutes à qui il reprochait d'avoir fait preuve de « passivité » au cours des incidents de jeudi. — (A.F.P.)

### Italie

L'ATTENTAT A LA BOMBE, qui a fait un mort et huit blessés jeudi soir 18 décembre à Brescia, a été revendiqué vendredi par des « cellules prolétariennes armées » (NAP) mouvement révolutionnaire d'extrême gauche. — (A.F.P.)

### Pakistan

CINQ MILLIONS D'HECTARES DE TERRES CULTIVABLES, appartenant à l'Etat, vont être distribués gratuitement à des paysans, a an-

noncé, dimanche 19 décembre, le premier ministre, M. Bhutto, en rendant publique une « charte des paysans ». — (A.F.P.)

### République Sud-Africaine

M. SATHYANDRANATH MAHARAJ, ancien dirigeant indien du Congrès national africain (A.N.C.), a été libéré après avoir purgé une peine de deux années de prison, mais a été aussitôt placé en résidence surveillée, apprend-on dimanche 19 décembre à Johannesburg. M. Maharaj avait été condamné en 1964 à deux ans de prison pour avoir fait partie du « haut commandement » d'Umkhonto we Sizwe (le fer de lance de la nation. *The Spear of the Nation*), une branche militaire de l'A.N.C. — (A.F.P.)

### Rhodésie

CINQ MILITAIRES RHODÉSIENS, dont deux officiers blancs, ont été tués en opération au cours des vingt-quatre dernières heures, a annoncé samedi 18 décembre, un communiqué du gouvernement. Cent dix-huit militaires de Salisbury ont été tués depuis le début de 1976. — (Reuter.)

### Yougoslavie

L'ECRIVAIN MIHAJLO MIHAJLOV a entamé la troisième semaine de la grève de la faim qu'il observe avec deux autres écrivains emprisonnés comme lui en Yougoslavie. Mihaïlov a été condamné en 1975 à sept ans de prison pour avoir dénoncé le régime communiste en Union soviétique et en Yougoslavie. — (A.P.)

Jacqueline Grapin  
Jean-Bernard Pinatel  
**la guerre civile mondiale**  
"Si toutes les vérités égrenées dans ce livre étaient reprises dans les discours des hommes d'Etat européens, quel soulagement et quelle véritable sécurité finiraient par s'établir pour nous Européens."  
MICHEL JOBERT / LE MONDE  
CALMANN-LEVY

**FARFISA**  
Orgues électroniques avec accompagnement et rythmes automatiques  
10 modèles à partir de 3.995 F  
Tous renseignements et démonstrations :  
- PAUL BRUSCHER - 27, bd Beaumarchais, 75004 Paris... 275-89-83  
- CENTRAL ORGUES - 17, av. Trudaine, 75009 Paris... 875-72-22  
- CLAVIERAMA - 63 bis, rue de Beaumour, 75003 Paris... 272-30-72  
- CROSLIO - 51, rue René-Boulanger, 75010 Paris... 807-94-95  
- DISQUES MASSERA, 808 - Centre Commercial Massera 98, boulevard Massera, 75013 Paris... 584-21-61  
- LAFAYETTE ELECTRONIC - 220, r. La Fayette, 75010 Paris... 208-61-87  
- GILBERT LEROY - 10, rue Langier, 75017 Paris... 622-56-77  
- PIANO BALL - 178, rue de Courcelles, 75017 Paris... 227-86-80  
- PIANO HAMM - 135, rue de Rennes, 75006 Paris... 544-35-86  
- SUR 2 NOTES - 15, rue P.-Gérard, 93200 Joinville-le-Pont... 304-41-01  
- MUSIC SHOP - COMODELEC - pl. Mairie, 93200 Asnières... 733-04-27  
- ELECTRONIC - PIANO CENTER - 121, avenue de Paris 93100 Montreuil... 857-63-38  
- ELECTRONIC MUSIC ORGAN - 18, boulevard Marx-Dorigny, 93180 Livry-Gargan... 927-29-62  
- GRAMANTIS ORGUES - 1, rue du Chêne-de-l'Eglise, 93200 Saint-Denis... 732-44-71  
- INSTRUMENTAL MUSIC - Centre Commercial Rosny II, 93110 Rosny-sous-Bois... 576-25-85  
- INSTRUMENTAL MUSIC - Centre Commercial Créteil-Soleil, 94000 Créteil... 698-12-73  
- INSTRUMENTAL MUSIC - Centre Commercial Ball-Spina, 94531 Rungis-Principale... 886-76-13  
- ELECTRONIC MUSIC ORGAN - 4, rue Saint-Nicolas, 77100 Meaux... 434-48-82  
- CLAVIC INSTRUMENTALE - 18, boulevard Maréchal-Jugla, 78200 Mantes-la-Jolie... 692-03-48  
- MUSIC GALLERY - Centre Commercial « Art de Vivre », 78200 Orgeval... 875-78-50  
- MUSIC GALLERY - Centre Comm. Valley-IL, 78140 Valley... 844-25-87  
- PIANOS - 14 b, rue Vieux-Versailles, 78000 Versailles... 833-22-80  
- YVELINES MUSIQUE - Centre Commercial de la Châtellerie, 78170 La Celle-Saint-Cloud... 908-83-59

## POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

# Débat autour du maintien de l'ordre des architectes

Samedi 18 décembre, l'Assemblée nationale poursuit la discussion du projet de loi sur l'architecture. Dans la discussion générale, M. ANDRIEU (P.S.) estime que « seule l'abolition du conseil de l'ordre permettra à l'architecture de retrouver sa vraie liberté, le mal dont elle souffre étant d'avoir été réglementée pendant trente-trois ans ». Pour M. CLAUDIUS-PEITIT (réf.), « le rôle de l'architecte est de mettre en forme le programme donné par le responsable de la cité ». Il ajoute : « L'architecture ne se crée pas au site, elle le crée. Le respect du paysage, c'est le respect de l'architecte. Pour que la création architecturale s'épanouisse, l'Etat doit faire les commandes appropriées. Il y a en France dix-neuf mille étudiants en architecture : un tel nombre s'impose-t-il, alors que ces commandes s'amenuisent ? En réalité, on se passe le plus possible des architectes et l'on réduit cette profession au chômage. L'ingé-

nieur continue d'être roi, alors qu'il devrait servir le projet de l'architecte ». M. MESMIN (réf.) observe que « nous ne vivons plus sous la hantise du quantitatif ». Il estime essentiel de permettre aux jeunes architectes, groupés en sociétés de travail, ou, « aujourd'hui, 10 % des architectes font plus de 10 millions de travaux, 30 % en font moins de 500 000 F ». Répondant aux orateurs, Mme GIROUD, secrétaire d'Etat à la culture, indique que la réforme de l'enseignement est activement préparée, comme celle de la commande publique. Elle relève que, « là où le socialisme existe, il n'a nullement fait la preuve qu'il savait mieux aménager l'espace ». A l'article premier, un amendement de M. CLAUDIUS-PEITIT indique que « la qualité du patrimoine architectural, le caractère ou l'intérêt des sites et des paysages naturels ou urbains, la création architecturale, sont d'in-

térêt public ». L'opposition regrette que l'on ne conserve pas la référence à la fonction sociale de l'architecture. Dans la discussion, Mme Giroud estime souhaitable que l'enseignement de l'architecture continue à relever de son ministère. L'Assemblée opte ensuite pour la dénomination « conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement ». A l'article 3, M. BOLO (R.P.R.), rapporteur, fait préciser que le recours obligatoire à l'architecte devra se faire « sans préjudice du recours à d'autres personnes participant soit individuellement soit en équipe à la conception ». L'article 4 dispense le particulier construisant sa maison individuelle du recours à l'architecte mais l'oblige à consulter le conseil d'architecture. M. MESMIN (réf.) propose la suppression de toutes dérogations. Mme Giroud s'y oppose « énergiquement » et demande un sursis public. L'amendement est retiré. M. VALLEIX (R.P.R.), rapporteur

pour avis, souhaite que la consultation du conseil soit facultative. Opinion partagée par le ministre, qui craint que ces conseils « ne soient rapidement débordés ». M. LABBE (R.P.R.) observe que « dans notre pays l'obligatoire a déjà trop tendu à se transformer, par le jeu des dérogations, en facultatif ». L'amendement est retiré. Mme Giroud précise que « l'architecte intervient, non pour construire, mais pour aider ». Un amendement de M. Mesmin étend le champ d'intervention de l'architecte aux opérations de réhabilitation d'immeubles. A l'article 4 bis, M. BOLO oblige le constructeur de maisons industrialisées à recourir à un architecte pour établir les modèles-types et leurs variantes. A l'article 5, l'Assemblée précise que collaboreront dans les conseils d'architecture les représentants de l'Etat, des collectivités locales, des professions concernées, des personnes qualifiées choisies en raison de leurs

activités au sein d'associations locales. Le président du conseil sera choisi parmi les représentants des collectivités locales (amendement de M. JOSSÉLIN, P.S.), dont le nombre sera au moins égal à celui des représentants de l'Etat. La consultation du conseil, indique l'Assemblée ne sera obligatoire que deux ans après la promulgation de la loi.

A l'article 6, le rapporteur fait indiquer que le conseil peut déléguer ses missions aux services d'assistance architecturale fonctionnant exclusivement dans le cadre des parcs naturels régionaux.

A l'initiative de M. RALITZ (P.C.) et MESMIN, elle supprime la responsabilité sur leur propre patrimoine des architectes regroupés en société. Mme Giroud s'y était opposé, indiquant à ce sujet qu'une réforme des dispositions en vigueur est à l'état et qu'un projet sera présenté au Parlement.

L'Assemblée précise successivement que la majorité au moins du capital social doit être détenue par des architectes et qu'aucun des associés ne peut détenir plus de 50 % du capital social.

### Le vote de la réforme

A l'article 13 qui détermine les modes d'exercice de l'architecture concepteur, l'Assemblée rejette la possibilité d'être salarié d'organismes d'études travaillant pour l'Etat. Un amendement de M. JOSSÉLIN précise que les architectes fonctionnaires ne pourront travailler au profit de personnes privées. Mme Giroud s'y était opposée, indiquant à ce point la possibilité de cumul.

Un article additionnel de M. MESMIN indique que tout projet architectural doit comporter la signature de tous les architectes qui ont contribué à son élaboration.

A l'article 14, relatif aux problèmes d'assurance, l'Assemblée supprime l'obligation d'une double assurance, celle de l'associé et celle de la société, pour un même travail.

A l'article 15 (obligation de déclarer les projets de construction), l'Assemblée refuse d'exiger d'un architecte qu'il fasse connaître le temps qu'il a consacré à un travail de conception. M. MESMIN demande et obtient que l'architecte ne soit tenu de faire sa déclaration qu'après du conseil régional de l'ordre et non plus, également, auprès de l'administration.

A l'article 17, relatif à un nouveau code des devoirs professionnels de l'architecte, établi après avis du conseil national de l'ordre des architectes, M. JOSSÉLIN défend sans succès un amendement de suppression. La commission ajoute l'avis des organisations syndicales.

A l'article 18, qui rétablit l'or-

dre, M. JOSSÉLIN (P.S.) réaffirme « la ferme opposition de son groupe à cette suppression des structures corporatistes du régime de Vichy ». Pour M. BALLOT (P.C.), « cette profession n'a pas à être soumise à des règles discriminatoires ». Pour Mme Giroud « une organisation professionnelle reste souhaitable s'agissant d'une profession libérale réglementée ».

A l'article 24, la commission précise que le conseil national de l'ordre et le conseil régional concourent à la représentation professionnelle.

En ce qui concerne les dispositions modifiant et complétant le code de l'urbanisme, l'Assemblée accepte une nouvelle rédaction de l'article 29 bis proposée par M. BOLO : pour toute construction, le maître sera obligatoirement « concurrencé » tous les ouvrages et bâtiments construits par les administrations ou les entreprises nationales seront soumis au régime du permis de construire. Mme GIROUD s'y était opposée estimant qu'elle risquait d'être à l'origine d'un abandon contentieux.

A l'article 34 (actes à la profession d'autre catégories de concepteurs), le gouvernement précise que la personne qui demande le titre d'agréé en architecture doit avoir exercé « sous sa responsabilité personnelle ». L'ensemble du projet ainsi modifié est adopté par l'Assemblée, l'opposition votant contre. La séance est levée, dimanche, à 2 h. 10.

PATRICK FRANCES.

## La réforme de l'urbanisme adoptée définitivement

Samedi 18 décembre, le Parlement a définitivement adopté, dans les textes proposés par des commissions mixtes paritaires (senateurs et députés), les deux textes suivants :

Le projet de loi portant réforme de l'urbanisme, M. FOURCADE, ministre de l'équipement, regrette l'assimilation des terrains réservés aux plans d'occupation des sols (POS) aux terrains expropriés, qui, précise-t-il, « entraînera des charges supplémentaires pour les collectivités locales mises en demeure d'acquiescer les terrains de la première catégorie ».

De son côté, M. FANTON (R.P.R.) regrette la suppression de la disposition initiale destinée à régler des difficultés nées du voisinage d'entreprises agricoles et d'habitations. La C.M.P. a décidé que les dommages causés aux occupants d'un bâtiment par des nuisances dues à des activités agricoles, industrielles, artisanales ou commerciales, n'entraînent pas de droit à réparation si le permis de construire a été demandé postérieurement à l'existence des activités concernées et si celles-ci sont pourvues dans les mêmes conditions. Pour M. FANTON, la nouvelle rédaction multiplie les expertises et procès. M. L'HERMITE indique qu'il ne la votera pas.

Le ministre indique qu'il appliquera « avec fermeté » la disposition donnant aux maires, en cas d'opérations de restauration sauvage, le droit d'arrêter les travaux, puis de saisir le procureur.

M. FREDERIC-DUPONT (R.I.) regrette que le texte final ne marque pas un progrès en ce qui concerne la protection des secteurs sauvegardés.

Le projet de loi qui introduit dans le droit français les dispositions communautaires sur la liberté d'établissement des médecins au sein de la C.E.E., la libre prestation de services et la reconnaissance mutuelle des diplômes. Un amendement du gouvernement indique : « Le médecin qui demande son inscription au tableau de l'ordre des médecins doit faire la preuve d'une connaissance suffisante de la langue française. Lorsque cette preuve ne résulte pas du dossier accompagnant la demande d'inscription, la vérification est faite par le médecin inspecteur départemental de la santé ».

L'Assemblée adopte en deuxième lecture le projet de loi, qui précise les conditions d'imposition des Français de l'étranger et des personnes qui n'ont pas leur domicile fiscal en France. Elle précise que les maisons habitées, mais aussi les terrains à bâtir

ou les immeubles à usage de bureaux, possédés par des personnes n'ayant pas leur domicile fiscal en France, donnent lieu à la perception de l'impôt sur le revenu, sur une base égale à trois fois la valeur locative réelle. Une disposition analogue s'applique aux sociétés, les organismes à but non lucratif étant exonérés. L'Assemblée décide de supprimer, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1978, l'exemption fiscale complète accordée aux citoyens américains pour tous leurs revenus originaires des Etats-Unis.

## Dans le • 119 du magazine littéraire

Dossier :

JULES VERNE

INATTENDU

LIVRES-CADEAU

Supplément couleur :

Livres d'enfant

HENRY MILLER

« PRINCE ET PIRATE »

« L'INTÉPRETE »

d'ANDRÉ MALRAUX

Les derniers romans

En vente

dans tous les kiosques : 7,50 F

Magazine Littéraire

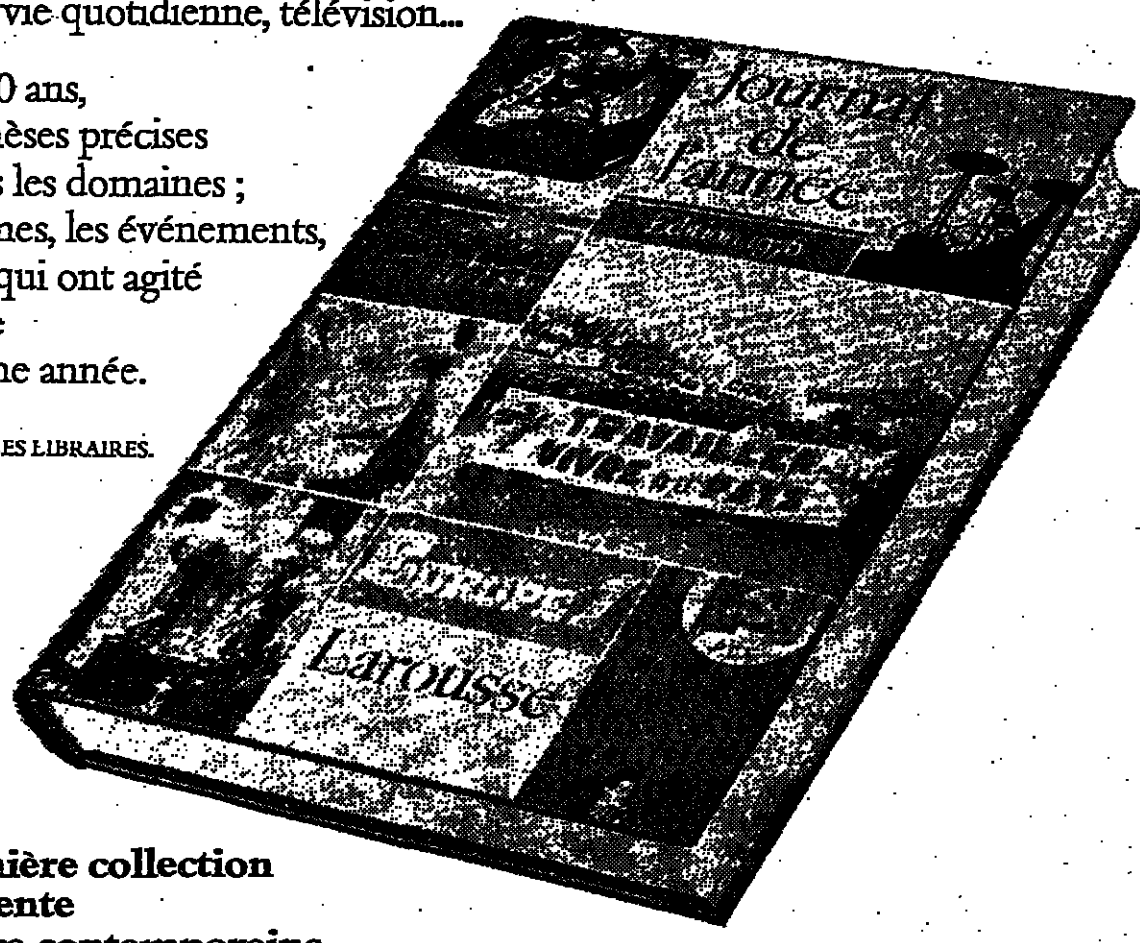
40, rue des Saints-Pères 75007 PARIS Tél. : 544-14-51

# le Journal de l'année a dix ans

Spectacles, politique en France et à l'étranger, médecine, sports, vie culturelle, économie, problèmes religieux, automobile, relations sociales, sciences, vie quotidienne, télévision...

Depuis 10 ans, des synthèses précises dans tous les domaines ; les hommes, les événements, les idées qui ont agité le monde durant une année.

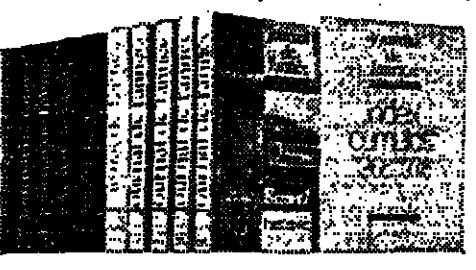
CHEZ TOUS LES LIBRAIRES.



La première collection permanente d'histoire contemporaine.

JOURNAL DE L'ANNÉE

Le 10<sup>e</sup> volume (édition 1976) vient de paraître : 89 F.



Index des 10 volumes parus, même format, 96 pages : 6,50 F.

Larousse EUROPE 1

هكزام الأول



## POLITIQUE

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS LE 25 AOUT

### M. Jacques Chirac a été reçu par M. Raymond Barre

Avant de partir samedi soir 18 décembre pour la Corrèze, M. Jacques Chirac a successivement présidé dans la matinée une réunion de tous les cadres du Rassemblement pour la République et rendu visite dans l'après-midi, pendant une heure et demie, à M. Raymond Barre à l'hôtel Matignon. Ce dernier s'était auparavant entretenu à l'Élysée avec le chef de l'État.

Après quelques jours de vacances à l'occasion des fêtes de fin d'année, M. Chirac reprendra ses activités début janvier. Le comité central du R.P.R. sera réuni afin qu'il désigne fin janvier ses représentants au conseil politique du mouvement. M. Chirac nommera alors les personnalités qui siègeront à ce conseil : qu'il a liberté de choisir. C'est par ces choix qu'il compte illustrer l'ouverture, l'originalité du R.P.R. L'ancien premier ministre reprendra la série de ses déplacements en province — qu'il a inaugurés à Strasbourg le 17 décembre, — en se rendant successivement à Marseille et à Toulouse.

Les cadres du mouvement — qui n'étaient en réalité que ceux de la défunte U.D.R. — n'avaient pas été informés que leur président avait été invité pour l'après-midi même à l'hôtel Matignon. Habités depuis des années à accepter sans murmurer toutes les décisions de leurs chefs, les gaullistes — lorsqu'ils l'ont su — ne se sont pas étonnés que l'ancien et le nouveau premier ministre, qui ne s'étaient pas revus depuis le 25 août, se rencontrent enfin. Il était toutefois paradoxal que M. Chirac, après avoir proclamé bien haut que le R.P.R. n'est pas « appuyé sur la volonté d'un homme », s'entoure de mystère pour accomplir une démarche aussi simple qu'un entretien avec le premier ministre.

Il était singulier que M. Barre, après avoir assuré à la télévision, mercredi dernier, que les Français sont des « adultes » à qui l'on peut dire la vérité, fasse interdire l'accès de l'hôtel Matignon par des gardes, affirmant aux journalistes que « personne n'avait de rendez-vous avec personne ». Si cette rencontre avait peu d'importance, comme semble l'indiquer le communiqué laconique de M. Barre, pourquoi s'en cacher ? Si, au contraire, il n'est pas négligeable que le chef du parti qui se veut le premier de la majorité rencontre le chef de cette majorité, pourquoi en garder secrètes les conclusions ?

Le « Bonnes fêtes ! » lancé à travers la vitre de sa voiture par M. Chirac aux journalistes qui l'attendaient sur le trottoir de la rue de Varenne était bien désinvolte. — A. P.

### « Notre principal adversaire est le parti socialiste » déclare l'ancien premier ministre

M. Jacques Chirac, dans un exposé devant les responsables des fédérations du R.P.R. mis à Paris samedi matin, a appelé les principes qui guident l'Assemblée et déclaré : « Être gaulliste, c'est prendre ce rôle et de meilleur dans la vie et dans la gauche. »

Il a fixé comme objectif à ses adhérents que « le Rassemblement s'élève prochainement 30 % des intentions de vote des Français qu'il atteigne dans les mois à venir cinq cent mille membres ».

M. Pasqua, secrétaire général joint, a indiqué que depuis le 10 décembre mille huit cents à dix mille adhérents nouveaux se sont enregistrés chaque jour, et plusieurs centaines d'universitaires et d'enseignants.

M. Jacques Chirac a ensuite annoncé « trois pièges à déjouer » : l'accompagnement de trois ans d'action, qu'il a ainsi posés : « Bien comprendre la nécessité d'ouverture, dépasser les querelles du passé, s'adresser surtout ceux qui n'ont pas été gau-

listes et qui sont dans la gauche. »

« Notre principal adversaire est le parti socialiste. Déjà nous rejoignons ceux qui avaient perdu l'espoir depuis trois ans. Cela explique les attaques de M. Mitterrand qui veut nous rejeter à droite. »

Enfin, le gaullisme ne sera jamais un mouvement autoritaire ou de droite s'appuyant sur la volonté d'un homme ou d'un groupe. Le Rassemblement s'élève sur la volonté populaire. Il présentera de très nombreux candidats aux élections. Il fera un effort gigantesque pour déjouer des candidats nouveaux. Toutes les circonscriptions appartenant à des élus du Rassemblement sont considérées comme nôtres et seront défendues comme telles. »

M. Jérôme Monod, secrétaire général du R.P.R. s'est présenté comme « un de ces hommes nouveaux, représentatifs de ces citoyens jusqu'alors non engagés politiquement mais qui pensent que dans la situation difficile actuelle il est temps de jouer un rôle actif ».

M. Claude Labbé, président du groupe parlementaire, a souligné que les députés représentent une « force dynamique de proposition au niveau parlementaire et des stimulants de l'activité militante dans les circonscriptions ».

déclaré, à propos du meeting de Strasbourg, que « le peuple alsacien a préféré rester sur la touche », et il a ajouté :

« Au moment où, à Strasbourg, Jacques Chirac affirmait que le R.P.R. était favorable à des réformes pour combattre les privilèges de l'argent et du pouvoir, les députés du R.P.R. ont, à l'Assemblée nationale de Paris, refusé une nouvelle fois, dans le cadre du débat sur le logement, la suppression de certains privilèges de fiscaux bien connus dans le domaine immobilier, et mis en

évidence par tous les rapports officiels. »

La fédération U.J.P. de Paris estime que M. Chirac « est prêt à s'inscrire devant le projet criminel du président de la République concernant l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel », et ajoute : « Ses précautions de style, ses tergiversations malhabiles, dissimulent mal son incapacité à s'opposer sur le problème fondamental de l'indépendance nationale, aux forces de l'anti-France. »

### Dimanche sur FR 3

#### M. Edgar Faure dans un miroir

Que M. Edgar Faure a dû apprécier l'émission d'Anne Sinclair, dont il était la vedette, dimanche 19 décembre sur FR 3 ! Alors que selon le titre « L'Homme en question » — il aurait dû être soumis à la question, il a eu tout loisir, grâce à l'amabilité et à l'admiration de ses interlocuteurs, de dresser pendant une heure un flatteur autoportrait. Car Edgar Faure est sans doute — parmi tant d'autres sujets qu'il a traités dans sa vie — celui qu'il connaît le mieux, auquel il consacre tous ses soins, et dont il parle avec le plus de plaisir. Aussi n'a-t-on rien appris que l'on ne eût déjà de la personnalité publique de l'actuel président de l'Assemblée nationale. Au personnage qu'il a dénommé campé pour les historographes — ou tout au moins pour les biographes — aucune touche humaine, aucune sensibilité, aucun défaut, aucune erreur, aucun regret n'a été apporté.

Tout au plus a-t-on appris qu'il était pour la maintenance de la peine de mort, mais il l'avait dit au président de la République, qu'il recevait à sa table

le samedi dernier : qu'il avait songé, en 1959, à se présenter à l'Élysée, mais qu'il avait fallu « réunir des capitaux considérables », qu'il était inépuisable de croire dangereuse l'orientation du Rassemblement de M. Jacques Chirac, et qu'il ne pensait pas que l'intolérance faisait des progrès. M. Jean-Denis Bredin, vice-président des radicaux de gauche, présenté comme son contestataire, l'appela « Edgar » et le qualifiait de plus grand orateur parlementaire vivant, et le romancier René-Victor Pilhes, qui devait jouer le rôle de procureur, le considérait comme un « homme arrêté aux portes de l'histoire ».

Dieu sait, M. Alain Coty, professeur de droit, qui devait être son avocat, a paru presque irrésistiblement en demandant si « l'efficacité était possible sans conviction ? ». Il a vite été rassuré : M. Edgar Faure a longuement expliqué que toutes les grandes actions de sa vie avaient été guidées et par le souci d'efficacité et par la conviction... évidemment.

A. P.

### La corvée des cadeaux

Il ne reste que 3 jours pour 100 boutiques et dévaler gels, cadeaux modernes, bibelots ou objets fonctionnels. C'est une débauche surtout si le budget est limité.


2. donc chez Françoise Hiesberger, 21, boulevard de la République, les prix les plus bas des trousses, un goût sûr, choix énorme.

3. St-Maur (entre Hache et Friedland) ouvert tous les jours de 9 h. à 19 h. sans dimanche - 227-19-26

Le service de presse de l'hôtel Matignon a publié, samedi 18 décembre, à 18 h. 30, après l'entretien qui avait débuté à 17 heures, le communiqué suivant :

« M. Raymond Barre, premier ministre, a reçu aujourd'hui, en son bureau, M. Jacques Chirac à l'hôtel Matignon. »

M. Adrien Zeller, député non inscrit du Bas-Rhin (Saverne), a



Aux « DoSSIERS de l'Écran », la vérité n'est pas sortie de la bouche de Kanapa. Pourquoi ce coup bas porté à la volonté de changement qui mobilise tant de militants communistes ? Politique Hebdo rétablit les faits, preuves à l'appui.

**politique**  
nouvelle formule

en vente aujourd'hui.

### Une exclusivité du Club des Maroquiniers.



Sac crocodile canapé doublé peau 3 soufflets avec séparation éclair. Poignée réglable. Coloris: Noir, Marron, Ecaille 780 F

Et un très grand choix de sacs crocodile, cuir, dans tous les styles.

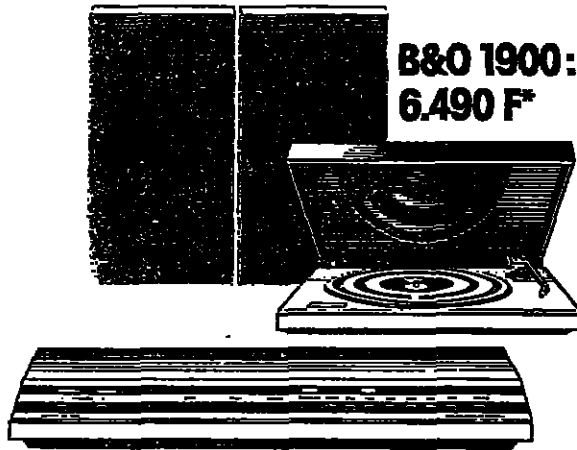
**CM** Club des Maroquiniers. Un style.

Gobelins Maroquinerie Vasséry 38, avenue des Gobelins 75006 Paris - Tél. 707.08.98

Montparnasse Maroquinerie Baux 129, rue de Rennes 75006 Paris - Tél. 548.80.29



Voici la chaîne que Robert illel vous conseille, chiffres et tests à l'appui.



B&O 1900: 6.490 F\*

- ampli-tuner FM 2 x 30 watts efficaces
- commandes électroniques à effleurement
- platine automatique à courroie
- enceintes Beovox Uni-phase S 45

#### La cotation illel

Présentation	8,5	Confort d'écoute	7,8
Manipulation	7,3	Possibilités d'extension	6,1
Technique	8,3	Rapport	7,4
Fiabilité	7,6	Qualité/prix	7,4

#### Paris

106/122, avenue Félix-Faure - Paris 15<sup>e</sup> - Tél. 828.09.20

#### Cannes

32, avenue du Maréchal-Juin - Cannes - Tél. 38.54.55

\* Prix TTC - (crédit gratuit si limité à 3 mois)

## La culture, c'est ce qui reste quand Noël est passé.

Le Petit Robert : dictionnaire analogique de la langue française. Grâce à la méthode analogique, chaque pensée se précise et s'enrichit à travers les 54000 mots du Petit Robert.

Pour chacun d'entre eux : définitions, étymologie, prononciation, analogies, contraires, synonymes, difficultés grammaticales, citations, exemples d'emploi. Des millions d'informations.

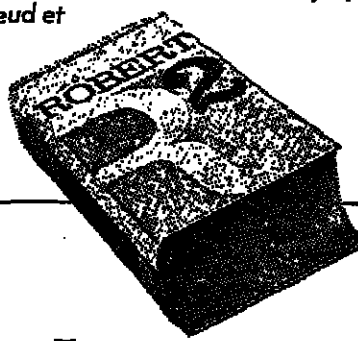
Tous les niveaux de langue, de l'académique à l'argot. Tous les domaines, du scientifique au quotidien.



Le Petit Robert 2 : le seul dictionnaire en un volume consacré aux noms propres : histoire, géographie, arts, littérature, sciences.

Un dictionnaire qui donne à voir : 2200 illustrations, la plupart en couleurs, 34000 noms propres retraçant l'histoire de l'humanité, de ses idéologies et de ses œuvres, 200 cartes originales incitant à l'évasion.

Un dictionnaire où Cicéron côtoie Marilyn, Mitterrand, Freud et Walt Disney.



## Dictionnaires Le Robert.

\* Qui a dit : « La culture, c'est ce qui reste quand on a tout oublié ? » Cherchez à culture (Petit Robert) : vous trouverez la citation d'Henriot. Et pour en savoir plus sur Henriot, écrivain et homme politique, consultez le Petit Robert 2.

## Le P.S. exerce une forte pression sur les communistes

**hebdo** **politique**  
nouvelle formule  
en vente aujourd'hui.

هكذا من الأصل



POLITIQUE

AU SÉNAT

Nouveaux statuts pour Mayotte et la Nouvelle-Calédonie

Le Sénat a adopté, samedi 18 décembre, le projet de loi tendant à instituer pour l'île de Mayotte un statut juridique original, ouvrant la voie soit à une gestion définitive sous forme d'OM, soit à l'indépendance et, après avis, elle souhaitait, jour, sortir de la République française. A la demande de SURIEN, secrétaire d'Etat chargé des DOM-TOM, les sénateurs se sont prononcés sur l'ensemble du projet par un vote bloquant, 168 voix contre 50, les 168 voix de la majorité absolue. Le projet de loi relatif à l'élection des sénateurs de Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon, sur rapport de SURIEN (ind.), le Sénat a adopté le projet de loi tendant à modifier le statut juridique de la Nouvelle-Calédonie et de ses dépendances. M. SURIEN a ainsi déclaré ce nouveau statut : large statut de décentralisation qui repose sur quelques principes essentiels : le conseil de gouvernement passe de cinq à sept membres, dont l'un portera le titre de président, ce qui lui sera évidemment une prérogative. Il sera désigné à la collégiale. Le pouvoir de décision du conseil de gouvernement, agissant collectivement sous la présidence du haut commissaire, qui n'est pas dans les questions territoriales. Les membres du conseil seront dotés de compétences et de pouvoirs. Les membres du conseil de l'Etat seront limités.

Le Sénat a adopté, samedi 18 décembre, le projet de loi tendant à instituer pour l'île de Mayotte un statut juridique original, ouvrant la voie soit à une gestion définitive sous forme d'OM, soit à l'indépendance et, après avis, elle souhaitait, jour, sortir de la République française. A la demande de SURIEN, secrétaire d'Etat chargé des DOM-TOM, les sénateurs se sont prononcés sur l'ensemble du projet par un vote bloquant, 168 voix contre 50, les 168 voix de la majorité absolue. Le projet de loi relatif à l'élection des sénateurs de Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon, sur rapport de SURIEN (ind.), le Sénat a adopté le projet de loi tendant à modifier le statut juridique de la Nouvelle-Calédonie et de ses dépendances. M. SURIEN a ainsi déclaré ce nouveau statut : large statut de décentralisation qui repose sur quelques principes essentiels : le conseil de gouvernement passe de cinq à sept membres, dont l'un portera le titre de président, ce qui lui sera évidemment une prérogative. Il sera désigné à la collégiale. Le pouvoir de décision du conseil de gouvernement, agissant collectivement sous la présidence du haut commissaire, qui n'est pas dans les questions territoriales. Les membres du conseil seront dotés de compétences et de pouvoirs. Les membres du conseil de l'Etat seront limités.

MORONI SE DÉCLARE PRÊT À RÉCUPÉRER MAYOTTE PAR LA FORCE

Les Comores font des préparatifs de grande envergure pour libérer l'île de Mayotte. A l'issue d'un conseil de gouvernement tenu dimanche 19 décembre à Moroni, M. Ali Tahir, premier secrétaire du ministère des Armées, a déclaré que le conseil de gouvernement de la République de Mayotte ne se considérerait pas comme indépendant tant que Mayotte ne serait pas libérée. Arrivé samedi à Dar-Es-Salam, porteur d'un message du président de la République, M. Tahir devait s'entretenir notamment avec les responsables militaires. De son côté, M. Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, a déclaré samedi que le statut de Mayotte, qui vient d'être adopté par le Sénat, « sera un statut évolutif qui devra satisfaire ceux qui se préoccupent du sort de l'île ».

Président conseil de gouvernement du Territoire des Afars et des Issas.

M. KAMIL EN VISITE OFFICIELLE EN SOMALIE

Abdallah Mohamed Kamil, président du conseil de gouvernement du Territoire français des Afars et des Issas, est arrivé dimanche 19 décembre à Mogadiscio pour une visite officielle de la République démocratique de Somalie.

Abdallah Mohamed Kamil, est accompagné de trois membres du conseil de gouvernement et de deux députés, a été reçu par le général Hussein Ali Afrah, vice-président de la République.

Le voyage répond à une invitation officielle lancée par le gouvernement de Mogadiscio il y a quelques mois.

Le 29 juillet dernier en réponse de M. Ali Afrah, démissionnaire, M. Kamil avait reçu de la part d'un télégramme de félicitation du général Syad Barre, président de la République démocratique de Somalie. L'annonce de la visite de M. Kamil en Somalie a été faite aux DOM-TOM, de l'occasion du référendum sur l'indépendance de Mayotte, le 12 janvier 1977, a contribué par ailleurs à défendre les rapports de la République.

M. Marcel Planchet (C.D.S.), élu député d'office de ses fonctions de maire de Saint-Denis (93), a décidé d'annoncer à son mandat de conseiller général du canton de Malo-Sud. M. Planchet a été condamné à six mois de prison avec sursis pour prise de fonction par la cour d'appel de Paris le 11 juillet 1976.

UNE ÉTUDE DES ANCIENS DE L'ENA

Les fonctionnaires et la politique

L'Association des anciens élèves de l'École nationale d'administration, fondée en 1948, publie ce mois-ci le centième numéro de sa revue *Promotions*. Enrichissement consacré à un seul sujet, « Les fonctionnaires et la politique », il contient plus de vingt articles d'anciens élèves, de ministres, d'hommes politiques, de syndicalistes et de spécialistes de la fonction publique. M. Jean Carrière, président de l'Association, pose le problème en termes simples. Selon lui, la liberté des fonctionnaires, qui sont aussi des citoyens, ne doit subir que deux limitations : le devoir de réserve et la possibilité, pour le gouvernement, de nommer à quelques postes-clés des fonctionnaires de son choix. Mais, ajoute-t-il, « l'administration doit veiller à sa neutralité pour préserver la continuité de l'Etat, en cas de changement radical de majorité politique dans le pays ». Alors que M. Berthelot, au nom de la C.G.T., souligne les restrictions apportées en fait à l'exercice des droits de ces fonctionnaires, M. Chagnon, pour Force ouvrière, s'insurge de la dégradation du climat politique dans la fonction publique et rappelle les affaires Cécaldi et Blanche, dans lesquelles il craint de discerner un début de « chasse aux sorcières ». Le dessinateur Piani, lui aussi, évoque les sanctions qui ont frappé ces deux fonctionnaires. M. Michel Crozier souhaite la création d'une haute autorité, qui protégerait les fonctionnaires contre les empiétements du politique.

card, qu'une image de l'action gouvernementale passe à travers l'opinion et cela exige qu'elle passe aussi à travers l'action administrative. M. Ezra Suleiman, professeur à Los Angeles est plus fataliste : « Les fonctionnaires français, dit-il, sont capables de revirements étonnants ». Deux études techniques de grand intérêt sont jointes à ces appréciations. M. Pierre Racine, ancien directeur de l'ENA, traitant de l'origine sociale et géographique des élèves, s'en prend, chiffres à l'appui, à certaines idées reçues, tout en soulignant que le recrutement se provincialise de plus en plus et que s'accroît sa diversification sociale. M. Jean-François Kessler, analysant les choix politiques des élèves, montre que l'ENA a diversifié l'orientation politique des hauts fonctionnaires. Au terme d'une enquête statistique qu'il a réalisée, M. Kessler estime qu'en gros « l'énarchie penche vers la gauche et le centre ». Toutefois, lors des élections législatives de 1968 et de la présidentielle de 1969, les élèves ont voté sensiblement comme l'ensemble des Français. Quant à l'appartenance politique des élèves, selon une enquête déjà ancienne (1967) une nette préférence était donnée à la gauche, mais non au parti communiste.

Le centième numéro de la revue *Promotions* offre ainsi un bon dossier auquel il manque toutefois une synthèse. Il est vrai que la diversité des points de vue exprimés interdit toute conclusion qui, en schématisant, se prêterait à un complexe, le déformerait.

ANDRÉ PASSERON.

\* *Promotions*, 36, rue des Saints-Pères, 75007 Paris.

TROIS ÉLECTIONS CANTONALES...

**CALVADOS**, canton de Camfrout-Éventé (2<sup>e</sup> tour). Inscr. : 2 895 ; vot. : 2 728 ; suffr. expr. : 2 671. MM. François Reynard, sans étiqu., 1 711 voix, ELU ; Raymond Lemonnier, sans étiqu., 916 voix.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Maurice Baroux, R.P.R., récemment décédé, qui avait été élu conseiller général au premier tour des élections cantonales de septembre 1973 avec 1 634 voix contre 1 187 à M. Gohard, P.S., et 55 à M. Chier, P.C. Il y avait eu 2 540 électeurs inscrits, 1 938 votants et 1 906 suffrages exprimés.

Les résultats du premier tour de cette élection partielle avaient été les suivants : Inscr. : 3 835 ; vot. : 2 781 ; suffr. expr. : 2 708. MM. Reynard, 740 voix ; Lemonnier, 610 ; Cardasson, sans étiqu., 480 ; Camfrout-Éventé, 480 ; Lecornu, R.P.R., sans dép., 441 ; Goulin, P.S., 316 ; Mme Georges, P.C., 85.

été réélu au premier tour des élections cantonales de mars 1978 avec 1 226 voix contre 688 à M. Vauhal, P.S., et 127 à M. Gaillard, P.C., sur 1 132 inscrits, 2 385 votants et 2 323 suffrages exprimés.

Le premier tour de cette élection partielle, M. Gohard, sans étiqu., était arrivé en tête avec 887 voix contre 860 à M. Vauhal, P.S., et 417 à M. Gaillard, P.C., sur 3 387 inscrits, 2 384 votants et 2 361 suffrages exprimés.

**MANCHE**, canton de La Haye-du-Puits (2<sup>e</sup> tour). Inscr. : 3 438 ; vot. : 3 415 ; suffr. expr. : 3 223. MM. Jacques Lait, mod., 2 121 voix, ELU ; Gérard Martin, P.S., 1 102.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Louis Gamet, mod., récemment décédé, qui avait été élu au premier tour des élections cantonales de septembre 1973 avec 2 461 voix contre 394 à M. Angot, P.S., et 181 à M. Boulland, P.C.

Le premier tour de cette élection partielle, M. Lait était arrivé en tête avec 1 808 voix contre 1 801 à M. Daniel Asseline, mod., 637 à M. Martin, P.S., et 189 à M. Jean Brochard, P.C., sur 5 429 inscrits, 3 705 votants et 3 665 suffrages exprimés. M. Lait a récemment été élu maire de La Haye-du-Puits en remplacement de Louis Gamet.

**DORDOGNE**, canton d'Issignac (2<sup>e</sup> tour). Inscr. : 3 101 ; vot. : 2 384 ; suffr. expr. : 2 348. MM. Jean-Pierre Vauhal, P.S., 1 302 voix, ELU ; Gérard Chacret, sans étiqu., 916 voix, ELU ; Issignac, 1 046.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de M. Perrin, R.P.R., récemment décédé. M. Perrin avait

... UNE ÉLECTION MUNICIPALE

**PAS-DE-CALAIS**, Arras (2<sup>e</sup> tour). Inscr. : 2 284 ; vot. : 2 055 ; suffr. expr. : 2 002. Liste d'union de la gauche, conduite par M. Etienne Jennesquin, P.C., et composée de trois P.C. et deux P.S., 1 237 voix en moyenne, ELU ; liste modérée, conduite par M. Louis Allegaert, 707.

Il s'agissait de compléter le conseil municipal, où cinq sièges étaient vacants, dont celui du maire, Victor Bondeux, P.S., récemment

décédé. Au premier tour, trois listes étaient en présence. Les résultats avaient été les suivants : Inscr. : 2 934 ; vot. : 2 140 ; suffr. expr. : 2 051. Liste du P.C., conduite par M. Jennesquin, 739 voix en moyenne ; liste du P.S., conduite par M. Raymond Delon, 711 ; liste modérée, conduite par M. Allegaert, 531. Il semble qu'une partie des électeurs qui avaient voté en faveur de la liste socialiste au premier tour ne se soient pas prononcés pour la liste d'union de la gauche au second tour.

En mars 1971, la liste conduite par Victor Bondeux, composée de socialistes et de centristes, avait enlevé tous les sièges dès le premier tour avec 1 886 voix. La liste présentée par le P.C. avait recueilli 511 suffrages en moyenne. Il y avait eu 2 716 inscrits, 2 151 votants et 2 078 suffrages exprimés.

**ENEZ A NEULLY**  
**ACHETER VOTRE CHAÎNE HI-FI**  
**"DOSSIER EN MAIN"**

5 Dossiers inédits. A Neully, 400 m<sup>2</sup> de Hi-Fi vous attendent. Toutes les réponses aux questions que vous vous posez sont là : les 32 pages des dossiers Quartz vous expliquent clairement comment bien choisir votre chaîne. Nous avons confronté sans pitié toutes les grandes marques dans des tableaux comparatifs inédits.

12 Chaînes cohérentes. Ce travail considérable a donné naissance, après contrôle en laboratoire, aux 12 chaînes Quartz, les plus cohérentes de la saison 77. Aux prix les plus bas de Paris (à partir de 1.990 F). Venez les écouter tranquillement. Nous avons mis votre dossier (gratuit) de côté. Et le parking est facile.

110, av. Charles-de-Gaulle Neully (métro : Sablon) 39, av. Jules-Castelnau, Marseille.

**QUARTZ**

**Calculateurs Hewlett-Packard**  
Démonstration  
Vente sur stock  
**"A LAMARTINE"**  
118, rue de la Pompe  
75016 Paris - Tél. 727.3131

**jeunes chiens de race**  
BICHONS, CANICHES, COCKERS, PEKINOIS, YORKSHIRES, SCOTTISHS, DOGUES ALLEMANDS, BOXERS, etc.

**CHIOTS à partir de 600 F.**  
**VACCINES** : maladie de Carré, hépatite, rage.  
**TATOUÉS** : nos chiots ont au minimum 3 mois.

**VENUS : avec GARANTIE 1 MOIS**, agréé par le Ministère de l'Agriculture.

**VOTRE NOUVEAU COMPAGNON** vous le trouverez... Il vous attend.

**chenil du collier d'or**  
Galerie Point Show : 66, avenue des Champs-Élysées, PARIS - Tél. 723.48.37.  
OUVERT de 12 h à 20 h.

**Vraie rose trempée dans un bain d'or à 24 carats.**  
(longueur 27 cm environ).

**MP**

8, place de la Madeleine 75008 Paris - Tél. 260.31.44 (Ouvrez le dimanche 19 Décembre de 14 à 19 h). On peut également l'acheter par correspondance à cette même adresse.

d'or à 24 carats) c'est le plus beau cadeau que l'on puisse faire pour avouer un sentiment éternel. Éternel comme la rose d'or. Trois modèles : 298 F, 385 F et 560 F.

**Sentiments distingués**

**LANCEL**  
le savoir-choisir

Opéra • Rond-Point des Champs-Élysées • C.I.P. Porte Maffiot • Parly 2 • Vélizy 2 • Créteil  
Lyon • Part-Dieu et rue de la République • Nice • Toulouse.

## ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

## Corse

## Violences et mouvements de protestations dans l'île

- Deux plastiquages dans la partie orientale
- Huit grévistes de la faim dans la cathédrale d'Ajaccio

Ajaccio. — Tandis que l'on attend en Corse le jugement du tribunal de Lyon, prévu pour le 23 décembre, dans l'affaire de l'attentat contre le Boeing d'Air France (7 septembre 1976 à Ajaccio) et la décision de la commission d'application des peines à la prison de la Santé, prévue pour le 13 janvier, de remettre ou non en liberté le docteur Edmond Simeoni, deux formes d'action se développent parallèlement.

D'une part, l'action violente qui est notamment menée par le Front de libération nationale de la Corse et qui s'est encore traduite, dans la nuit du samedi 18 décembre au dimanche 19, par des actions de commando en plaine orientale contre des établissements appartenant à des rapatriés d'Afrique du Nord ; d'autre part, une action

non violente menée à visage découvert par des militants autonomistes : la grève de la faim d'un certain nombre de ceux-ci qui subissent l'exemple donné dernièrement par les détenus de Lyon. En contrepoint, on note également des attentats non revendiqués contre les biens d'autonomistes.

En cette fin d'année, on continue à s'interroger dans l'île sur les aboutissements d'une situation qui risque de s'aggraver et de favoriser les menées extrémistes tant que les pouvoirs publics n'auront pas pris conscience de la nécessité d'apporter une solution raisonnable au problème corse.

Pour l'immense majorité de l'opinion, cette solution passe par l'adoption d'une véritable assemblée régionale ou, au mieux, d'une assemblée régionale compétente élargie, et par l'assainissement des pratiques électorales.

## De notre correspondant

dormaient. L'un d'entre eux a été projeté à l'extérieur et blessé au pied. Les deux autres sont indemnes.

Le F.L.N.C. avait opéré il y a une quinzaine de jours dans la plaine orientale contre la cave de M. Cohen-Skall, à Ajaccio. Un commando avait déposé le contenu de plusieurs cuves de vin après avoir ligoté le personnel de la cave.

Deux autres attentats ont été commis en Corse durant cette fin de semaine. L'un au cours de la nuit de vendredi à samedi contre la mairie du village de Feise, à 70 kilomètres au sud-ouest de Bastia (la porte d'entrée du bâtiment à trois étages a été endommagée) ; l'autre, samedi soir, en plein centre de Corte, où la voiture de M. Jacques-André Luciani, militant autonomiste corse, a été détruite par une charge de plastique.

D'autre part, aux cinq jeunes gens de Bastelica, village situé à 40 kilomètres d'Ajaccio, qui ont entamé, le 13 décembre, la cathédrale d'Ajaccio, à la suite de la grève de la faim, se sont joints par la suite trois autres autonomistes. Leur action a été déclinée pour soutenir celle de M. Marcel Lorenzoni, trente-trois ans, qui fait lui aussi la grève de la faim depuis le 2 décembre — et la grève de la soif depuis le 18 décembre — afin de protester contre les lenteurs de l'instruction dans l'affaire de Gennavilliers et réclamer sa mise en liberté.

M. Marcel Lorenzoni, l'un des protagonistes de l'affaire d'Aléria (22 août 1976), avait été, à ce titre, condamné à quatre ans de prison avec sursis par la Cour de sûreté de l'Etat le 22 juin 1976. Deux jours plus tard, un attentat par explosion était commis contre le dépôt d'Anzar de Gennavilliers. Trois personnes avaient été interpellées : M. Gabriel Valentini et les frères Paul et Guy Rossi. Ce dernier avait, selon les enquêteurs, reconnu les faits et déclaré que ses amis et lui avaient voulu, de manière symbolique, protester contre la sévérité de l'arrêt de la Cour de sûreté à l'égard de

## Offrez vous un KOSS

pour un prix  
15 fois moindre  
(et un son  
supérieur)  
à la plupart  
des enceintes

**KOSS** HI FI  
LES INVENTEURS DU CASQUE STEREOGRAPHIQUE  
12, rue du Puits Dixme. SENIA 525. 94577 RUNGIS. tél. 677.04.56.



## CONSTRUCTION NAVALE

## A LA CIOTAT : un méthanier pour l'Iran

Un navire transporteur de gaz, le « Bazi », de 70 000 mètres cubes, a été lancé le 18 décembre à La Ciotat (Bouches-du-Rhône). Ce bâtiment a été construit pour le compte de la société Iran-ocean. C'est le premier bateau iranien construit aux chantiers navals de La Ciotat (C.N.C.). Parmi les personnalités présentes se trouvait notamment M. Jean Chapon, secrétaire général à la marine marchande.

## De notre envoyé spécial

La Ciotat. — « Parmi tant de bateaux étrangers aux Chantiers navals de La Ciotat, celui-ci est le premier à battre pavillon iranien. Ce ne sera pas le dernier. » (Applaudissements très nourris.) En ces temps moroses pour la construction navale, les propos de M. Mostofi, président de la National Petrochemical Company, ont fait réver à la marine iranienne. Mais, en fait, le dernier conseil des ministres sur les affaires maritimes (le 16 décembre) n'a pas déchaîné l'enthousiasme du directeur général des Chantiers navals de La Ciotat : « Les instructions étant de ne rien faire, nous restons dans le statu quo. Pas de commande sérieuse depuis deux ans, annulations, ruptures de charges... dix-huit mois ont passé sans qu'une aide permette de saisir les affaires qui se présentent. Et, aux dernières nouvelles, la Pologne fait du super-dumping par rapport au Japon ! » Reste la nécessité d'un protectionnisme à outrance, au moins pour les dix-huit mois à venir (jusqu'à fin 1979). A noter qu'une aide favorise certains pe-

JEAN RAMBAUD.

Le « franchising » élargit-il le potentiel de distribution des P.M.E. ?

Votre marque existe sans être présente partout. Confiez-la nous, nous implanterons votre réseau. S'il est déjà constitué, nous assurerons sa publicité et sa promotion.

**trigone**

24 rue Beaumont 75003 Paris  
tél. 272.21.03

## Lorraine

## Une violente polémique oppose le maire de Nancy au préfet de Meurthe-et-Moselle

La bataille des élections municipales est déjà engagée à Nancy et s'articule autour des questions d'urbanisme. Une polémique extrêmement vive oppose depuis quelques jours le maire de Nancy, M. Marcel Martin, ancien sénateur, centriste proche de la majorité, au préfet de Meurthe-et-Moselle, M. Jean Rochet, en poste depuis l'automne 1972.

Le maire a engagé un recours hiérarchique contre le préfet qu'il a accusé, au cours d'une conférence de presse, de « diffamation, d'ingérence dans les affaires de la ville et d'immixtion dans la campagne électorale propre à favoriser les partis de gauche », et à qui il a reproché d'avoir « outrepassé les droits que lui confèrent ses fonctions ». Le préfet répond

pour sa part, dans un communiqué reproduit ci-contre, que le maire et son premier adjoint M. Pierre Deiber, ont « menti » en lisant des documents officiels, devant le conseil municipal du 15 décembre, avant qu'une majorité de conseillers (dix-huit contre onze) renouvellent leur confiance au maire.

Un centre du différend se trouvent les conclusions d'une enquête de l'inspection générale de l'administration, qui mettent en cause M. Martin et lui reprochent d'avoir mis ses fonctions publiques et ses intérêts privés en étant l'administrateur d'une société qui intervenait dans l'aménagement du quartier de la Gare, la ZAC Thiers où a été construit l'hôtel Frantal.

## De notre correspondant

Pour faire la lumière sur cette opération, les huit membres de l'opposition majoritaire ont demandé, en janvier 1975, des explications. Sous leur pression, le conseil municipal, M. Martin en tête, a décidé de demander une enquête d'un inspecteur général de l'administration du ministère de l'Intérieur. « Cette affaire a fait beaucoup de bruit », déclare M. Martin ce jour-là, il trahit en ville des institutions, il faut nous en débarrasser. Je désire que ce dossier soit examiné par une personnalité objective extérieure au conseil municipal. C'est le résultat de cette enquête communiqué par une lettre du préfet de Meurthe-et-Moselle à un conseiller municipal qui provoque la polémique actuelle. Deux griefs principaux sont relevés contre la municipalité.

L'enquête met directement en cause M. Marcel Martin. En effet, la société SOGIN, chargée de la construction de la tour Thiers, est une filiale de la SICE (Société immobilière et commerciale de l'Est), qui possède 50 % de son capital. Or, c'est l'épouse, M. Marcel Martin a été administrateur de la SICE du 22 décembre 1968 au 6 mai 1972 : « Durant son mandat, le conseil municipal de Nancy a délibéré sur les affaires immobilières intéressant la SOGIN lors de quatre séances du conseil municipal présidé par le maire. Ce comportement est indigne et constitue une violation de la loi, qui sanctionne l'ingérence des fonctionnaires ou des élus dans les affaires soumises à leur surveillance et à leur contrôle. »

Le préfet ajoute dans sa lettre qu'il est évident que si l'autorité préfectorale avait eu connaissance en temps voulu de ces éléments, les délibérations en question auraient été annulées. Le second point concerne la participation financière que devait demander la ville à la SOGIN : « L'application stricte des textes concernant la ZAC d'équipement et celle de la « surdensité » en aurait fixé le montant à 11 200 000 francs. Or, la SOGIN a été invitée à ne verser que 1 000 000 francs (soit le dixième). La direction départementale de l'équipement a jugé ce chiffre très insuffisant et estimé qu'il aurait dû au moins être triple. »

Au cours du conseil municipal du 15 décembre, puis lors d'une conférence de presse, M. Marcel Martin et son adjoint, M. Pierre Deiber, se sont défendus sur les deux griefs avancés par l'enquête. M. Martin a indiqué devant les élus municipaux qu'il avait donné sa démission de la SICE le 6 novembre 1971 : « Si une signature figurait sur des documents

postérieurs, c'est qu'il avait fait un certain temps pour régler cette affaire et les diverses étapes de la transformation de cette société. Il a ajouté, au cours d'une conférence de presse du vendredi 17 décembre : « J'étais en droit de la maintenir, car les démarches et toutes les décisions ont été prises par les deux autres sociétés. Société civile d'études, et la SOGIN. Afin que tout soit plus clair, j'ai fait démissionner comme simple administrateur du conseil municipal. »

Alors que la participation financière de la SOGIN MM. Martin et Deiber affirment qu'elle n'a pas été décaissée par la ville, mais après une consultation qui a duré plusieurs mois avec les administrations intéressées. « Cette convention n'a jamais été approuvée par nous », déclare M. Rochet, « rétorque M. Rochet, qui reproche au maire et à son adjoint d'avoir « menti » en lisant, en séance, une lettre du préfet prétendant laisser ainsi croire à un arbitrage de l'autorité préfectorale. »

Vendredi, M. Marcel Martin a introduit un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur, M. Pompidou, contre les agissements du préfet de Meurthe-et-Moselle. « Toute son action depuis de longs mois me paraît être une ingérence que je dois qualifier, d'une part dans les affaires de la ville et d'autre part dans la campagne électorale. On veut faire la loi de mes opinions et empêcher les élus de se placer de répondre à ses objectifs, de présenter à nouveau au suffrage des électeurs nancéiens un programme crédible. »

Il est évident que cette affaire se situe dans un contexte politique précis. L'équipe de « Nancy capitale » de M. Martin est à l'hôtel de ville depuis 1970 et comprend des membres du centre gauche, des membres du centre, des socialistes. Ces derniers se sont formés en groupe d'opposition en janvier 1975 et M. Curran, une fois tête de liste de la gauche unie — a démissionné de son poste de premier adjoint.

CLAUDE LEVY.

## Le préfet : MM. Martin et Deiber ont menti

M. Jean Rochet, préfet de Meurthe-et-Moselle, a publié, dimanche 19 décembre, la mise au point suivante :

« Le télégramme que M. Lambert (préfet de la région Lorraine, ancien préfet de Meurthe-et-Moselle) vient de m'adresser confirme et aggrave même les accusations que j'avais fournies avec son accord. Il est donc clairement établi que MM. Martin et Deiber ont menti en mettant en cause, devant le conseil municipal, mon prédécesseur. Mais il y a plus grave encore. Ce que le premier adjoint présente comme un simple lapsus a consisté à faire citer, dans la lettre de mon prédécesseur en date du 6 octobre 1972, la phrase : « Il

appartient au conseil municipal de délibérer en vue de fixer le montant de cette participation » à la remplacer par celle-ci : « C'est pourquoi je présente à la délibération le montant de 1 milliard 100 000 francs, c'est-à-dire 110 millions d'anciens francs, qui représente la participation de la Frantal, correspondant aux dépenses paramétrées que je viens d'évaluer. »

« C'est une tromperie extrêmement grave à l'égard du conseil municipal et le vote de confiance obtenu dans ces conditions, le 15 décembre dernier, me paraît donc sans valeur. »

« En refusant de me soumettre depuis quatre ans aux pressions du maire de Nancy et de fermer les yeux sur ses irrégularités, malgré les interventions faites par moi-même auprès de plusieurs membres du gouvernement, je n'ai pourvu aucun objectif politique. J'ai fait tout simplement mon devoir de préfet. J'attends en toute tranquillité la réponse du ministre de l'Intérieur au recours fait contre moi, ainsi que le jugement de tous les honnêtes gens. »

Si votre secrétaire ne parle pas japonais, laissez-là à Paris. Nous vous en prêterons une à Tokyo. Bilingue, bien sûr...

Pour aider les hommes d'affaires à réussir leur voyage au Japon, JAL a conçu l'Executive Service.

Si vous souhaitez en savoir plus sur tout ce que l'Executive Service peut vous apporter, téléphonez au 225.55.01 ou envoyez votre carte de visite à Japan Air Lines, 75 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

JAPAN AIR LINES

Personne ne pourra vous aider au Japon mieux que nous.



هكذا من الأهل



# La région parisienne

## PRÉFET DÉFEND LE POS

### Rien n'a été fait « à l'aveuglette »

Jean Toulle, préfet de la région parisienne, nous adresse la lettre suivante : « Le 20 novembre 1976, le Point de vue sur la planification des sols de Paris, texte adopté par le conseil régional, a été publié. Ce document, qui est le fruit d'un travail de longue haleine, a été préparé, malheureusement, à l'aveuglette, sans que l'on ait eu connaissance de ce qu'il contenait. Je tiens à préciser que, dans ce document, il n'est pas question de la création d'un nouveau département, mais d'une réorganisation des services de la région parisienne. Ce document a été préparé par le conseil régional, et non par le préfet. Il a été adopté par le conseil régional le 20 novembre 1976, et a été publié le 21 novembre 1976. Je tiens à préciser que, dans ce document, il n'est pas question de la création d'un nouveau département, mais d'une réorganisation des services de la région parisienne. Ce document a été préparé par le conseil régional, et non par le préfet. Il a été adopté par le conseil régional le 20 novembre 1976, et a été publié le 21 novembre 1976. »

et à l'Hôtel de Ville d'avril à septembre. A l'occasion de l'enquête publique qui s'est déroulée au printemps 1976, un nouvel effort d'information a été accompli. L'enquête a duré du 5 mai au 16 juin. Une nouvelle exposition a eu lieu à l'Hôtel de Ville et dans les mairies d'arrondissement. Sept cent mille chefs de famille ont reçu une lettre individuelle les informant des conditions de l'enquête et des possibilités qui leur étaient offertes de se renseigner. Trente mille visiteurs ont été accueillis, qui ont formulé plus de quinze mille observations sur les registres d'enquête. La vérité est qu'il n'a pas été fait à l'aveuglette, mais qu'il y a eu une enquête sérieuse et que les décisions ont été prises en connaissance de cause. Quant au fond, je rappelle que le POS de Paris doit, dans le détail, déterminer des règles s'appliquant à quatre-vingt mille parcelles, cinq mille lots et cinq mille rues. Face à cette redoutable complexité, il n'est pas possible de procéder à quelques découpages géographiques généraux et à fixer quelques règles générales et artificielles applicables à l'ensemble. C'est, bien au contraire, un tout autre parti qui a été retenu : celui de s'attacher à traiter toutes les nuances qu'ap-

pelle le traitement d'un tissu urbain aussi diversifié. Je vous demande de bien vouloir considérer que ce n'était pas la voie de la facilité. Je tiens, au contraire, à dire que ce choix est à mettre au crédit des fonctionnaires qui l'ont voulu et des élus qui l'ont accepté. Quel qu'ait pu être leur effort, les auteurs du plan n'ont certes pu parvenir à traduire sous une forme simplifiée et aisément accessible une réalité aussi complexe et aussi subtile. Mais je rappelle que l'une des critiques majeures faites à l'ancien plan directeur d'urbanisme était, précisément, l'absence de nuances de ses prescriptions. J'observe, au demeurant, que la difficulté de lecture n'a tout de même pas la portée que lui prête votre rédacteur. Comment expliquer autrement le grand nombre d'observations recueillies ? Le fait que plusieurs grandes villes françaises se soient intéressées à Paris afin de s'en inspirer, me semble enfin pouvoir être regardé comme un hommage rendu à la qualité du document. Je regrette qu'un organe disposant de l'audience qui est la vôtre se borne à reprendre une critique que je ne peux, à mon grand regret, qualifier que de sommaire.

## conseil régional d'Ile-de-France

### RECHERCHE D'UNE COHÉRENCE BUDGÉTAIRE

Le premier budget de l'établissement public d'Ile-de-France, adopté le 14 décembre par le conseil régional, n'est l'œuvre de celui-ci. Les élus de la région ne se sont pas fait le rappel. Il a été préparé par le préfet de région au 1<sup>er</sup> janvier (du temps du loi de la région parisienne).

Avec 1.882,8 millions de francs de crédits de paiement (+ 25 % par rapport à cette année), il prolonge l'effort poursuivi pendant quatre ans par le district en faveur des infrastructures de transport et de circulation, qui représenteront, en 1977, 77 % des investissements régionaux (le

Monde du 24 novembre et du 16 décembre). Paradoxalement, le chapitre des transports collectifs et celui des routes qui, avec 820 millions et 439 millions de francs, représentent les trois quarts du budget 1977, ont fait l'objet de discussions, rapides parce que les « coups partis » concernent aux conseils un sentiment d'impunité en la matière. En revanche, les 720 000 F proposés pour la construction de la deuxième tranche du foyer international de la Défense ont donné lieu à un débat animé.

Le conseil régional a commencé à préciser des critères d'attribution des subventions, et cela pour éviter de financer de façon désordonnée certains équipements. Deux dossiers ont fait les frais de cette rigueur naissante : celui de l'Atelier parisien d'urbanisme et celui de l'association S.O.S. Amitiés. Les élus ont déclaré que le caractère régional de ces subventions n'était pas assez affirmé. M. Michel Giraud, président du conseil régional, a estimé indispensable de « mettre en place des contrats précis avec les collectivités locales, portant sur les secteurs d'équipement qui contribuent à un mieux-être des habitants de la région ».

Enfin, la gauche et la majorité se sont plaintes de n'avoir pu orienter les grandes options du budget. M. Alain Griotteray, rapporteur général, a proposé notamment que le président du conseil régional, celui de la commission des finances et le rapporteur général du budget soient associés par le préfet aux travaux budgétaires préliminaires. Il a aussi suggéré l'élection d'un rapporteur spécial chargé de contrôler l'utilisation des crédits régionaux. — A.L.F.

## Une expérience de taxis collectifs

### LES ROUTES DU VEXIN À LA DEMANDE

Les taxis collectifs sont-ils le mode de transport privilégié d'une banlieue dont l'habitat est dispersé ? L'expérience faite dans le Vexin de Paris a permis de répondre à cette question. Les résultats tendent à le prouver. Le Comité de coordination des activités économiques du Vexin (C.C.A.E.V.) est parti d'une constatation, explique le directeur de l'opération, le délégué à l'urbanisme progressif : mais il est trop éloigné de la capitale pour que les bus de R.A.T.P. y circulent, d'autre part les cars des entreprises privées délaissent de plus en plus les lignes peu rentables. En 1968 une première expérience de taxis collectifs avait été tentée mais rapidement abandonnée car le service rendu par les véhicules qui, ainsi que les taxis, parcouraient régulièrement la même ligne n'était pas assez souple pour répondre aux besoins des usagers. L'expérience tentée depuis le 8 novembre est un transport à la demande. Un secteur a été

moins été délimité : il s'agit de l'axe nord-sud, Magny-Mantes, et de la jonction Pontoise-Marines. Dix mille usagers qui logent autour de ces deux axes sont concernés par le taxi collectif. Une seule voiture reliée par radio-téléphone au 476-40-22 est ainsi à la disposition des habitants entre 6 heures et 19 h 30. Le prix de la course est forfaitaire : 3 F pour moins de 10 kilomètres, 8 F de 10 à 25 kilomètres, 9 F pour plus de 25 kilomètres. Les communes concernées par l'opération versent 1 franc par habitant au comité et le conseil général vient de lui accorder une subvention de 50 000 francs. Le fonctionnement du taxi coûte néanmoins 15 000 francs par an au C.C.A.E.V. Trente appels arrivent quotidiennement au standard du chauffeur. Le comité espère faire mieux, affréter une nouvelle voiture et même, qui sait, élargir son champ d'action en faisant circuler un minibus dans la plaine de France. — M.-C.R.

## Les anciens contre les nouveaux

### LA RUE DES DEUX DRAGONS

PARIS s'éclaircit. La tour Montparnasse allume ses dominos en haut de la rue de Rennes. A deux pas de la brasserie Lipp, la rue du Dragon est la seule voie du quartier à avoir tenu une réplique d'ampoules électriques. Elle quitte le boulevard Saint-Germain presque ruelle, elle s'évase, élargit ses trottoirs et esquive un tournant avant de se jeter en tapinois dans le carrefour de la Croix-Rouge. Il est 17 heures. Les passants deviennent chalandes : ici, un magasin de vêtements féminins, style précocité, couleurs, métal et éclairages scintillants. Là, un commerce de laux : défilés de bois, une machine à sous yankee (2500 F). Plus loin, un marchand de poulx. Les salons de coiffure exhibent leurs poutres et leurs pierres apparentes. Maquettistes, apothécosiers, bijoutiers, décorateurs : le bon goût coule à flots. C'est beau et c'est cher. Dans quelques heures, apparaîtront les drapeaux qui zigzagueront d'un restaurant à l'autre — y en a-t-il dix ou onze dans cette rue de 230 mètres de long ? — à la recherche d'un menu oriental, italien ou béarnais. Vestige du temps où la rue du Dragon ignorait la vente de la mode, la droguerie embauma le savon de Marseille. M. Maurice Lelièvre, son propriétaire, porte une blouse blanche. Il se souvient de son arrivée dans la rue, il y a seize ans : « C'était un vrai petit village avec des artisans et des petits commerçants, regrette-t-il. Les bougnats, chez lesquels les vœux du quartier allaient boire un « canon », sont partis les premiers. Le boucher, qui s'appelaient Gigot, a laissé sa place à un restaurant italien ; l'horbiste à une parfumerie ; le crémier à une bijou-

terie. Le cordonnier est retourné dans son Périgord. Le blanchisseur vient d'avoir une crise cardiaque ; il s'en va à la fin du mois. » Pourquoi cette débâcle ? « C'est très simple, constate M. Lelièvre. Les commerçants sont âgés. On ne trouve plus de jeunes pour reprendre les boutiques d'artisans. Surtout, on voit arriver des acheteurs qui nous proposent trois ou quatre fois le prix de notre bien. Comment résister quand on est près de la retraite ? Depuis le mois de septembre, quatre personnes ont demandé à acheter ma boutique. »

#### Partir !

— Et les nouveaux commerçants ? « C'est pas des gens avec qui on peut se retrouver le dimanche, comme nous le faisons avec le cordonnier. Aujourd'hui, dans la rue du Dragon, il y a deux classes : la petite commerce traditionnel et les autres qui se sont regroupés dans l'association Les amis de la rue du Dragon. Ceux-ci — une douzaine environ — ont voulu faire de l'animation. Mais j'ai refusé de payer 2 000 francs pour les illuminations. Vous croyez que ça va me faire vendre un paquet de lessive en plus ? » Une cliente de M. Lelièvre opine vigoureusement à ce tableau pessimiste. « Il ne nous reste plus qu'à manger des chaussures et des vêtements, s'indigne-t-elle. Les commerces d'alimentation sont partis. Le Supermarché livre à domicile au-dessus de 300 francs d'achats seulement. Le marché Mabilion est loin. Je ne peux plus bavarder qu'avec le droguiste et le boulanger. Je n'ai qu'une hâte : partir en province ! »

A vingt mètres de là, entouré de ses vendeuses, M. Roger Créange, président des Amis de la rue du Dragon, vend des chaussures et des bottes de prix. Élégant, la barbe poivre et sel bien taillée, il prédit un bel avenir à sa rue : « Elle était devenue à moitié morte et même franchement désagréable, déclare-t-il. C'était de la laide des commerçants du quartier qui continuait à travailler comme en 1920. Enfin quoi ! On ne compte plus les coups, aujourd'hui. On achète des boîtes standard ! Ils ne savent même pas faire une facture avec T.V.A. Après quatre ans d'expérience, je crois que seuls les artisans chers et originaux sont susceptibles de se vendre dans notre rue, à condition qu'on ne s'improvise pas commerçants. » Quels sont les buts de son association ? « Nous voulons redonner à la rue du Dragon la vie qu'elle avait jadis, précise M. Créange. Une vingtaine de commerçants sur solennité ont décidé, le mois dernier, de décorer leurs devantures sur le thème du village. Du 4 au 12 décembre, la rue a été réservée aux piétons et nous finançons des illuminations pour la durée des fêtes. Les résultats ont été décevants, parce que nous sommes novices et que nous nous y sommes pris trop tard, mais, au printemps, nous recommencerons. Il n'est pas exclu que nous parvenions à reconstituer une vraie vie de village. » La rue du Dragon se meurt. La rue du Dragon naît. Tout Paris se retrouve dans cette transformation qui chasse les vieux, les pauvres, les malhabiles et l'animation au profit de cas boutiques pour clients aux revenus élevés. C'est très beau, très triste... ALAIN FAUJAS.

## Plus comme avant...

### LIVRES A QUAI

LEURS « boîtes à savon » emplies de livres d'occasion, de vieilles cartes postales et de gravures jaunies ou tapageuses, les bouquinistes peuplent toujours les quais de l'Hôtel-de-Ville, de la Mégisserie Saint-Michel, Conti et Voltaire. Ils sont tellement incrustés dans le paysage parisien que le citadin pressé finit par les oublier. Les habitués des quais, les flâneurs et les curieux, ne sauraient s'en passer. On les dit menacés de disparition. « C'est absolument faux, affirme le service des concessions de la préfecture de Paris. Nous avons chaque année plus de demandes que de places disponibles. Leur nombre n'a diminué ni ne diminuera. » L'administration précise : « Ils sont aujourd'hui 234 rue d'Orléans, 150 rue gauche. Les concessions sont absolument gratuites. » A l'origine, ce n'était que des inconnus qui posaient leurs valises ou leurs malles, remplies de bouquins, sur le parapet. Au fil des années, l'administration

de la capitale réglementa ce commerce et encouragea la présence de ces petites coffres étirés le long des quais. Depuis six ans, par tous les temps, il vend des livres et des cartes postales. Avant de s'installer quai de l'Hôtel-de-Ville, André Rémy, trente-cinq ans, était chef magasinier. « Bouquiniste, c'est un bon job, pas embêtant et on a la liberté. J'ouvre quand je veux. Un regret, il y a trop de voitures et les gens ne savent plus se promener. »

#### Les fidèles

Il a ses clients fidèles : des acheteurs attirés toujours présents au rendez-vous. Des amis bavards aussi, qui ne manquent jamais l'occasion de s'arrêter devant les illustrés d'avant guerre. Enfin, des originaux, comme cette Anglaise qui achète tout un stock de cartes postales pour tapisser sa salle de bains. Mais ce bouquiniste, comme

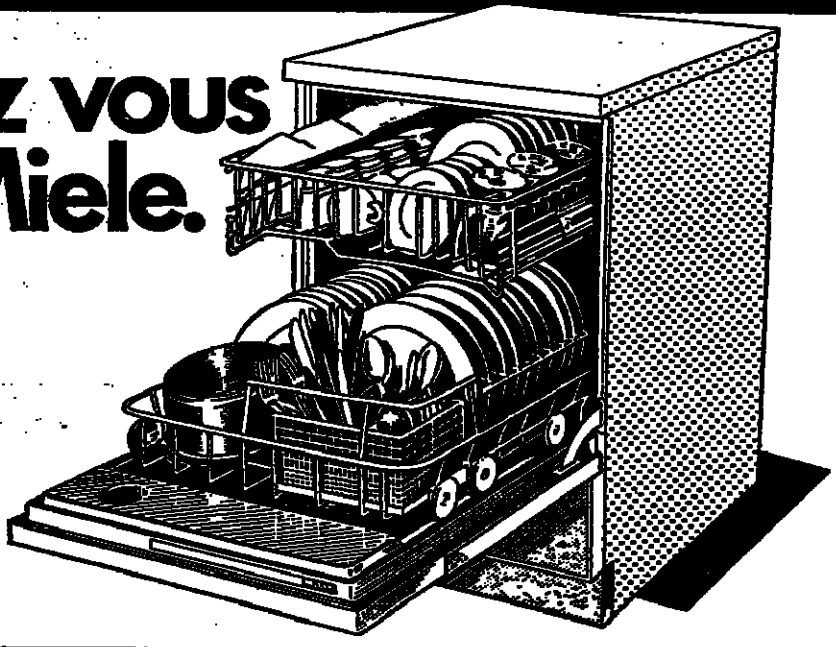
ses voisins, est inquiet. « Depuis trois ou quatre ans ça ne marche plus comme avant », confie l'un d'entre eux, installé quai Saint-Michel, non loin de Notre-Dame. « Notre chiffre d'affaires a baissé au cours de ces dernières semaines, par exemple, de 50 %. » Moins d'argent ? Sans doute. « Mais aussi, suggère un bouquiniste, les soldes de livres organisés par les grands magasins. Ce sont de forts et dangereux concurrents. » Où trouvent-ils ces « trésors » peu encombrants ? « Dans les salles de vente, sur les marchés aux puces de Saint-Ouen ou à Montreuil, et enfin sur le marché de la place d'Aligre », répond l'un d'entre eux. André Rémy n'ouvre que l'après-midi : « Je me déplace tous les matins pour aller « chiner ». Chez les bouquinistes, c'est, quotidiennement, fouiller, découvrir, discuter et finalement acheter. La découverte au ras du trottoir. » JEAN FERRIN.

Salon du lave-vaisselle jusqu'au 31 décembre.

8 jours d'essai gratuit chez vous sur tous les lave-vaisselle Miele.

Miele

Galeries Lafayette









## RADIO-TÉLÉVISION

VU

## Tintin dans les Carpates

Difficile de ne pas préférer, s'agissant d'illustrer Jules Verne, les sombres hachures d'un Benett aux arondis baroques d'un Hergé. C'est à Tintin, en effet, Tintin dans les Carpates, que faisait penser, dimanche, la dramatique de Jean-Christophe Averty. Domage qu'à cette occasion il n'ait pas essayé de changer, de moderniser son style.

S'il ennuie un peu aujourd'hui, si l'on est moins étonné, surpris qu'autrefois par l'originalité de sa mise en images, par la force de son trait, c'est parce qu'il est resté à l'école de Walt Disney. Celle où l'on apprend à enchaîner les scènes, les anneaux, les arabesques, à privilégier la fluidité du patinage artistique à la violence heurtée, agressive du hockey que pratiquent à présent la plupart des bandes dessinées et des films d'animation.

C'était assez drôle, notes, au début, ce château en ruine perché à haut sur la colline de Blanche-Neige, ce château hanté émergeant, allumé par la fée électricité, dans un tonitruant bruit de sirènes emprunté aux voitures de police. C'était amusant, cela faisait passer le temps que perdait des villageois d'opérette à s'interroger sur ces mystères observés d'en bas à la lorgnette.

Et puis, dès qu'on a quitté la

Transylvanie pour Naples, pour l'Italie, dès qu'on a rencontré la Stilla et Sacha Pitoëff, son étrange éditeur, pris par l'intrigue, le suspense, le réel, on a oublié le décor pour ne s'attacher qu'aux personnages et à Jules Verne. Il est de ces génies, nous voulons dire de ces jouets incassables, indéformables, insubmersibles. Résistance garantie.

Résistance aussi, imperméable aux arguments d'autorité ou de complaisance, la vérité toute bête, l'éloquence simplifiée des chiffres qui figurent sur la feuille de paie de celles qui récemment, en vain, l'égalité des salaires et des qualifications. Mme Hélène Missoffe, députée R.P.F. de Paris, avait beau dire, dimanche sur Antenne 2 — et ce qu'elle disait n'était pas faux, — quel que soit le sujet du débat, en l'occurrence les femmes et la politique, on en revient toujours à où l'attendait Mme Arlette Laguiller : à la question d'argent.

Question fondamentale ! Les Américains l'ont bien compris, qui en ont fait, sans fausse honte, leur cheval de bataille. S'élever contre le viol, c'est très bien. Lutter contre la discrimination sur le marché du travail, contre la dévalorisation de la femme, exiger le respect de la loi, ce serait mieux. Seulement voilà, moins spectaculaires, plus ingrats, cette cause, ce combat, trouvent peu d'écho dans les

médias. Partant, peu d'avocats. — C. S.

Pour tous, Boris Godounov, samedi soir, sur FR 3 : Moussorgski traduit en clair par des sous-titres très détaillés, et par une réalisation à l'effort des détails, de mise en scène, attentive à l'expression des visages, explicative, noblement didactique. La maîtrise d'œuvre, Mite Rabinovitch, utilise les gros plans — si adaptés au « populisme » de l'art lyrique russe — pour creuser, pour illuminer le temps d'un regard la vision frontale imposée par les prises de vues en direct, dans la durée de la représentation, dans le soufflé même de l'écriture musicale.

Il est bon que l'ensemble des téléspectateurs n'ignorent plus ce qui se produit, de plus en plus fréquemment, sur des scènes de province moins prestigieuses — et moins nombreuses — que celles du Palais Garnier. Cette production de l'opéra du Rhin mérite d'être élargie ainsi son audience, d'autant que les soirées qui viennent riches en éléments de compensation : après la trêve historique, les eaux troubles du post-romantisme biblique (Salomé, de Richard Strauss, sur TF 1, le 23 décembre), et Verdi, pris en flagrant délit de décadence par Jorge Lavelli au cours du dernier festival d'Alz-en-Provence (la Traviata, sur Antenne 2, le 22 décembre). — A. R.

## TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 20 DÉCEMBRE  
— M. André Burquière et Jean-Louis Flandrin, historiens, expriment leur opinion sur la famille à la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

MARDI 21 DÉCEMBRE  
L'Union nationale des associations familiales dispose de la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.  
— Le Père B. Feillet et M. M. Legaut dialoguent à propos des « mutations de l'église » sur France-Culture, à 20 heures.  
— M. Michel Platini (A.S. Nancy), Jean-Michel Larqué (A.S. Saint-Etienne), Roger Rocher, président, Pierre Gorraunier, manager de l'A.S. Saint-Etienne, Laurent Boussey, footballeur de quinze ans, et ses parents participent au débat des « Dossiers de l'écran » consacré au football, sur Antenne 2, vers 22 heures.

## RÉVEILLON SCANDINAVE A COPENHAGUE

30 DÉCEMBRE - 2 JANVIER

SÉJOUR A L'HOTEL ASTORIA (1<sup>re</sup> cat.) - Prix : 1.340 F

Le prix comprend : voyage aller-retour par avion + transferts. 4 jours en demi-pension (boite chambre double), excursions.

RÉVEILLON de la Saint-Sylvestre.



MONCEAU VOYAGES

83 bis, rue de Courcelles, 75017 PARIS

Tél. 766-90-93/90-94

Lic. A. 536

## Vos enfants vont-ils revoir "La Belle et le Clochard" ?

Cela ne dépend que de vous depuis que Film Office a édité ce chef-d'œuvre de Walt Disney en super 8 couleur (muet ou sonore).

Film Office : plus de 2000 titres en exclusivité dans les meilleurs magasins photo-cinéma de votre région.

Le plus grand des "Cinéma-Plots" qui peuvent vous procurer immédiatement presque tous les films du catalogue.



## ADJOINT DIRECTEUR TECHNIQUE

125.000 F

Filiale d'un puissant groupe industriel, une société (1.000 personnes) spécialisée dans la conception, l'étude et la réalisation d'équipements très automatisés pour une grande administration, recherche un Adjoint pour le Directeur Technique d'une division. Il participera à la définition de la politique technique, sera chargé d'assurer l'évolution des produits et préparera les programmes en vue du passage à une deuxième génération de matériel. Il coordonnera la recherche d'informations techniques et participera à la supervision des études. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 32 ans, diplômé d'une grande école (X, Centrale, Telecom, Sup. Elec., AM...), ayant acquis une réelle expérience dans les études et la réalisation de projets importants et complexes. De solides connaissances en mécanique, électronique et informatique sont nécessaires. La pratique de l'anglais est indispensable pour assurer la coordination avec des partenaires étrangers. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 125.000 francs, sera liée à l'expérience et à l'âge du candidat. Le poste est à pourvoir en proche banlieue Nord de Paris. Ecrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2493M

## RESPONSABLE BUREAU D'ÉTUDES

100.000 F

La même société (cf. réf. A/2493), recherche pour son département Etudes, le Responsable de son Bureau d'Études électrique et électronique. Sous l'autorité du chef de service, il animera et gèrera une équipe d'une dizaine de personnes. Il sera responsable des projets et des études, des détails et participera à la mise au point des prototypes. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure (Sup. Elec., I.E.G., I.S.E.P... ou équivalent) ayant l'expérience de l'animation d'une équipe dans un bureau d'études et de solides connaissances techniques (logiques de commande, interface avec un ordinateur, utilisation de micro-processeurs...). La pratique de l'anglais serait un atout supplémentaire. La rémunération annuelle, de l'ordre de 100.000 francs, sera fonction du potentiel et de l'âge du candidat. Ecrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2494M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.

Adresser C.V. en rappelant la référence à :

P.A. CONSEILLER DE DIRECTION S.A.

8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-35-79

Amsterdam - Bruxelles - Copenhague - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Paris - Stockholm - Zurich

## LUNDI 20 DÉCEMBRE

## CHAÎNE I : TF 1

De 12 h. 15 à 20 h. 30, Programme ininterrompu : à 13 h. 35, Les visiteurs de Noël ; à 19 h. 45, Les mini-chroniques de R. Gosciny. 20 h. 30, Film : « Les Lumières de la ville », de Ch. Chaplin (1930), avec Ch. Chaplin. V. Cherril, H. Myers, A. Garcia. (Muet. N.J.)  
Un document : pour la première fois, un film de Chaplin est diffusé à la télévision. Celui-ci, tourné en muet au début du porteur (réalisé par l'auteur) est tendre, mûr et pathétique.

21 h. 55, Récit-document : Les contes du soldat (N° 1 : la Vallée perdue), de J. Chollat et A. Voisin.

## CHAÎNE II : A 2

De 12 h. 30 à 20 h. 30, Programme ininterrompu : à 16 h. 55 (R.), Ciné-club : « Un Américain à Paris », de V. Minnelli (1951), avec G. Kelly, L. Caron, O. Levant, G. Guétary.

## AUJOURD'HUI MAGAZINE

## QUILAPAYON

au  
THEATRE DE LA VILLE  
du 4 au 15 Janvier

★  
vient de paraître

## PATRIA

33 tours C 068-98285 disponible en K7  
PATHE MARCONI

Un peintre ambrosien, installé à Paris, où il attend la gloire, est en butte aux passions d'une riche compatriote et s'empare d'une

## Rasoir Philips Super 12

## MARDI 21 DÉCEMBRE

## CHAÎNE I : TF 1

De 12 h. 15 à 20 h. 30, Programme ininterrompu : à 14 h. 25, Les visiteurs de Noël ; à 19 h. 45, Les mini-chroniques. 20 h. 30, Série : Chapeau melon et bottes de cuir, 21 h. 30, Comédie musicale : « Trafalgar », scén. R. Gosciny, mus. G. Calvi, avec M. Fena, J.-P. Calderini, G. Friedmann, R. Geay, M. Jarry.

Deux jockeys, emportés dans un sort de péché, sont prisonniers d'un réseau d'espionnage, sur un raft, de la belle Lili.  
22 h. 20, Récit-document : Les contes du soldat (N° 2 : La nuit du trésor enfoui), d'A. Voisin et J. Chollat ; 23 h. 15, Journal.

## CHAÎNE II : A 2

10 h. 15, La France à villages découverts (reprise à 13 h. 5) ; 10 h. 20, Concert : « Grande Fantaisie », de Chopin, par R. Atanassova (piano) et le N.O.P. de Radio-France, dir. G. Amy ; 10 h. 50 (R.), le Père Amable, de Ch. Sanel, d'après G. de Maupassant, avec P. Ledoux, G. Fontanel, J.-P. Sentier (sous réserves).  
Le père, le fils, la belle-fille : rivalités en pays de Caux. Le prix de l'Imaginaire 1976.  
12 h. 35, Dessin animé ; 19 h. 35, Magazine régional : 13 h. 50, Journal des sources et des mal-entendus ; 14 h. 50, Aujourd'hui, madame... à 15 h. (R.), Série : Les rues de San-Francisco ; 15 h. 50, Aujourd'hui magazine ; 18 h. 55 (R.), Ciné-club : « La Bête du Jura », de J. Renoir (1939), avec M. Dalio, N. Grégor, R. Toutain, M. Parély, J. Renoir (N.J.).

Un auteur est amoureux d'une femme du monde, rattachée en Scapin par le mari à boncasse la règle du jeu d'une société qui cherche à savoir les apparences.  
« Froufrou », de la comédie, « Fantaisie dramatique » ou « mystère et domestiques viciés, selon leurs rangs respectifs, les passions de la nation humaine ».

18 h. 50, Enfants : Au cœur des choses ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ;

jeune fille qui est, sous qu'il le cache, la jumelle d'un chanteur célèbre. Intrigue sentimentale présentée à une mise en scène extrêmement décorative et à de superbes ballets.

19 h. 45 (R.), Enfants : Au cœur des choses, de J. Braly et J.-F. Delassus ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, En direct du Louvre : Un chef-d'œuvre.  
20 h. 35 (R.), Vacances sur le campus : les Rolling Stones par M. Lancelotti, réal. F. Hausser ; 22 h. 30 (R.), Portrait : Des parts de lumière

## LE SHOW DES ROLLING STONES

"AUX ABATTOIRS"  
Film par Freddy HAUSER

Leur dernier album :  
**BLACK AND BLUE**  
et également tous leurs plus  
grands succès sur l'album :  
**MADE IN THE SHADE**  
★ Distribution : WEA FILIPACCHI MUSIC ★

Le violoniste Yehudi Menuhin, par B. Monsiegnon ; 23 h. 30, Musique de nuit : L'orchestre de Bernard Thomas ; 23 h. 45, Journal.

## CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30 (R.), « Carambolages », de M. Eluwal (1963), avec J.-C. Braly, L. de Funès.  
Un jeune employé de banque, dans la recherche dans une agence de publicité, décide de supprimer, « par accident », le P.-D.G. pour primer son dévouement dans la hiérarchie. Les conséquences immédiates et comiques d'un crime parfait. Marcel Eluwal, homme de théâtre, apparaît dans le cinéma français commercial, au service des dialogues d'Audrey.

22 h. Journal.

## FRANCE-CULTURE

20 h. « La Foie Tristan », de Gilbert Loy, avec Y. Fricke, A. Berlin, B. Br. réalisation G. Peyrou ; 21 h. L'autre scène ou « Les Vivants et les Morts », par C. Mettra et P. Nemo ; à 19 heures.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h. Conversation souterraine ; 20 h. 30, Entre de jeu... « Soirée » (Barbès), avec R. Zimanyi, violoncelle, et A. Neveux, pianiste ; 22 h. Concert donné au palais des Congrès de Juan-les-Pins par l'Orchestre régional Provence-Côte d'Azur, direction Ph. Bender, avec M.-P. Cochenet (chœur), Ph. Prévost (soprano), « Concerto grosso en ré mineur » (Vivaldi) ; « Concerto pour flûte et harpe en ut mineur » (Debussy) ; « Danse des sept et des profanes » (Debussy) ; 23 h. 30, France-Musique la nuit.

## MARDI 21 DÉCEMBRE

## CHAÎNE I : TF 1

De 12 h. 15 à 20 h. 30, Programme ininterrompu : à 14 h. 25, Les visiteurs de Noël ; à 19 h. 45, Les mini-chroniques. 20 h. 30, Série : Chapeau melon et bottes de cuir, 21 h. 30, Comédie musicale : « Trafalgar », scén. R. Gosciny, mus. G. Calvi, avec M. Fena, J.-P. Calderini, G. Friedmann, R. Geay, M. Jarry.

Deux jockeys, emportés dans un sort de péché, sont prisonniers d'un réseau d'espionnage, sur un raft, de la belle Lili.  
22 h. 20, Récit-document : Les contes du soldat (N° 2 : La nuit du trésor enfoui), d'A. Voisin et J. Chollat ; 23 h. 15, Journal.

## CHAÎNE II : A 2

10 h. 15, La France à villages découverts (reprise à 13 h. 5) ; 10 h. 20, Concert : « Grande Fantaisie », de Chopin, par R. Atanassova (piano) et le N.O.P. de Radio-France, dir. G. Amy ; 10 h. 50 (R.), le Père Amable, de Ch. Sanel, d'après G. de Maupassant, avec P. Ledoux, G. Fontanel, J.-P. Sentier (sous réserves).  
Le père, le fils, la belle-fille : rivalités en pays de Caux. Le prix de l'Imaginaire 1976.  
12 h. 35, Dessin animé ; 19 h. 35, Magazine régional : 13 h. 50, Journal des sources et des mal-entendus ; 14 h. 50, Aujourd'hui, madame... à 15 h. (R.), Série : Les rues de San-Francisco ; 15 h. 50, Aujourd'hui magazine ; 18 h. 55 (R.), Ciné-club : « La Bête du Jura », de J. Renoir (1939), avec M. Dalio, N. Grégor, R. Toutain, M. Parély, J. Renoir (N.J.).

Un auteur est amoureux d'une femme du monde, rattachée en Scapin par le mari à boncasse la règle du jeu d'une société qui cherche à savoir les apparences.  
« Froufrou », de la comédie, « Fantaisie dramatique » ou « mystère et domestiques viciés, selon leurs rangs respectifs, les passions de la nation humaine ».

18 h. 50, Enfants : Au cœur des choses ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ;

19 h. 40, En direct du Louvre : Un chef-d'œuvre ; 19 h. 45 (R.), La caméra invisible.

20 h. 30, Les dossiers de l'écran : « Tom Foot », de B. Wildenberg (1973), avec J. Bergman, S. Ostian Ericson, I. Bergman, A. Bergman, M. Harenström.

Un petit garçon de six ans devient une vedette du football suédois.  
Une sorte de conte moderne où l'humour sur une enfance promise à l'oubli, et qui les rendent à une critique de la société des adultes.  
Vers 22 h. Débat : Comment on fabrique un champion ; 23 h. 20, Musique de nuit : Le pianiste Youri Boukoff.

## CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30 (R.), Westerns, films policiers, aventures : « La Planète des singes », de F.-J. Schaffner (1967), avec Ch. Heston, R. Mc Dowall, K. Hunter, M. Evans.  
« Dans mille ans après avoir quitté la Terre, trois cosmopolites américains se retrouvent sur une planète dominée par des singes dans un état de civilisation avancée, et qui les traitent comme les hommes traitent les animaux ».

Récit de science-fiction, conte satirique et fable philosophique, d'après le roman de Pierre Boulle. Une réussite.  
22 h. Journal.

## FRANCE-CULTURE

20 h. Dialogues, par R. Pélissier ; « Mutations de l'église », avec le Père B. Feillet et M. M. Legaut ; 21 h. 15, Musique de notre temps, avec Alain Brunet et Alain Rast ; 22 h. 30, La danse contemporaine ; 23 h. De la nuit ; 23 h. 30, Poésie.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h. Musique au présent... Nouvel Orchestre Philharmonique de Radio-France, direction P. Toulouze, avec A. Rigart mazzu ; « Ils se sont perdus dans l'espace étouffé » (L. Alexander) ; « Au-delà de l'absence » (R. Valliant) ; « Lieder sous le ciel » (Webern) ; « Avers (Dukas) ; 21 h. 30, Noël romantique ; 22 h. 30, La soirée à feu ; 23 h. 30, Musique japonaise ; 23 h. 5, Son Ré ; 1 h. Musique.

## LA GRÈVE DES ARTISTES INTERPRÈTES SE POURSUIT

Les négociations entre les syndicats des artistes interprètes de la radio et de la télévision et les responsables des sociétés de production (S.F.P. et sociétés privées), ainsi que ceux des chaînes nationales, reprennent ce lundi 20 décembre. M. Jean-Charles Béline, désigné pour être le médiateur de ce conflit qui dure depuis plus d'un mois, présentera de nouvelles propositions au S.F.P. (Syndicat français des artistes C.G.T.) et à l'U.S.D.A. (Union syndicale des artistes, autonome). En effet, les revendications des artistes sont loin d'avoir été satisfaites, notamment en ce qui concerne la rémunération des utilisations secondaires de travaux enregistrés (cassettes, rediffusions), la garantie d'un volume annuel de production originale et la fixation d'un prix de journée minimum. Cette grève, qui a été reconduite jusqu'au 5 janvier, est la première d'une telle importance depuis l'éclatement de l'O.R.T.F.

Interrogé à ce propos le samedi 18 décembre au cours du « Journal inattendu » de Radio-Luxembourg, M. Marcel Juhan,

## D'une chaîne à l'autre

président-directeur général d'Antenne 2, a déploré d'avoir à « affronter les acteurs, pour lesquels il éprouve tant de sympathie ». Mais, selon M. Juhan, la grève n'entraînera pas trop de conséquences sur les programmes de fin d'année.

## M. IAN TRETHOWAN NOUVEAU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA B.B.C.

Le poste le plus important de tous les médias britanniques, celui de directeur général de la B.B.C., vient d'être confié à M. Ian Trethowan, qui était jusqu'ici directeur de la branche télévision. Le conseil des gouverneurs de la B.B.C. l'a choisi parmi une cinquantaine de candidats pour succéder à Sir Charles Curran, qui prend sa retraite.

La nomination de M. Trethowan n'est pas inattendue, mais elle

pourrait susciter quelques remous dans les milieux de gauche. M. Trethowan passe en effet pour entretenir des rapports étroits avec les conservateurs. — (Corresp.)

## Pour vos enfants : UN ÉVÉNEMENT POUR LES FÊTES

Un événement pour les fêtes : la sortie d'un 33 tours d'Henri Salvador qui chante — pour ses amis les enfants : « Le monde rose et bleu d'Henri » — 12 petites nouvelles comme à son habitude avec des succès consacrés comme : « Petit Lapin », « L'abeille et le papillon », « Les Canards », les chansons tirées de « Blanche-Neige » et de « Pinocchio » — et des nouveautés qui deviendront des « tubes » comme « Joli Vanille », « Un petit paradis », un « Monde rose et bleu ».

On y retrouvera toute la poésie, la gentillesse et le rythme de cet artiste exceptionnel. (Disque SIGOLO série 21 30221.)

مكتبة الامم المتحدة



# Le Monde DE L'ÉCONOMIE

## LE BILAN DE L'ANNÉE 1976

LE SHOW  
ROLLING  
AUX ANS  
BLACK  
MADE IN

REFROIDISSEMENT ou maladie de langueur ? 1976 a répondu successivement des deux façons.

Au printemps, beaucoup pensaient que la chute brutale de la production à l'automne 1974 n'avait été qu'un coup de froid passager, largement dû à des incertitudes politiques de stockage. Après un long mois d'un an, l'activité était repartie un peu partout et l'on approchait des performances record. Mais les mines se sont renforcées durant l'été. Les investissements, stimulés précédemment par les choix gouvernementaux, se sont ralentis, les capacités de production dépassant partout les besoins et les perspectives politiques devenant de plus en plus incertaines. Les exportations, qui avaient bénéficié de la reprise — le commerce mondial progressant de 10 % — sont devenues plus difficiles, chacun cherchant à vendre chez le voisin ce qu'il ne pouvait écouler chez lui. La consommation, enfin, augmentait moins sous le triple effet d'un chômage partiel, d'une décelération du pouvoir d'achat et d'une petite reprise de l'épargne de précaution.

La production s'est donc très logiquement essouffée, les entreprises veillant à ne pas répéter le stockage excessif de 1974. L'activité industrielle a baissé dans son ensemble depuis l'automne, après avoir déjà réduit de moitié sa croissance pendant six mois. Il apparaît maintenant qu'en quatre ans (1974-1977) les pays capitalistes de l'O.C.D.E. n'auront réussi à développer leur production que de 8 % environ, moins de 2 % donc par an. Cette « croissance molle » amène à s'interroger sur la capacité du système.

Les peuples industrialisés voient s'aggraver le chômage : près de six millions de sans-travail en Europe, plus de treize dans l'ensemble des pays

### L'ESPOIR DÉÇU

développés. Ce sous-emploi se prolonge au-delà de ce qu'on imaginait il y a encore peu, certains dirigeants patronaux évoquant désormais la possibilité d'une détérioration jusqu'en 1978, les gains de productivité suffisant à assurer l'expansion ralentie, sans embauche nouvelle.

Cette anémie générale ne gâche pas pour autant l'inflation. A peine ralentie (6 % en moyenne cette année, contre 10,6 % l'an passé), elle est prête à s'accroître au moindre vent comme on l'a vu en France cet été, où le retour au rythme de 12 % a enterré le « plan Fourcade ». Trop de causes l'engendrent — gaspillages, course aux revenus, désordre monétaire, reconstruction des profits, hausse des matières premières, lois sociales — pour qu'on puisse sérieusement espérer s'en débarrasser avec des méthodes sommaires. Elle frappe souvent les plus humbles, moins habiles à se protéger que les détenteurs de rentes de situation ou les propriétaires de fortunes, faciles à arbitrer. La contagion a même gagné les pays communistes, où la hausse des prix s'est amplifiée, sans qu'ait disparu la pénurie.

Les peuples démunis subissent plus douloureusement encore les retombées de la crise. Endettés jusqu'au cou (pour 150 milliards de dollars, dit-on), ils n'ont souvent d'autre choix que d'emprunter encore, pour payer une balance des paiements toujours déficitaire (24 milliards cette année). La reprise précaire du commerce mondial, en laquelle espèrent les pays industrialisés, les laisse, eux, un peu plus exsangues chaque année même si les grands bénéficiaires du jeu des échanges (les producteurs de pétrole et, loin derrière, l'Allemagne et le Japon) leur abandonnent quelques miettes du festin.

Ramené à ces traits principaux, le bilan de 1976 n'aurait déjà rien d'attrayant. Si l'espoir des peuples a été tellement déçu cette année, c'est que, en outre, chacun a vu s'évanouir d'autres promesses des milieux dirigeants. La réforme monétaire internationale n'a pas produit les fruits annoncés ; la pagaille bat son plein, au profit des plus forts ; les échanges flottants ont généralisé l'instabilité, stimulé la hausse des taux d'intérêt et creusé les écarts de prix entre nations. De même, les plans nationaux de redressement s'accompagnent de coups bas protectionnistes contre les concurrents.

Les derniers arrivés à la table de l'humanité — véritables mois après mois, l'hypocrisie des discours généraux des « grands ». L'aide aux peuples pauvres diminue, à mesure qu'avance la seconde décennie de développement ; l'allègement de leurs dettes écrasantes est refusé, le dialogue Nord-Sud différé.

A l'heure de la « stagflation », la règle est plus que jamais : chacun pour soi. Les partisans du libéralisme — avancés ou pas — oublient les contraintes de leur philosophie, pour demander à l'État de sauver les meubles. Les adeptes d'écoles plus solidaires se laissent tenter par l'« égoïsme sacré ».

Dans ce climat, la volonté des peuples démunis d'instaurer un « nouvel ordre économique » fait songer aux mages de Noël suivant l'étoile dans l'indifférence générale. La patience ne leur manque pas, la résolution non plus. Mais, fante de se faire entendre, il leur faut maintenant prendre les moyens d'imposer leur développement, en commençant par organiser leur propre solidarité. L'année 1976 a peut-être marqué un tournant à cet égard. L'année qui meurt n'aura pas été complètement noire.

## 1 Croissance freinée, chômage accru

### Rechute ou pause après le sprint ?

A reprise de la production industrielle dans les pays développés du monde capitaliste, s'est amorcée au second semestre 1975, s'est poursuivie à allure jusqu'au printemps 1976, pour les six principaux pays commerciaux de la France : États-Unis, Allemagne, Royaume-Uni, Pays-Bas, Belgique et Italie).

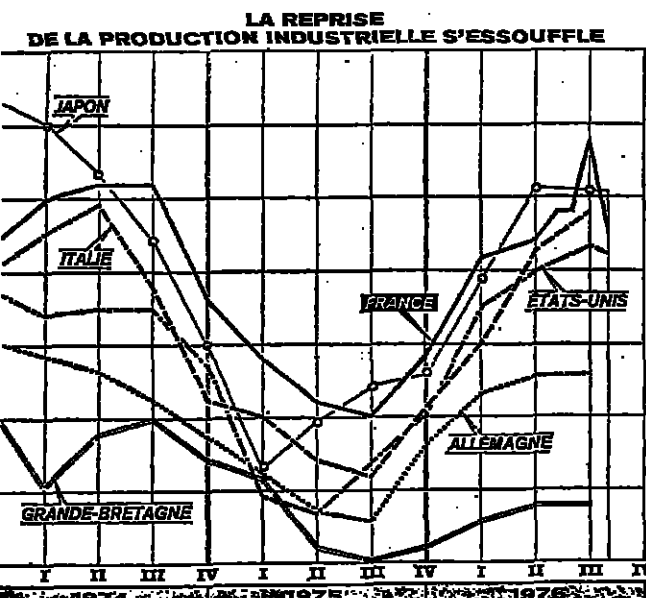
● INVESTISSEMENTS. — Dans la plupart des pays industrialisés, les chefs d'entreprise n'ont pas voulu recommencer à investir massivement, bien qu'ils aient reconstruit leur

fort élevé de faillites au Japon et en Allemagne, et à peine réduit en France) vient de ce que les trois composantes de la demande ont toutes connues des déaillances.

● EXPORTATIONS. — Le commerce international s'est reconstruit à progresser (+ 10 % en 1975 contre - 5 % en 1974) et un moteur un peu moins dynamique qu'on ne l'avait escompté. La demande des pays producteurs de pétrole (O.P.E.P.) n'a progressé que de 11,5 % contre plus de 40 % en 1975. De même, la demande des pays sous-développés s'est stagnée en volume. Seule la demande des pays industrialisés (Intra-O.C.D.E.) s'est bien comportée, augmentant de 12 % environ en 1975, ce qui n'a d'ailleurs pas été sans poser de problèmes entre pays industrialisés, les uns ayant bénéficié de cette croissance (Allemagne, Japon), les autres ayant vu leur déficit commercial s'aggraver ou réapparaître (France, États-Unis).

● Le secteur le plus favorisé a été celui de l'automobile. Dans la plupart des pays (l'Italie et la Grande-Bretagne sont des exceptions), les ventes sont revenues à leur niveau de 1973 (année record), quand elles ne l'ont pas dépassé, comme en France. Cette reprise, amorcée dès le printemps 1975 en Allemagne, à l'automne de la même année en France, a permis aux constructeurs, qui avaient été contraints de réduire leurs effectifs de reprendre l'embauche.

(Lire la suite page 16.)



duction moyenne s'est accrue presque 8 % entre octobre 1975 et octobre 1976, ce qui équivaut à un rythme annuel de 12 % environ. On a pu faire mieux. Mais, à partir du printemps, ce rythme a ralenti, les pertes liées à la crise mondiale — à cessé, ant les six mois suivants, la vision a été lente, inférieure à en rythme annuel. Les pays en tête de la reprise (États-Unis, Allemagne fédérale, Japon) ont le pas les premiers, Belgique et en Italie, par exemple, la croissance s'est poursuivie jusqu'au printemps 1976, mais qu'elle a baissé, alors qu'elle a baissé de 1,2 % en 1975. Les moyennes annuelles masquent l'effacement de la croissance à venir de déclin. Il s'agit pour d'un phénomène peut-être essentiel : on ne savait pas, à la fin de l'année, s'il s'agissait d'une pause dans la reprise ou de l'entrée d'une nouvelle période de récession, voire de récession. L'effacement de la croissance (qui a engendré un nombre

marge bénéficiaire. Cette récession — est « attention », insiste M. Barre — peut trouver son origine dans la malaise socio-politique qu'on connaît presque tous les grands pays : les États-Unis, avec l'élection présidentielle, et les incertitudes qu'elle entraîne quant à la politique économique à mener ; l'Allemagne de l'Ouest, avec la perte d'influence des sociaux-démocrates ; la France, avec la montée de l'opposition et les dissensions au sein de la majorité ; l'Italie et l'Angleterre, en proie aux graves problèmes que l'on sait.

De même les chefs d'entreprise ont-ils hésité à accroître des capacités de production déjà largement inutilisées.

● CONSOMMATION. — Ce moteur essentiel de la demande dans tous les pays s'est essouffé au fil des mois, le pouvoir d'achat ayant fort peu progressé, quoiqu'il y ait eu des hausses de salaires. Il a fallu que les consommateurs tirent sur leur épargne pour maintenir ou accroître légèrement leur niveau de vie (en Allemagne surtout, où la progression des salaires a été limitée, les familles voulant conserver une épargne minimum de précaution. Les chefs d'entreprise portant — en partie — la responsabilité de l'essouffement de la reprise : ils ont en effet peut-être trop largement utilisé

Ce bilan a été établi par Michel BOYER, André DESJOT, Bruno DETHOMAS, Jean-Pierre DUMONT, Jean-Marie DUPONT, Alain GIRAUD, Philippe LABARDE, Yvonne MAURUS, Jean-Michel QUATREPOINT, François RENARD, Jean SCHWOBEL et Alain VERNEUILLES, sous la direction de Gilbert MATHIEU.

### EMPLOI : nouvelle détérioration en Europe

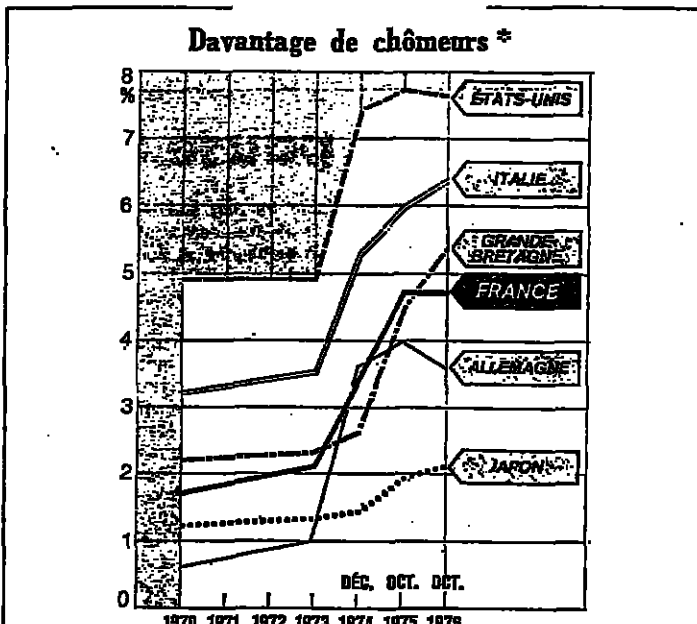
L'emploi s'est aggravé en 1976 dans l'ensemble des pays de la Communauté européenne, le nombre des chômeurs atteignant en octobre 5 515 700, soit (en données observées) 274 800 de plus qu'en septembre. L'évolution a été différente : diminution en Allemagne (avant une augmentation en novembre : 984 700, au lieu de 943 700 en octobre, soit 3,7 % de la population active au lieu de 3,6 %), stabilité (puis aggravation pendant l'hiver) en France, accroissement aussi ailleurs. Selon les dernières statistiques (octobre ou novembre, selon les cas), le chômage a diminué en un an de 2 % aux Pays-Bas, de 12 % en Allemagne, mais augmenté de 1 à 5 % en France, au Danemark, en Italie, en Irlande et même de 16 % en Belgique. Dans l'ensemble, le chômage, en Europe aussi bien qu'aux États-Unis (où il vient de recommencer à s'aggraver) et au Japon, demeure à un niveau fort élevé.

En France, la situation reste très préoccupante. Après avoir dépassé le cap du million à la fin de 1975 (1 020 100 en novembre), le nombre des chômeurs (en données observées) s'est progressivement abaissé au cours du premier semestre 1976 pour revenir à 808 500 en juillet. Mais l'arrivée des jeunes et l'essouffement de la machine économique se sont traduits ces derniers mois par une nouvelle aggravation, le nombre record de chômeurs ayant été observé en novembre (1 041 300).

alors que, dans le même temps, les offres d'emploi chutaient dangereusement (104 800 seulement en novembre).

La dégradation de la situation frappe les jeunes et surtout les femmes : elles représentaient

en novembre 54,3 % de l'ensemble des chômeurs au lieu de 50,3 % le mois précédent. La durée du chômage a également tendance à s'accroître : en novembre, 480 700 personnes recherchaient vainement un emploi depuis plus de trois mois.



\* Proportion des demandeurs d'emploi inscrits dans un service de placement par rapport à la population active totale. (En Italie et aux États-Unis, le nombre de demandeurs est calculé, lors d'enquêtes, par sondage.) — Sources : O.C.D.E. et « Inter-social ».

## Des réformes dans la contestation ou la discrétion

PARMI les réformes économiques et sociales intervenues cette année, celles qui ont fait l'objet des débats les plus animés concernent la fiscalité, l'aide au logement et la prévention des accidents du travail.

● L'imposition des plus-values. — Présentée par le président de la République comme une étape capitale sur la voie de la justice sociale, la loi du 19 juillet 1976 « portant imposition des plus-values et création d'une taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité » consistait de nombreuses incohérences et marquait sur plusieurs points un recul par rapport à la loi de 1963 qui taxe les plus-values réalisées moins de dix ans après l'acquisition d'un bien immobilier bâti. La nouvelle loi exonère les plus-values sur les terrains agricoles considérés comme « instruments de travail », ainsi que sur les redevances principales. Elle va en revanche contraindre les héritiers à déclarer plus exactement la valeur des biens qui leur sont transmis par leurs parents.

● La taxe professionnelle. — Vo-

tée en juin 1975 pour remplacer la patente et moderniser la fiscalité locale, cette taxe, qui s'appliquait pour la première fois à la fin de cette année, s'est traduite par de telles augmentations pour certaines entreprises que le gouvernement a décidé de limiter à 70 % les majorations par rapport au niveau de la patente payée en 1975 et a promis de réviser la loi l'an prochain.

● L'aide personnalisée au logement. — En gestation depuis 1975, la réforme du financement du logement devait être adoptée par le Parlement dans les derniers jours de cette année. Elle consiste essentiellement en la création d'une « aide personnalisée au logement » (A.P.L.), calculée en fonction des ressources et de la composition des familles et révisée chaque année en tenant compte de l'évolution des prix de détail et du coût de la construction. Une aide à la pierre, réduite, est maintenue. S'appliquant d'abord aux constructions neuves, le système de l'A.P.L. devrait s'étendre ensuite à l'habitat ancien, public ou privé, par voie de « conventions » entre l'État

et les propriétaires bailleurs qui amélioreront leurs immeubles. Le système s'applique aussi bien à la location qu'à l'accession à la propriété. La réforme sera expérimentée en 1977 sur vingt-cinq mille logements et généralisée par la suite. Elle ne devrait connaître son plein effet qu'en 1980, l'envolée globale de l'apport consenti par l'État devant rester à peu près constante (plus de 20 milliards de francs).

● La prévention des accidents du travail. — La loi du 6 décembre comporte toute une série de dispositions destinées à renforcer la protection des salariés contre les accidents. Mais elle modifie aussi le système des sanctions en cas d'accident : sur le plan pénal, en ne retenant la responsabilité que de ceux qui, « par leur faute personnelle », auront été la cause de l'accident ; sur le plan civil, en faisant payer une partie des amendes par l'entreprise, « personne morale ».

● La condition des travailleurs manuels. — Parmi les autres mesures moins spectaculaires arrêtées cette année, les plus nombreuses concernent les travailleurs

manuels, pour lesquels un secrétariat d'État a été créé en janvier. La loi du 16 juillet a institué un repos compensateur représentant 20 % du temps de travail accompli au-delà de quarante heures par semaine. En outre, depuis le 1<sup>er</sup> juillet, certains travailleurs manuels peuvent, en vertu de la loi du 29 décembre 1975, bénéficier d'une retraite à taux plein dès l'âge de soixante ans.

● Familles. — La loi du 9 juillet a institué différentes mesures de « protection sociale de la famille ». Un minimum de revenu est désormais accordé aux personnes assurant seules la charge d'au moins un enfant. Un congé de huit semaines est institué pour les mères qui travaillent et adoptent un enfant.

● Immigrés. — La loi du 10 juillet renforce les moyens de lutte et les sanctions contre l'immigration clandestine ; la loi du 13 juillet sur l'hébergement collectif d'immigrés permet la réquisition ou l'expropriation de locaux insalubres et le relogement, dans les meilleurs délais, des immigrés qui y habitaient.

## RÉCOLTES : amélioration de la situation alimentaire mondiale malgré la sécheresse

LES plus graves dangers de pénurie alimentaire apparus en 1972 paraissent actuellement écartés. Après un accroissement d'environ 4 % de la production alimentaire et agricole des pays en voie de développement en 1975, les experts de la F.A.O. (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) ont évalué la progression de la production à 2 ou 3 % en 1976, progression accompagnée d'une baisse des prix.

Toutefois, les experts de la F.A.O. ont estimé qu'à plus long terme « la sécurité alimentaire mondiale est loin d'être pleinement assurée. La croissance de la production alimentaire au cours de l'actuelle décennie reste très en deçà de l'objectif fixé dans la stratégie internationale pour le développement. L'évolution du commerce mondial des produits de l'agriculture est décevante et la part des nations en voie de développement dans les exportations mondiales de ces produits paraît diminuer encore ». Cette inquiétude est partagée par les experts de l'O.C.D.E. Dans un rapport récent, ils prévoient une instabilité croissante sur les marchés internationaux

des céréales et des viandes dans les dix prochaines années et estiment que le monde devra s'en remettre de plus en plus aux pays industrialisés, notamment à l'Amérique du Nord, pour la satisfaction de ses besoins. Selon les auteurs du rapport, le facteur principal d'instabilité provient de l'Union soviétique, qui a des conditions climatiques instables. Les améliorations technologiques des années à venir ne pourront pas compenser ce handicap naturel.

Après le Sahel, l'Union soviétique et les Etats-Unis, c'est l'Europe de l'Ouest qui, cette année, a été affectée par la sécheresse. Les dernières évaluations des experts de la C.E.E. sont un peu moins pessimistes que les chiffres du mois de septembre. Toutefois, la récolte de céréales (sans le riz dans les neuf pays de la Communauté, avec 91,4 millions de tonnes, est inférieure de 6 % à celle de 1975 et de 11 % à la moyenne des cinq dernières années. La collecte de blé (39,6 millions de tonnes) a bien progressé de 4 % par rapport à la médiocre production de 1975 (38,1 millions de tonnes, contre une moyenne des cinq dernières années de 41,3 millions de

tonnes), mais les résultats sont en nette baisse pour toutes les céréales fourragères : seigle et mélange de céréales d'hiver (2,3 millions de tonnes contre 3,5 millions de tonnes), orge (30,1 contre 33,3) ; avoine et mélange de céréales d'été (7,7 contre 10,2) ; maïs (10,9 contre 14,5). En ce qui concerne les autres productions végétales, les experts de la C.E.E. tablent sur une stabilité de la récolte de colza et de navette (1,1 million de tonnes), une légère baisse de la production de riz décortiqué (0,81 million de tonnes) ; une forte baisse de la récolte de légumes secs (800 millions de tonnes, soit moins 10 %) ; de betteraves sucrières (180 millions de tonnes, moins 14 %) ; de pommes de terre (27 millions de tonnes, moins 19 %).

Les Neuf ont été diversement affectés par ces baisses de production. La chute globale de la récolte céréalière est imputable à deux pays seulement : l'Allemagne fédérale (— 3 millions de tonnes) et la France (— 3,6 millions). Excepté pour le Luxembourg (— 30 000 tonnes) et le Danemark (— 400 000), la collecte a été au moins égale à celle de 1975 dans les autres pays : Italie, Pays-Bas, Belgique, Grande-Bretagne, Irlande, qui assurent le tiers de la production céréalière de la Communauté. La production de pommes de terre a baissé dans tous les pays membres, mais la France a été la plus affectée, avec une baisse de quelque 80 %.

A noter que la sécheresse a affecté également les productions céréalières de l'Europe de l'Est, de même que l'Australie, où la récolte devrait être inférieure d'un tiers à celle de l'année précédente. Une telle situation ne devrait pas avoir de répercussion sur le niveau des réserves alimentaires mondiales. Les experts de l'O.C.D.E. ont tablé sur une récolte de blé de 1 400 millions de tonnes, au Canada et même en Inde, tandis que l'U.R.S.S. prévoit d'accroître de 40 millions de tonnes ses capacités de stockage de céréales.

En revanche, la baisse de la production de céréales fourragères en Europe a provoqué une tension sur le marché du soja, dont la récolte a chuté aux Etats-Unis (34 millions de tonnes contre 45,4 millions), et une accélération des abattages de bovins (+ 6 %), dont la production baissera en 1977.

En revanche, la baisse de la production de céréales fourragères en Europe a provoqué une tension sur le marché du soja, dont la récolte a chuté aux Etats-Unis (34 millions de tonnes contre 45,4 millions), et une accélération des abattages de bovins (+ 6 %), dont la production baissera en 1977.

### SUBVENTIONS AUX PAYSANS OU LAISSER-FAIRE

LES gouvernements des Neuf ont diversement réagi pour pallier les conséquences de la sécheresse sur l'agriculture.

● **FRANCE**. — Le montant global de l'aide accordée aux agriculteurs victimes de la sécheresse a été fixé à 6 milliards de francs par le conseil des ministres : 1 483 millions consacrés à la prise en charge des intérêts sur une série de prêts aux agriculteurs sinistrés ; 4 517 millions d'aides directes sont répartis entre les départements, en fonction de l'intensité de la sécheresse, et de la richesse relative des agriculteurs du département.

● **ITALIE**. — Outre les dispositions prises au niveau régional, le gouvernement a décidé de refinancer le Fonds de solidarité nationale (doté initialement de 50 milliards de lires) et d'accorder des crédits à long terme pour

l'acquisition de fourrage, d'équipement.

● **GRANDE-BRETAGNE**. — Cas à part, le gouvernement britannique, pour ne pas aggraver l'inflation, n'a pris aucune disposition en dépit des demandes des fermiers.

● **ALLEMAGNE FEDERALE**. — Le gouvernement fédéral a décidé, fin août, que les agriculteurs dont le revenu est inférieur cette année de 70 % à la moyenne de 1974 et 1975, et qui ne disposent pas d'une fortune personnelle, bénéficieront de crédits à bon marché pouvant atteindre 40 000 deutschemarks sur trois ans.

● **BELGIQUE**. — L'aide aux éleveurs victimes de la sécheresse s'élève à 1 milliard de francs belges (1,1 milliard de francs français) pour une perte estimée à 20 milliards par les syndicats agricoles.

## Rechute ou pause après le sprint ?

(Suite de la page 15.)

● **La sidérurgie**, à l'inverse, a connu une année difficile. Après une reprise éphémère pendant les premiers mois de 1976, la situation s'est brutalement détériorée à l'automne, notamment en Europe, la demande de produits longs continuant de fléchir tandis que celle des produits plats donnait des premiers signes d'essoufflement. La crise a été aggravée par la vigueur de la concurrence japonaise, les exportateurs nippons s'introduisant en force sur tous les marchés périphériques de la C.E.E. (Espagne, Suède, Grèce, etc.).

Pour la sidérurgie française, cette conjonction devait avoir des conséquences catastrophiques. Endettée à hauteur de 10 % de son chiffre d'affaires, elle a enregistré des résultats très fortement déficitaires pour la deuxième année consécutive. Elle s'est tournée une fois encore vers l'Etat — c'est la quatrième demande

d'aide en huit ans — et a procédé à de sévères compressions d'emploi (non embauche et licenciement envisagés).

● **Autre secteur en difficulté** : le textile. — Après un début d'année satisfaisant, la situation s'est dégradée depuis l'automne. Le renforcement de la concurrence des pays en voie de développement et un tassement des ventes (dans l'habillement notamment) ont entraîné une baisse des échanges passant de 17 millions de dollars en 1974 à 846 millions en 1975 et s'aggravant encore en 1976.

● **Dans la chimie**, les espoirs des industriels concernant 1976 ne se sont

que partiellement vérifiés. Globalement, les principaux indicateurs marquent une certaine amélioration, mais des situations désastreuses, par exemple dans le secteur de la chimie organique (pétrochimie, matières plastiques, produits intermédiaires, bases chimiques, etc.).

● **La construction mécanique**, si les secteurs de la transformation des métaux et de la mécanique de précision ont connu une activité satisfaisante, les biens d'équipement traversent une fin d'année difficile et les perspectives 1977 restent médiocres. Le secteur de la machine-outil, en France, est particulièrement éprouvé.

L'évolution de la situation a été assez différente dans les pays à économie planifiée (U.R.S.S., Chine) ou en « voie de développement ».

En U.R.S.S., la production industrielle a augmenté de 5 % de plus que la prévision du Plan (+ 4,3 %), mais moins qu'auparavant (+ de 5,5 % à 6 %). Cela pourrait s'expliquer par la volonté — assez nouvelle — des dirigeants de fabriquer des biens de meilleure qualité, ainsi que par des goulets d'étranglement (transport, commerce, etc.). L'agriculture a, en revanche, apporté un tribut positif à la production nationale avec une récolte record de céréales de 220 millions de tonnes.

En Chine, l'insécurité politique et les tremblements de terre ont sensiblement perturbé les productions minières et industrielles, notamment celles de charbon et d'acier ; en revanche, la production agricole a été bonne, ce qui a permis aux Chinois d'importer peu de céréales.

En Inde, 1976 a été assez contrastée : au premier semestre, l'activité industrielle a augmenté rapidement, notamment dans les secteurs produisant le charbon, l'acier, les engrais, le ciment, le pétrole. Les investissements, encouragés par une politique très favorable à l'initiative privée (le dirigisme des dernières années n'est plus à la mode), ont, eux aussi, vivement progressé. Au second semestre, la politique anti-inflationniste menée par le gouvernement a freiné la demande intérieure. Du coup et malgré le relai pris avec un certain succès par les exportations, la production de jute, de coton, de sucre, d'huile, de véhicules automobiles a fléchi, tandis que les prix recommandaient à augmenter.

### NOUVELLES CONCENTRATIONS INDUSTRIELLES EN FRANCE

Le processus de concentration de l'industrie française s'est poursuivi en 1976, les pouvoirs publics participant activement à ces restructurations.

● **PETROLE**. — La fusion entre le groupe Elf-Erap et sa filiale à 54 %, les Pétroles d'Aquitaine, a été avalisée par un décret le 1<sup>er</sup> septembre. L'Etat détiendrait dorénavant au travers de l'Erap (transformé en holding), 71 % de la société nationale Elf-Aquitaine, mais n'exerce ses droits que sur 54 % du capital.

● **PHARMACIE**. — Elf-Aquitaine a acquis en octobre 35 % du capital de Pasteur Productions, filiale industrielle de l'Institut Pasteur.

● **AUTOMOBILE**. — Peugeot a porté en avril sa participation dans Citroën de 34 à 50 % ; en échange de ses actions Citroën, Michelin a reçu un peu plus de 10 % du capital de Peugeot. La fusion entre Peugeot et Citroën a été annoncée quelques semaines plus tard, la firme de Sochaux rachetant aux petits porteurs les 10 % restants de Citroën.

● **MECANIQUE LOURDE**. — ALSTHOM (du groupe C.G.E.) et les Chantiers de l'Atlantique fusionnent en mars pour donner naissance à Alsthom-Atlantique. En novembre, cette société reprend le département turbo-alternateurs de la Compagnie Electro-Mécanique et s'assure ainsi le monopole de la construction de ces machines en France. En contrepartie, la C.E.M. reçoit 6 % du capital d'Alsthom-Atlantique.

● **TELEPHONE**. — Dans le cadre d'une vaste réorganisation décidée par les pouvoirs publics, le groupe Thomson fait son entrée sur le marché de la communication téléphonique ; il rachète la participation (63 %) détenue par I.T.T. dans le Matériel téléphonique, et prend le contrôle majoritaire de la Société française des téléphones Ericsson.

● **INFORMATIQUE**. — La nouvelle société Honeywell-Bull a vu le jour officiellement le 1<sup>er</sup> juillet. Les activités dans la mini-informatique de l'ex-C.I.I. et de la Télématique Electrique sont regroupées dans une société commune où Thomson détient la majorité.

## 2 Levée en masse

### Une mobilisation générale que chacun organise à sa façon

LA lutte contre l'inflation a mobilisé, selon les énergies, de moins les imaginations de nombreux pays industriels. Dans tous les pays, l'objectif est de favoriser les entreprises au détriment des consommateurs.

● **FRANCE** : blocage temporaire des prix.

La lutte contre l'inflation constituait le cœur du « plan Barre » du 22 septembre. Il a introduit un « gel » de l'ensemble des prix pendant trois mois, assorti d'un blocage des tarifs publics jusqu'en avril 1977 ; à partir de cette date, la hausse des tarifs sera limitée à 6,50 %, norme de référence que s'est fixée le gouvernement dans son combat contre l'inflation. L'abaissement, en janvier prochain, de la T.V.A. de 30 % à 17,6 %, pour un grand nombre de produits, a été présenté comme une mesure d'allègement des coûts.

Simultanément, le plan comprend la demande de diverses mesures : impôts supplémentaires (sur le revenu, l'essence, les bénéfices, la « vignette », l'alcool), tentative de blocage du pouvoir d'achat en 1977 (mettant en cause les accords antérieurs de politique contractuelle), ralentissement des dépenses publiques d'équipement, resserrement du crédit, encadrement plus strict de la masse monétaire. D'autres mesures visent à reconstruire les profits, comme l'avait recommandé, en juillet, l'O.C.D.E. : réévaluation partielle des bilans, aménagement des prix, réduction des dépenses, etc.

● **ALLEMAGNE FEDERALE** : priorité aux profits.

Les négociations salariales se sont conclues par des hausses n'atteignant pas 6 % ; la redistribution du revenu national s'est effectuée au profit des entreprises et au détriment des salariés, dont

la part est revenue de 72 % à 69,5 %.

De son côté, la Bundesbank a gardé une position très restrictive, ne laissant monter la masse monétaire que de 8 %. Le déficit des collectivités publiques a été ramené de 68 à 57 milliards de deutschemarks, grâce à des économies budgétaires et à des augmentations d'impôts et de cotisations sociales.

● **GRANDE-BRETAGNE** : compression des dépenses publiques.

Le gouvernement s'est à nouveau engagé dans la politique des revenus, obtenant l'accord de la Confédération des syndicats pour une limitation de 4,5 % de la hausse du salaire moyen d'août 1976 à août 1977. Toutefois, à la suite d'une menace de grève des gens de mer, la chute de la livre qui renchérit les importations est devenue le principal facteur inflationniste.

Dès lors, les autorités ont été amenées à durcir leur politique monétaire — le taux de l'escompte étant porté en septembre de 11,50 % à 13 % — et à demander un prêt de 3,9 milliards de dollars au Fonds monétaire international. Pour obtenir cette aide, la Grande-Bretagne a présenté en décembre un programme d'austérité visant à réduire le déficit budgétaire de 1,5 milliard de livres pour l'exercice 1977-1978 et de 2 milliards pour l'année suivante. Le gouvernement vendrait 500 millions d'actions de la B.P.

● **ITALIE** : d'abord défendre la lire.

La défense de la lire est restée la première préoccupation ; mais les autorités ont aussi cherché à réduire les liquidités en circulation, portant notamment en deux fois le taux de l'escompte de 8 à 15 % et décidant plusieurs

augmentations de taxes et de tarifs publics.

Cependant, les prêteurs internationaux ont demandé à l'Italie de contenir la hausse des prix par un blocage substantiel de l'échelle mobile des salaires. Le gouvernement a voulu d'abord imposer un blocage des hauts moyens salariaux ; puis il s'est avisé, demandant aux syndicats au patronat de s'entendre sur les moyens de réduire le coût du travail. En outre, selon un gouvernement assez imprévisible, l'agitation de restreindre la demande antérieure, en prélevant 500 milliards de lires par hausses de tarifs et d'impôts.

● **ETATS-UNIS** : surveillance du crédit.

L'instrument privilégié contre la hausse des prix est resté, aux Etats-Unis, la politique du crédit, suivie par le système fédéral-réserves, qui a continué à surveiller attentivement le gonflement de la masse monétaire afin de la maintenir à l'intérieur d'une « fourchette » finie entre 4,5 et 7 %. Toutefois, en fin d'année un certain desserrement du crédit a été effectué : le taux d'escompte a été ramené en novembre de 5,5 à 5,25 %.

Le gouvernement s'est abstenu d'intervenir sur le marché économique, après les mesures d'ajustement fiscal adoptées en 1976. La politique budgétaire a été strictement dans un sens restrictif. Pour l'exercice en cours (1<sup>er</sup> octobre 30 septembre 1977), le déficit varierait entre 54 et 59 milliards de dollars (66 milliards pour 1975-1976).

Une certaine modération salariale a, par ailleurs, été enregistrée, limitant les hausses à 6,5 % en moyenne pour la première année d'application des nouveaux contrats et à 7 % les années suivantes.

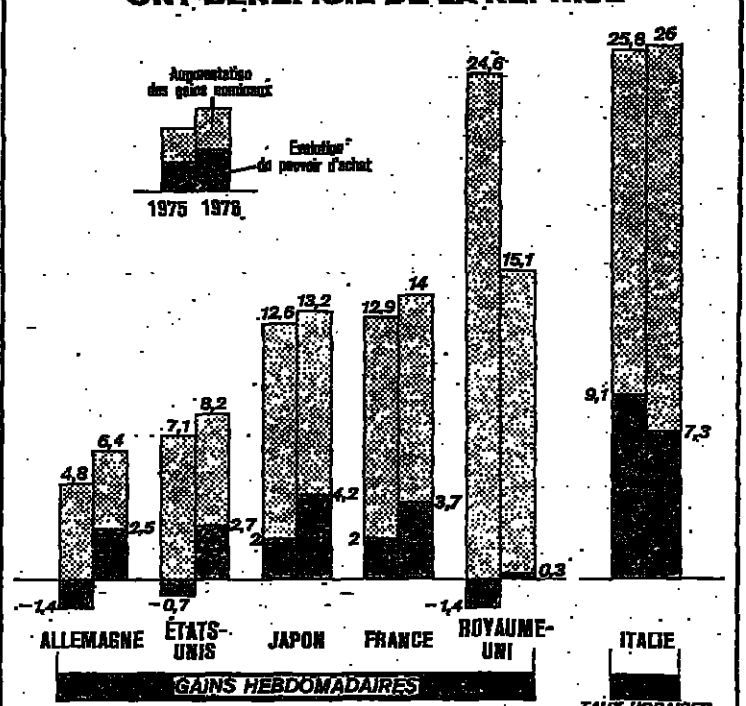
## SALAIRES : Le pouvoir d'achat retrouvé

Si la reprise de l'activité ne s'en fait, d'une diminution sensible du chômage, du moins a-t-elle permis partout aux salariés qui avaient un emploi de retrouver une partie de leur pouvoir d'achat, après le sérieux coup de frein de 1975. Ce renversement de tendance est particulièrement net aux Etats-Unis : après deux années de baisse du pouvoir d'achat (— 3,8 % en 1974, — 0,7 % en 1975), les travailleurs y ont vu leurs salaires augmenter entre septembre 1975 et septembre 1976 (derniers chiffres connus, utilisés dans le graphique ci-dessous) beaucoup plus rapidement que les prix. Plus

que les contrats salariaux renoués en début d'année dans la métallurgie, le bois, etc. n'ont prévu que des augmentations voisines de 6 %. Au Japon, après une reprise des hausses de salaires en début d'année au rythme annuel de 15 %, la progression s'est ralentie au deuxième semestre, tout en laissant un gain de pouvoir d'achat en fin d'année.

L'évolution n'a guère été différente en France. Le retour à des horaires moyens supérieurs à quarante heures, après un chômage partiel très important en 1975, explique pour une large part la forte augmentation du pouvoir d'achat par rapport à l'an dernier. Si l'Italie a conti-

LES SALARIÉS ONT BÉNÉFICIÉ DE LA REPRISE



sieurs accords importants (caillonniers, électriciens, travailleurs du caoutchouc et de l'automobile) se sont traduits par des augmentations de 32 à 36 % sur trois ans et divers avantages annexes (allongement des congés, amélioration des prestations de santé, etc.). L'accroissement record de la productivité dans l'industrie (de l'ordre de 4,5 % en un an), obtenu notamment grâce aux allègements massifs d'effectifs décidés pendant la crise, a certainement favorisé cette reprise de la progression des salaires.

En Allemagne, les salariés ont fait mieux que rattraper le pouvoir d'achat perdu en 1975, bien

qu'à connaître une augmentation particulièrement inflationniste des taux de salaires horaires (on ne dispose pas d'indices sur les gains hebdomadaires pour ce pays), le Royaume-Uni, en revanche, a recueilli les premiers fruits du « pacte social » syndical-gouvernement tendant à limiter les hausses de salaires à un maximum de 4 livres par semaine ; le rythme de progression des rémunérations a été inférieur de 40 % à celui de l'an dernier. Mais les salariés britanniques sont aussi les seuls à ne pas avoir réellement bénéficié de la reprise car leur pouvoir d'achat n'a été qu'à peine supérieur à ce qu'il était avant la crise.

## DISPARITÉS : Le handicap des paysans

POUR la troisième année consécutive, les agriculteurs auront été, en 1976, dévalorisés en France par rapport aux autres catégories de citoyens. La sécheresse a fait s'envoler l'espoir de « rattrapage » de leurs ressources.

Le revenu réel par exploitant aurait diminué cette année de quelque 1 %, en dépit des subventions exceptionnelles accordées par l'Etat à concurrence de 5,5 milliards. Cela porterait à 7 % environ en trois ans de ce revenu réel (le revenu net de l'exploitant). Les plus affectés ont été cette année les producteurs de pommes de terre (baisse de la récolte de 60 %), de maïs (— 20 %), et de betteraves (— 15 %). A l'inverse, les éleveurs auraient bénéficié d'un progrès moyen de leur ressources de 2 % sur le lait et de 3 % sur la viande. Le vin s'est également mieux vendu (recettes accrues de 10 %).

● **Les salariés** du secteur privé eux, ont vu leur pouvoir d'achat s'accroître de 3,7 % en un an, ceux du moins qui ont pu garder leur emploi, ou trouver du travail. Les « suicides » ont fait mieux (4,5 %) et les cadres — pour autant qu'ils aient le savoir — ont obtenu un peu moins bien. C'est dans le bâtiment, les transports, les services d'hygiène et de commerce que le progrès a été le plus rapide. L'imprimerie et le secteur du papier se sont moins bien comportés.

● **Les fonctionnaires** ont moins bien réussi qu'en 1975 : 1 % à 1,5 % seulement de progrès de leur niveau de vie en un an, taux comparable à celui de l'ensemble du secteur nationalisé, encore qu'il soit délicat de faire exactement le point entre des régimes disparates, riches en avantages catégoriels.

● **Les personnes âgées** ne touchant que le « minimum vieillesse » (23,30 F par jour) ont profité cette année encore, des promesses présidentielles de M. Giscard d'Estaing. Le pouvoir d'achat de cette prestation a augmenté de 0,7 % en un an. En relations familiales n'ont, en général, pas vu progresser la valeur réelle de celles-ci, une exception étant cependant faite pour les bénéficiaires de l'allocation de la mère au foyer ou de l'allocation de salaire unique (+ 3,2 %).

L'absence de statistiques précises et récentes sur les revenus des entrepreneurs individuels et des membres des professions libérales empêche d'étendre la comparaison à ces catégories. On peut d'autant plus le regretter que c'est parmi elles, on le sait, que figurent les revenus les plus élevés. Selon les dernières statistiques fiscales, l'écart entre le « minimum vieillesse » et le revenu moyen du groupe de 8 300 contribuables les plus aisés était de 1 à 200 avant l'impôt et de 1 à 130 après l'impôt.

مكتبة الامم المتحدة



## Contre l'inflation

### PRIX : léger mieux

Les prix de détail ont augmenté de 8 % en 1976 par rapport à 1975 dans l'ensemble des pays industrialisés à économie de marché (résultat provisoire) contre 2 % en 1974 et 10,5 % en 1975. L'inflation a donc apparemment diminué de sa rapidité en 1976. En fait, les progrès ont été plus lents qu'il ne paraît à la lecture de ces données annuelles, qui tiennent compte des bons résultats de novembre et de décembre 1975.

L'essentiel des progrès obtenus ne la lutte contre l'inflation l'avait à un an. Selon que l'on se base sur le pessimisme, on décrit la situation comme une année de consolidation de ce progrès (aucun grand saut, sauf l'Italie, n'a repéré du terrain) ou comme une année où rien dans l'offensive des pays industrialisés contre l'inflation.

À début de 1976 s'est produite une sensible accélération des hausses : le rythme a atteint 10,2 % l'an au début de l'année. Pendant les six mois suivants (mai à août), un calme est revenu, le rythme de la hausse des prix n'ayant été que de 6,7 %. En septembre et octobre, ce rythme s'est à nouveau accru pour atteindre 9,3 %.

Les différences de comportement entre pays industrialisés, qui s'étaient accentuées en 1975, ont persisté en 1976. La septième grande (Etats-Unis, Japon, Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni et Canada) ont obtenu un résultat d'ensemble nettement meilleur que la moyenne des pays industrialisés de l'O.C.D.E. : 7,5 % contre 13 % en 1975 et 13,2 % en 1974.

Si les grands pays font mieux que les petits, il existe, on le sait, entre les nations industrialisées avancées de telles disparités que le moyen ne signifie plus grand chose. Mais, les taux d'inflation aux Etats-Unis (5 %) en 1976 et en Allemagne (7 %) ont-ils été trois fois moins élevés qu'en Italie (17 %) en 1975 et en Grande-Bretagne (17 %) et 15 % respectivement. La France et le Japon se situent dans une position moyenne, avec quelque 10 %.

Le prix agricoles et alimentaires évoluent de façon relative-ment modérée, un peu partout dans le monde. Sauf, l'Italie et la France ont vu les prix des produits alimentaires monter, la première sous l'effet de la dévaluation de la monnaie, la seconde sous l'effet de la sécheresse.

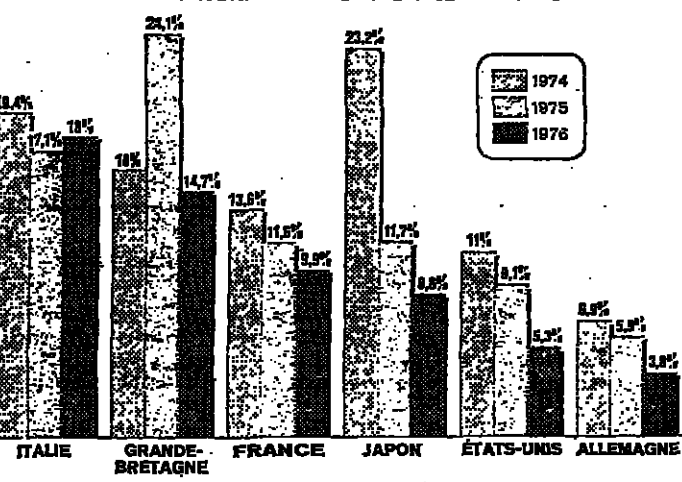
Les prix des produits manufacturés ont augmenté plus vite que ne l'avaient prévu les experts, pour qui les gains de productivité profiteraient au moins en partie aux consommateurs. Il semble bien qu'en fait, dans la plupart des grands pays industrialisés, les chefs d'entreprises aient en priorité reconstitué leurs marges bénéficiaires fortement comprimées lors de la crise économique mondiale de 1974-75. Cela a été vrai notamment aux Etats-Unis, en Allemagne, au Japon ; en France aussi dans des secteurs tels que celui de l'automobile. Cette reconstitution des marges peut-être trop rapide a empêché une baisse relative des prix des produits manufacturés.

Services. — L'évolution des prix dans le secteur tertiaire a étonnamment freiné le mouvement de décelération de l'inflation en 1976. Il est vrai que, ce phénomène d'inertie avait joué en sens inverse, notamment en Grande-Bretagne, en Allemagne, en France et en Italie, lors de la flambée de 1974. Toujours est-il qu'aux Etats-Unis, après la décelération des prix des services enregistrée au début de 1975, les progrès sont, depuis, très faibles.

Dans les pays communistes, la hausse des prix, jusqu'alors modeste, s'est amplifiée du fait principalement de l'enrichissement des matières premières. La population l'a mieux acceptée en Hongrie qu'en Pologne, où des manifestations ont amené le gouvernement à diviser les hausses.

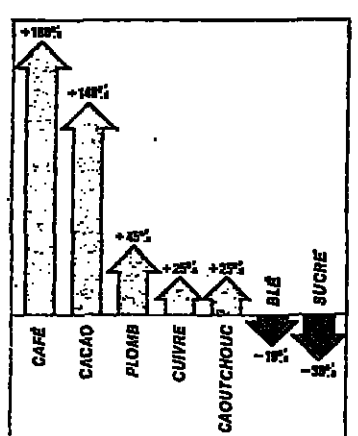
Les pays du tiers-monde ont subi des augmentations beaucoup plus considérables. Le record est détenu par le Chili avec 200 % !

#### LA DÉCELÉRATION SE RALENTIT



## MATIÈRES PREMIÈRES : l'envolée du café et du cacao

L'ÉVOLUTION des cours des matières premières industrielles s'est conformée cette année à celle de l'économie mondiale. Après le marasme de 1975, une très vive amélioration a été enregistrée au premier semestre, suivie d'une rechute au deuxième semestre, liée à l'essoufflement de la reprise, notamment aux Etats-Unis.



LE BLE, grâce à une relative abondance des approvisionnements, a baissé à partir de juillet. Les transactions, qui se déroulaient au début de l'année sur la base de 145 dollars la tonne, se sont assouplies autour de 110 dollars la tonne en fin d'année. Lors de la flambée des cours de 1973, la tonne avait atteint 205 dollars.

Cette détente ne s'est pas produite sur les céréales destinées à l'alimentation animale. Les cours du maïs approchent désormais ceux du blé (l'écart est de 8 dollars seulement par tonne en fin d'année, contre près de 30 en janvier), à tel point que les investisseurs américains envisagent d'accroître l'utilisation du blé pour l'alimentation animale. Cette tendance s'explique par la chute de la production en Europe, due à la sécheresse.

LE SOJA se traite pour les mêmes raisons en fin d'année à quelque 240 dollars la tonne (après une pointe à 270 en juillet), alors qu'il avait commencé l'année à 160 dollars.

LE CAFÉ ET LE CACAO ont connu une envolée vertigineuse de leurs cours. La hausse du café, commencée en 1975 à cause d'accidents climatiques en Amérique latine et des combats en Afrique noire, s'est poursuivie en 1976 sous l'effet conjugué de la spéculation et de la raréfaction de la marchandise. Elle a été alimentée en fin d'année par l'alourdissement des taxes à l'exportation décidées par le Brésil. Partis de 2 500 livres la tonne à Londres, fin décembre 1976, les cours ont été multipliés par trois en un an et par six en deux ans. Le même ordre de grandeur a été observé à Paris.

#### L'ÉVOLUTION DES COURS EN 1976

LONDRES (comptant) :	31 déc. 1975	+ haut	+ bas	Fin déc. 1976	1975/1976 (diff. en %)
Café (livres sterling par tonne)	580	936	574	763	+ 31,5
Etain	3 048	5 027	3 056	5 000	+ 64
Zinc	341	451	334	390	+ 14
Plomb	166	250	163	203	+ 20
Argent (pence par once troy)	163	289	163	262	+ 61
Caoutchouc (R.S. pence par kilo)	49	63	36	53	+ 32
Laine (pence par kilo)	182	238	210	238	+ 31
Café (le terme livre par tonne)	2 500	7 788	2 500	7 788	+ 229
Cacao	740	2 800	690	1 967	+ 166
Sucre	167	265	111	130,50	- 22

NEW-YORK :	31 déc. 1975	+ haut	+ bas	Fin déc. 1976	1975/1976 (diff. en %)
Coton (cents par livre poids)	61	94	55	80	+ 31
Café	84	263	263	263	+ 141
Cacao	86	142	85	142	+ 115
Sucre	13,7	17	7,70	7,70	- 44

CHICAGO :	31 déc. 1975	+ haut	+ bas	Fin déc. 1976	1975/1976 (diff. en %)
Blé (cents par boisseau)	337	400	270	273	- 19
Maïs	269	317	250	253	- 2,5
Soja (tourteaux en dollars par tonne)	125	228	116	201	+ 61

PARIS :	31 déc. 1975	+ haut	+ bas	Fin déc. 1976	1975/1976 (diff. en %)
Cacao (francs par quintal)	683	1 720	605	1 635	+ 139
Café	715	2 025	682	2 005	+ 180
Soja	85	141	85	141,50	+ 76
Sucre (francs par tonne)	1 629	1 989	1 280	1 245	- 23

## Commerce et paiements : les forts et les faibles

### Les déficits des pays industriels réapparaissent

Après l'année 1975, le premier semestre 1976 a entraîné la réapparition des déficits des balances commerciales de nombreux pays industriels.

La facture du pétrole a été yée avec retard. Parmi les autres nations, seul le Japon et l'Allemagne fédérale auront enregistré cette année des excédents de leurs échanges extérieurs.

D'une année sur l'autre, le Japon a doublé son surplus, passé de 5 milliards de dollars en 1975 à plus de 10 milliards de dollars en 1976. L'excédent commercial de l'Allemagne fédérale, quant à lui, a diminué, revenant de 17 à 5 milliards de dollars. La présence de l'économie allemande se font sentir avec instance sur les marchés monnaies : la réévaluation du mark n'a guère géré les

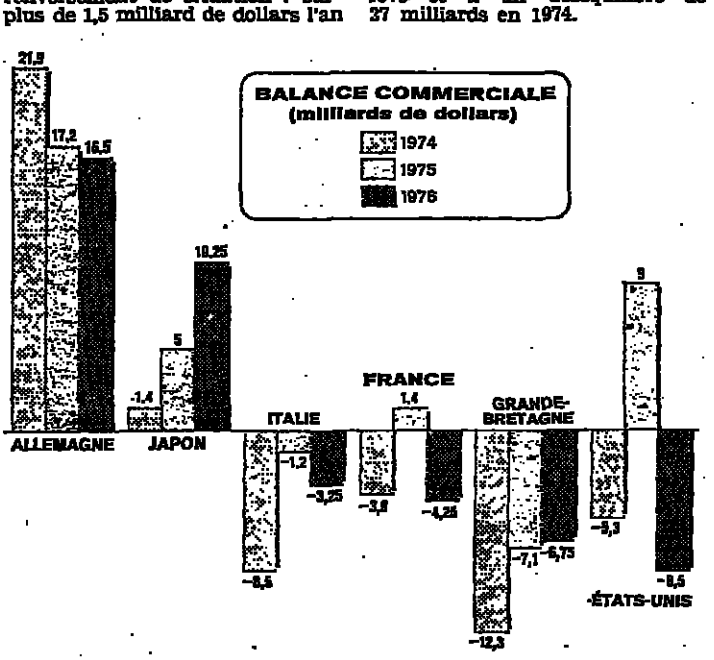
exportateurs d'outre-Rhin, alors qu'elle a allégé le coût des importations.

Le bilan de ces deux pays contraste avec les résultats des autres. Ainsi, les Etats-Unis, qui avaient enregistré en 1975 un surplus commercial de 9 milliards de dollars, auront, cette année, subi un déficit du même montant.

Pour les trois nations faibles de l'échiquier occidental, le solde du commerce extérieur s'est inscrit en rouge. Le déficit de la balance britannique n'a guère évolué de 1975 à 1976, se situant aux environs de 7 milliards de dollars. En revanche, la situation s'est nettement détériorée pour l'Italie et la France, qui avaient, du fait de la baisse d'activité, amélioré leur solde l'an dernier. En Italie, la balance commerciale, faiblement déficitaire en 1975, aura en 1976 un déficit supé-

rieur à 3 milliards de dollars. En France, il s'est même produit un renversement de situation : surplus de 1,5 milliard de dollars l'an

à 13 milliards de dollars, comparé à un surplus de 6 milliards en 1975 et à un déséquilibre de 37 milliards en 1974.



dernier, déséquilibre de plus de 4 milliards cette année. La progression des ventes françaises à l'étranger a été nettement inférieure à l'augmentation des achats (+ 28 % pour les premiers entre octobre 1975 et octobre 1976 : + 42 % pour les seconds).

Globalement, le commerce mondial aurait, selon la chambre de commerce et d'industrie de Paris, augmenté de 10 % en volume. Il avait en 1975, pour la première fois depuis vingt-cinq ans, reculé de 5 % pour se situer à 880 milliards de dollars. Le développement retrouvé provient notamment de la reprise de l'activité et des échanges entre pays industrialisés. En raison de difficultés de paiement des pays producteurs de matières premières et des pays de l'Est, ainsi que du ralentissement des achats des pays producteurs de pétrole, les exportations de nations industrielles auront moins augmenté que les importations. Pour ces pays le déficit commercial s'élèverait en 1976

à 13 milliards de dollars, comparé à un surplus de 6 milliards en 1975 et à un déséquilibre de 37 milliards en 1974.

### Les déséquilibres s'aggravent

L'année 1976 a vu s'accentuer, en matière de paiements extérieurs, l'évolution constatée en 1975. L'ensemble des pays industriels a enregistré un déficit des paiements courants de quelque 22 milliards de dollars, à comparer à un déséquilibre de 6 milliards en 1975 et de 33 milliards en 1974. La situation du Japon s'est améliorée (+ 3,7 au lieu de - 0,7), tandis que celles des Etats-Unis (- 12,3), de l'Italie (- 2,7) et de la France (- 6) se détérioraient. De leur côté, les pays en voie de développement seraient déficitaires de 24 milliards de dollars (33 milliards en 1975). En revanche, les pays de l'OCDE auraient enregistré un excédent d'environ 45 milliards de dollars, supérieur du tiers à celui de 1975 (36 milliards).

### LA MONTÉE DE L'ENDETTEMENT

Le principal danger pour le commerce mondial réside dans la forte montée de l'endettement international. En Europe, des pays comme l'Italie, la Grande-Bretagne et le Danemark se trouvent aux prises avec une dette extérieure qui atteint ou dépasse une année d'exportations. D'autres Etats, en particulier la France (avec un endettement évalué à plus de 10 milliards de dollars), se trouvent aussi dans une position qui n'est guère confortable. En revanche, l'Allemagne fédérale dispose d'un montant très élevé de réserves en devises.

La situation n'est pas meilleure dans l'ensemble des pays de l'Est dont l'endettement représenterait une quarantaine de milliards de dollars. Elle est encore plus grave dans les pays en voie de développement qui ne sont pas producteurs de pétrole : leur dette globale est évaluée à 150 milliards de dollars. L'importance de cette somme explique que le tiers-monde réclame un moratoire, voire des annulations de dettes.

Dans le même temps, les pays pétroliers bénéficient d'énormes transferts de capitaux, sans être en mesure d'investir à hauteur comparable. Certains pays, faiblement peuplés, n'ont que des besoins limités ; d'autres se heurtent à des goulets d'étranglement techniques, comme l'insuffisance des infrastructures ou le manque de formation professionnelle de la main-d'œuvre.

Une partie des difficultés serait résolue si les pétrodollars étaient prêtés à long terme. Mais le recyclage ne s'opère pas facilement, à l'exception de quelques prises de participation dans les entreprises européennes (Krupp, Fiat). L'essentiel des fonds est placé à vue ou à très court terme, ce qui contribue à l'instabilité du système monétaire international. Dès lors, la tâche est grande de voir se creuser encore l'écart entre les riches et les pauvres, et d'établir un retour au protectionnisme. Face à ces dangers, l'instauration d'un « nouvel équilibre mondial », qui passe par la concertation internationale, apparaît plus que jamais nécessaire.

### LA POUSSÉE DU PROTECTIONNISME

Le danger du protectionnisme, écarté en 1975 en raison du rétablissement des équilibres commerciaux, est réapparu en 1976 avec le retour aux déficits et la montée de l'endettement.

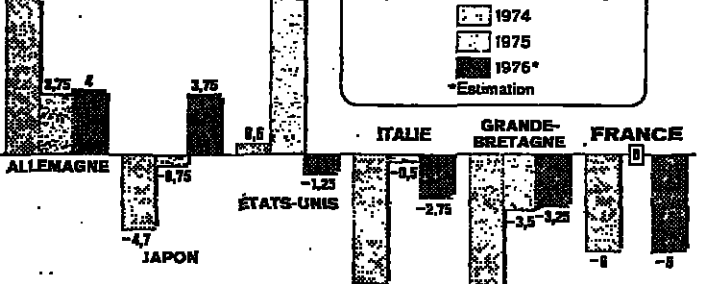
Tout au long de l'année, plusieurs pays industriels ont successivement ou simultanément tenu le rôle d'accusateur ou d'accusé sur la scène du commerce mondial. Ainsi, au début de 1976, le patronat français « étiquetait-il » les nombreuses procédures américaines au « caractère protectionniste évident », avant que Paris ne demande, à son tour, à la Commission européenne, l'autorisation de modifier les importations de chaussures italiennes. De leur côté, les Etats-Unis, soumis aux revendications d'un certain nombre d'hommes d'affaires, faisaient une distinction entre la défense des intérêts nationaux et le réajustement. Le protectionnisme, c'est évidemment toujours les autres.

En cours d'année, l'Italie a débauché un dépôt de 50 % sur la valeur des importations et une taxe sur les achats de devises, ce qui déplaçait très vivement les industriels français. En juin, Washington prenait pour trois ans des mesures de contingence-ment des importations d'acier spéciaux, ce qui provoquait une protestation de la C.E.E.

Face au ralentissement de l'activité, chaque pays cherche à la fois à développer ses débouchés extérieurs et à protéger son industrie nationale. Dans un climat de récession et de désordre monétaire, tout le monde déclare respecter les règles du jeu, mais chacun joue avec des cartes biaisées. Cet hiver, la Communauté européenne, menacée par le dynamisme des exportateurs japonais, menace à son tour de prendre des mesures de rétorsion.

Le pire n'est sans doute pas arrivé, l'ambiance du commerce mondial se dégradant.

### PAIEMENTS COURANTS (milliards de dollars)



La balance des paiements courants inclut les échanges de marchandises et de services (assurances, transports, tourisme, intérêts...), ainsi que les transferts officiels de capitaux.

# L'ESSAI DE DIALOGUE NORD-SUD

## UNE ANNÉE DE NÉGOCIATIONS DIFFICILES

**D**EUX grandes négociations se sont engagées en 1976, pour la première fois de façon concrète, entre les pays riches, toujours plus riches — situés généralement dans l'hémisphère nord du globe terrestre — et les pays en voie de développement de l'hémisphère sud, encore plus pauvres sinon absolument, du moins relativement (producteurs de pétrole exceptés).

La première d'entre elles, traditionnelle, est la suite des débats qui durent depuis des années au sein de l'ONU et des diverses institutions qui en dépendent (ECOSOC, UNICEF, FAO, CNUCED, ONUDI, etc.). Pour que la discussion se noue enfin, c'est-à-dire que les pays industrialisés acceptent une discussion de fond des demandes des pays en voie de développement — qui a eu lieu en mai 1976 à Nairobi, au sein de la quatrième conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), — il a fallu qu'au fil des ans les pays en développement, issus généralement de la décolonisation, deviennent une majorité — désormais écrasante — à l'ONU et qu'après la guerre de 1973 du Proche-Orient les pays pétroliers conquièrent la maîtrise de l'énergie au point d'exercer une formidable pression sur les acheteurs, les pays industrialisés. C'est ainsi qu'on a vu, à la septième Assemblée spéciale de l'ONU (septembre 1975), tous les membres des Nations unies, même les Etats-Unis, accepter d'engager une négociation globale en vue d'aboutir à l'instauration progressive d'un « nouvel ordre économique mondial ».

La seconde négociation, plus originale, est née directement de la crise pétrolière. Pour éviter un affrontement entre pays producteurs et pays consommateurs de pétrole — auquel M. Kissinger semblait disposé — la France a proposé que les uns et les autres se rencontrent. Acceptée par les pays pétroliers — à la

condition que les pays industrialisés consentent à lier les problèmes des matières premières et du développement à la question du pétrole, — la suggestion a abouti à l'ouverture à Paris, en décembre 1976, de la conférence Nord-Sud réunissant huit pays industrialisés et dix-neuf pays en voie de développement. Quatre commissions — énergie, matières premières, développement et questions financières — se mettaient au travail début 1976 en vue de formuler des recommandations, voire des projets d'accords, qu'une conférence finale, au niveau ministériel, pourrait alors approuver avant la fin de l'année.

### La « charte de Manille »

Dans cette perspective, les ministres des affaires étrangères du groupe dit des « 77 » (tiers-monde) définissaient à Manille, en février, des positions communes à défendre dans les négociations avec les pays industrialisés. La « charte de Manille » met dès ce moment l'accent sur les deux questions — l'indexation du prix des matières premières par rapport à celui des prix manufacturés, allègement de l'endettement des pays en voie de développement — qui seront désormais les deux revendications fondamentales du tiers-monde.

Sur le premier point, la 4<sup>e</sup> CNUCED est parvenue en mai, à Nairobi, à quelques résultats, non sans toutefois rencontrer d'expresses réserves de la part des Etats-Unis, de l'Allemagne et du Japon. Elle a prévu des négociations à Genève, à l'automne, sur chacune des matières premières faisant partie d'un programme global — dit intégré — et, à partir de mars 1977, sur un fonds commun chargé de coordonner le financement des stocks régulateurs de ces matières premières. En revanche, elle n'est parvenue à aucun accord sur la seconde question, celle de l'endettement. Les quatre commissions de la

conférence Nord-Sud, qui ont tenu plusieurs sessions à Paris tout au long de l'année, n'y sont pas parvenues davantage. Leurs progrès ont été si lents et leurs résultats ont été si minces que les vingt-sept membres de la conférence ont eu à choisir, en décembre, entre la rupture de leur dialogue et son ajournement, le temps de donner au président Carter la possibilité de décaler la négociation. Sans enthousiasme, ils ont choisi la seconde formule.

Sans grandes illusions non plus, les pays en voie de développement ont dû se résigner à compter avec tout sur eux-mêmes. C'est la principale conclusion que les chefs d'Etat des pays non alignés ont tiré en août à Colombo de l'examen de négociations jugées par eux très décevantes. A l'unanimité, ils ont adopté un programme d'action dont l'axe est que les pays du tiers-monde doivent renforcer leur solidarité pour parvenir à une « autonomie collective ». Un mois plus tard, à Mexico, les « 77 » décidaient en conséquence d'accroître les études portant sur la création d'un système global de préférences commerciales entre eux et sur la mise en place d'un conseil des associations de producteurs de matières premières.

Malgré tout, on ne peut dire pour autant qu'en 1976 les efforts déployés par les pays en développement pour obtenir des mesures amorçant l'instauration d'un « nouvel ordre économique mondial » aient été totalement vains. Personne ne conteste plus qu'il faille à tout prix trouver une solution au problème de l'indexation du prix des matières premières et à celui du surendettement des pays démunis. Sur ces deux points, les négociations ne cessent plus désormais jusqu'à la solution de l'un et de l'autre.

## ÉNERGIE : l'indépendance, telle l'Arlésienne...

1976 aura été pour les pays industrialisés l'année des négociations et du doute sur la politique énergétique.

Aux Etats-Unis, deuxième producteur et premier importateur, la demande intérieure des produits pétroliers a augmenté de 5,5 %. Ce pays doit importer désormais 42 % de ses produits, et sa dépendance vis-à-vis des pays de l'OPEP n'a fait que s'accroître, en dépit des objections d'indépendance que d'extrême gauche le gouvernement. Malgré cela, Washington a pratiqué une politique de bas prix, qui favorise la demande.

L'Europe n'a pas été plus brillante, en dépit, là aussi, des proclamations officielles prônant une voie de moindre dépendance. La Grande-Bretagne garde jalousement le pétrole de la mer du Nord. Les politiques nationales d'économie d'énergie ont connu des succès divers et, dans tous les cas, modestes.

Quant à l'énergie nucléaire, elle a partiellement ralenti son développement, sous la pression des populations inquiètes, en pour des raisons financières ou de normes de sécurité. Ainsi la dépendance moyenne de l'Europe vis-à-vis de l'extérieur (60 % et même 70 % pour la France) n'a-t-elle pas diminué.

Cette évolution aurait dû pousser les pays riches à la concertation avec les pays exportateurs de pétrole, aux ambitions grandissantes. Le « gel » des prix du pétrole décidé au mois de mai à Salt par l'OPEP — la dernière hausse remontait au 1<sup>er</sup> octobre 1975 — aurait dû les y inciter, puisque les pays producteurs avaient montré, sous l'impulsion de l'Arabie Saoudite et de l'Algérie, qu'ils ne voulaient pas risquer de « casser » la reprise économique du monde occidental. Mais les pays industrialisés ont préféré l'attente égoïste et la menace, profitant abondamment en décembre par

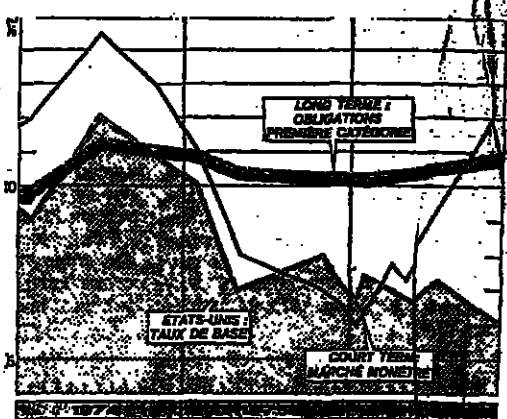
l'intermédiaire du département d'Etat américain.

Une hausse du prix du pétrole par les pays qui s'estiment lésés par l'inflation occidentale, et qu'exaspèrent les menaces des pétroliers, devenait inévitable. Elle a été décidée à Qatar le 17 décembre : de 10 % le 1<sup>er</sup> janvier (avec « rattrapage » de 5 % en juillet) pour onze des trois pays de l'OPEP, de 5 % seulement en janvier pour l'Arabie Saoudite et les Émirats.

Les pays de l'OPEP ont, à cette occasion, maintenu leur solidarité avec le tiers-monde en décidant un accroissement très important — et qui devrait être régulier désormais — de leur contribution au Fonds spécial d'aide aux pays en voie de développement. Après des années de tergiversations et parfois de polémiques, 1977 sera-t-elle l'année de la définition de véritables politiques de l'énergie et d'une concertation plus constructive avec le tiers-monde ?

## L'ÉVOLUTION DIVERGENTE DES TAUX D'INTÉRÊT

L'évolution des taux d'intérêt a été très divergente en 1976. Les banques américaines ont maintenu les taux de base à 12 %, tandis que les banques européennes ont baissé les leurs de 100 points de base à 10 %, l'économie ayant besoin d'être stimulée. En revanche, elle a fait place à une vive tension en France, en Grande-Bretagne et en Italie, l'année des taux étant utilisée pour défendre les monnaies menacées. Cette évolution devrait s'inverser en 1977, une remontée étant susceptible de se produire aux Etats-Unis, et une détente en Europe.



## 4 La crise monétaire s'aggrave

### Les changes flottants creusent les écarts de prix

L'ANNÉE 1976 aura encore été riche d'expériences en ce qui concerne le fonctionnement, ou si l'on préfère, les maux fonctionnements du régime des changes flottants. À croire ceux qui estiment possible de bâtir un « système » international des paiements durable et stable sans parités fixes et sans étalon commun de valeur, la flexibilité devait apporter trois avantages principaux :

- 1) Diminuer sinon supprimer les besoins de réserves de change ;
- 2) Redonner à chaque pays une plus grande liberté de manœuvre en ce qui concerne la conduite de sa politique économique et monétaire ;
- 3) Reporter sur le marché la charge d'assurer le fameux « processus d'ajustement » entre les balances des paiements des différents pays, qu'on avait été incapable de faire fonctionner sous le système de Bretton-Woods.

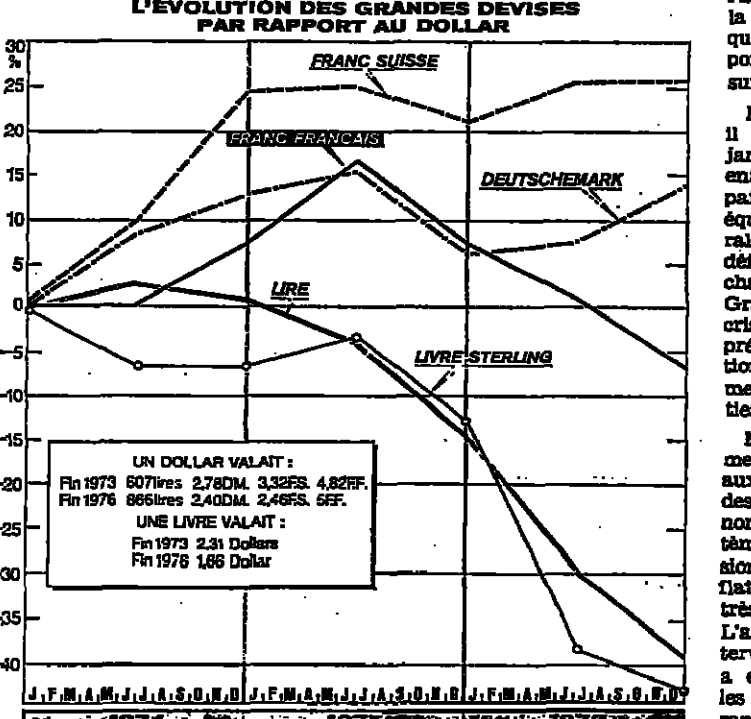
L'expérience s'est révélée élogieuse de ce schéma théorique. Il

— ont pris une ampleur inconnue jusqu'alors.

La politique suivie par les pays déficitaires a consisté à emprunter, surtout auprès du marché international (ou euro-marché) et accessoirement auprès des institutions spécialisées, tel le F.M.I. et de banques centrales des pays excédentaires. L'exemple le plus important de ce dernier genre d'opérations a été l'emprunt italien — gagé sur l'or. C'est ainsi que l'Italie a encore emprunté au F.M.I. et cherche à obtenir un crédit supplémentaire de 500 millions de dollars. Quant à la Grande-Bretagne, elle a obtenu du F.M.I. en fin d'année, un nouveau crédit de 3,9 milliards de dollars destiné à reconstituer ses réserves, qui ne s'élevaient plus qu'à environ 3,5 milliards de dollars le 9 décembre, jour où elle a dû rembourser les pays qui, en juin, lui avaient avancé pour six mois 5,5 milliards de dollars.

Enfin, des événements de 1976 ont dégagé l'impression que jamais la contrainte n'a été si forte entre les pays à balance des paiements excédentaires ou en équilibre (dont l'Allemagne fédérale est le prototype) et les pays déficitaires à monnaie faible ou chancelante : France et surtout Grande-Bretagne et Italie. La crise du pétrole aidant, toutes les prévisions sur un meilleur fonctionnement du processus d'ajustement ont été cruellement démenties.

Mais ce mauvais fonctionnement ne renvoie pas seulement aux abstractions de la balance des paiements. Même s'il avait de nombreux défauts, l'ancien système assurait une certaine cohésion de l'ensemble : le taux d'inflation, par exemple, n'était jamais très différent d'un pays à l'autre. L'abandon des parités fixes, intervenu à partir du 16 mars 1973, a eu pour conséquences d'isoler les autres monnaies les unes par rapport aux autres. L'effet de dislocation est particulièrement sensible à l'intérieur de l'Europe, où une véritable censure s'est produite entre les pays à monnaie forte (Allemagne, Suisse, Pays-Bas, etc.) et les pays à monnaie faible (Italie, Grande-Bretagne). Comme on pouvait s'y attendre, l'effondrement du système monétaire international a eu pour principale conséquence de créer autour de systèmes de prix qu'il y a de nations. C'est là une source de désordre permanent.



ne semble pas que les besoins de détention de réserves de change aient diminué. En réalité, ce serait plutôt le contraire qui s'est produit. Parce que, à la suite notamment du quadruplement des prix du pétrole, les déficits des paiements courants (mouvements de marchandises et de services) de plusieurs pays européens — et de la plupart des pays du tiers-monde

(dont 1,5 milliard a été effectivement utilisé). C'est un fait que, dans une première phase tout au moins, un certain nombre de pays ont, en réalité, qu'ils avaient recouru, en rejetant la discipline de change, une véritable liberté de manœuvre. Au début de mars, la Banque d'Angleterre a estimé être en mesure d'« ignorer » la vague de spéculation qui venait de s'abattre sur la livre sterling en refusant

### L'or comme le Phénix

Le cours de l'once d'or, qui était de 140,25 dollars fin décembre 1975, est revenu à 133 dollars environ ces derniers jours sur le marché de Londres. Comparé aux fluctuations de 1974, l'écart de cours constaté cette année reste faible. Pourtant ces douze mois ont été agités sur le marché de l'or.

L'année avait, en effet, fort mal commencé. Sur la lancée de 1975, qui avait vu les Américains remporter maints succès dans leur entreprise de « démonstration » du métal précieux, l'once continuait à baisser au janvier, puis s'était effondrée les mois suivants, dans l'attente de la première vente au enchères par le Fonds monétaire international.

Première d'une longue série, l'adjudication eut lieu le 2 juin : 780 000 onces d'or (24 tonnes) furent vendues au prix de 125 dollars l'once. L'enthousiasme ne poursuivit, puis s'éteignit après la seconde vente du F.M.I., le 14 juillet, à 122,05 dollars. La recrudescence d'autant plus brutale que des rumeurs — bientôt confirmées — faisaient état de la décision des banques centrales de ne pas participer à la troisième adjudication et d'une modification du système d'enchères propre à accélérer la baisse. Le 25 août, le cours de l'once tomba à 103,50.

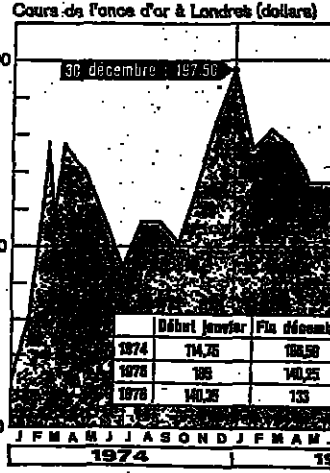
Une vigoureuse reprise s'amorça. Sur ces causes, on ne trouve guère d'explications convaincantes : reprise

technique après une baisse jugée trop forte et, accélérée par des rachats de vendeurs à découvert ? Achats spéculatifs d'opérateurs convaincus que la limite psychologique de 100 dollars ne serait pas franchie ? Effet des rumeurs faisant état d'un « accord secret » entre les pays le plus touchés par la baisse de l'or — France, Italie, Afrique du Sud — et les Américains ? La troisième vente du F.M.I., le 15 septembre, à un cours compris entre

108,76 et 114 dollars, relança le mouvement de hausse, accéléré par la quatrième adjudication le 2 octobre, à 117,71 dollars. En moyenne, la mi-novembre, le cours était monté à 138 dollars environ. Il y avait presque à la fin de l'année (133 à la mi-décembre).

L'or, déstabilisé, n'est plus utilisé comme élément du système monétaire international. Est-il, pour autant, devenu « une matière première comme les autres » ?

### RÉVÉLÉ DE L'OR ?



## Les accords de la Jamaïque

LES accords conclus à la Jamaïque, les 7 et 8 janvier 1976, ont marqué l'aboutissement d'une longue négociation sur la réforme du système monétaire international, dont le point de départ remonte à 1966. Ils se présentent sous la forme d'un deuxième amendement aux statuts du Fonds monétaire international, déclinant des accords de Bretton-Woods (1944). Un premier amendement avait été adopté, en 1969, pour créer le D.T.S. (droits de tirage spéciaux).

Cette formulation juridique est trompeuse en réalité, le deuxième amendement ne modifie pas seulement le système monétaire de Bretton-Woods : il en repousse les principales dispositions, à la fois dans la lettre et dans l'esprit. Il élargit les pratiques actuelles de changes flottants, qui s'opposent au système antérieur de parités fixes rattachées à l'or par l'intermédiaire du dollar, système dont l'application aura en réalité duré pendant une douzaine d'années (du 1<sup>er</sup> janvier 1953, date du retour à la convertibilité des monnaies européennes, à août 1971 : « suspension » par le président Nixon de la convertibilité du dollar en or).

En vertu des accords de la Jamaïque, les pays membres du F.M.I. sont autorisés à adopter le régime monétaire de leur choix, à condition toutefois que celui-ci

ne consiste pas à fixer la valeur de leur monnaie respective par référence à un certain poids d'or. Les changes flottants sont ainsi légalisés, mais soumis à un certain nombre de conditions dont le F.M.I. appelé à exercer une « surveillance » sur le nouveau régime, devra en principe assurer le respect (les pays n'ont, par exemple, pas le droit de manipuler leur taux de change pour s'assurer des avantages de concurrence).

Il est convenu que, dans un avenir indéterminé, les pays membres du Fonds monétaire pourront à la majorité de 85 % aux Etats-Unis, détenteurs d'environ 21 % du total des voix au Fonds) adopter un système reposant sur des parités stables mais ajustables. Tout pays aura, toutefois, le droit de se tenir à l'écart : le nouveau système sera en réalité à mi-chemin entre un système de taux de change fixes et le flottement, puisque la marge de fluctuation admissible sera de 4,5 % de part et d'autre de la parité.

Le droit de tirage spécial (D.T.S.) sera placé au centre du système, ce qui, dans une première phase, semble simplement signifier qu'il continuera comme aujourd'hui à être la monnaie de compte dans laquelle on définit le

cours des différentes devises. La valeur du D.T.S. est elle-même déterminée par référence à un ensemble de sept monnaies, le détenteur de D.T.S. peut tirer à due concurrence de la valeur des D.T.S. qu'il possède de telles ou telles devises fortes désignées par le Fonds monétaire.

Toutefois, référence à l'or est maintenue pour les nouveaux statuts, ce qui signifie surtout qu'il n'y aura plus désormais de prix officiel de l'or. On en a tiré la conclusion d'un « accord secret » que les banques centrales recouvreront le droit d'acheter ou de vendre de l'or à un prix supérieur au prix officiel (42,23 dollars l'once) théoriquement en vigueur tant que le deuxième amendement n'aura pas été ratifié par un nombre suffisant de pays.

Le F.M.I. se désolera dans les quatre années à venir du tiers de ses avoirs en or, qui s'élevaient au début de cette année à 154 millions d'onces, soit quatre mille sept cent soixante et onze tonnes. Un système de ce stock doit être restitué aux pays membres et un autre système vendu aux enchères. Cinq adjudications ont déjà eu lieu.

Enfin les accords de la Jamaïque ont stipulé un nouveau accroissement des ressources du F.M.I. Le total des quotes-parts (contributions des pays membres) sera augmenté de 32,5 %.



# TAPIS D'ORIENT

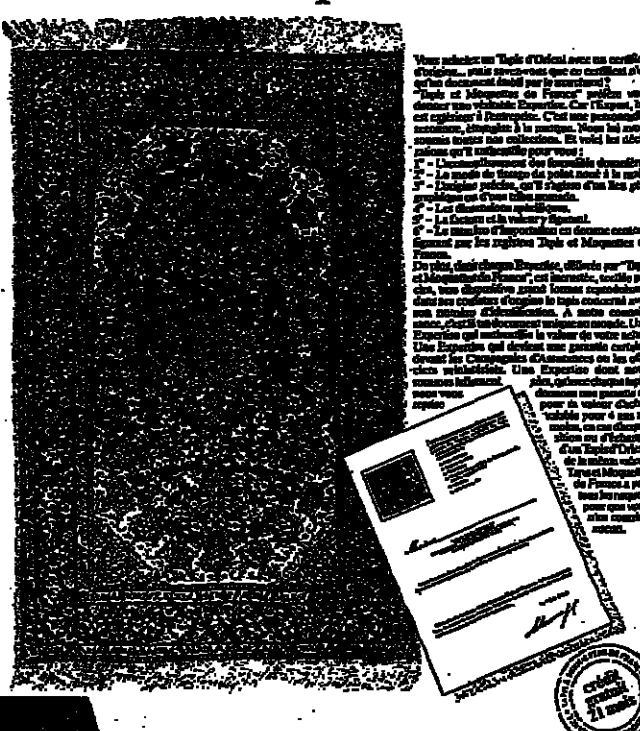
Pour les Fêtes, mise en vente immédiate  
des dernières Collections arrivées  
de Perse, Russie, Chine, Turquie, Pakistan et Bulgarie

En plus de la déjà célèbre Expertise  
officielle et gratuite  
offerte par le Groupe  
Tapis et Moquettes de France,  
pour chaque Tapis d'Orient,  
— fait unique au monde  
à notre connaissance, —  
à l'occasion des Fêtes de fin d'année,  
vous avez le choix entre  
21 mois de crédit agios payés par T.M.F.  
ou 15 % de remise paiement comptant  
sur tout achat de Tapis d'Orient.

Profitez de votre visite pour vous informer sur les moquettes et  
tapis de décoration que le blocage des prix oblige à présenter à des  
tarifs très inférieurs à ce qu'ils devraient être en raison du coût des  
matières premières.

Les prix d'Expertise et Vente ci-contre bénéficient soit  
d'un paiement sur 21 mois en crédit  
(nous payons les frais financiers pour vous),  
soit d'une remise immédiate de 15 %.

Tapis d'Orient.  
Ne confondez pas certificat d'origine  
et Expertise.



**TAPIS & MOQUETTES  
DE FRANCE**

Mallesherbes, 11, place Mallesherbes, 75017 Paris, tél. : 622-21-67 \*\*\*\*\*

Kléber, 95, avenue Kléber, 75016 Paris, tél. : 553-03-41 \*\*

Montparnasse, 9 ter, bd du Montparnasse, 75006 Paris, tél. : 783-72-00 \*\*\*

Voltaire-République, 6, bd Voltaire, 75011 Paris, tél. : 805-26-25 \*\* (M<sup>e</sup> République)

★ Le nombre d'étoiles correspond à l'importance des stocks en place dans le magasin considéré.

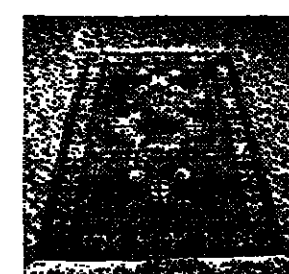
ET CINQUANTE MAGASINS EN FRANCE

Provenance	Réf.	Dim.	Prix
MORCHEKOR	12747	157x114	2852
BIDJAR	12785	175x107	5304
CHIRAZ	2151	117x163	1788
ISPAHAN	13934	168x107	4243
GOLTUG	12409	155x106	2852
KESHAN	12737	171x108	3713
BELOUCH	12547	187x98	2122
SENNEH	12945	148x111	4118
HAMADAN	7311	185x109	2615
ABADEH	16888	154x105	4058
YELEMEH	12361	153x111	2227
TABRIZ	15440	166x98	8362
KUBA CHIRVAN	14842	147x101	3338
VERAMINE	15657	151x105	4058
ANJELAS	9820	160x102	1870
MIKRAKH	14642	143x103	2832
KAYSERIE	16797	140x90	2193
DAGHESTAN	10833	114x86	1885
TASPINAR	12431	100x180	3182
MECHKINE	15887	283x175	9584
PAKISTAN	13592	280x187	4594
BOUKHARA	4885	243x183	7957
CHIRAZ	14191	288x182	5276
TABRIZ	9554	200x300	22300
TURKMEH	12381	254x198	14671
BAKTHAR	16868	286x200	8762
KESHAN	10318	321x209	16128
SAROUK	9553	307x214	38492
YELEMEH	12373	312x213	12688
SHIRAZ	14316	332x230	7825
SAROUK	12394	348x235	28284
KOSHABAD	4701	321x228	29547
MAHAL	12411	338x251	7193
HERIZ	13588	339x240	9494
MORCHEKOR	12488	321x215	12803
BIDJAR	10428	337x220	19656
TABRIZ	9736	224x321	8823
VERAMINE	16857	311x220	29080
KESHAN	10319	334x220	29888
AFGHAN	12334	358x257	7582
GOROVAN	7315	368x258	13100
KESHAN	12503	208x137	9814
GHOUH	15895	214x147	8736
MIKRAKH	14671	231x146	6389
DAGHESTAN	2724	201x130	4808
TASPINAR	12711	120x198	4510
KUBA SHIRVAN	14772	212x194	7186
HAMADAN	10293	136x218	3780
KARADJA	4842	190x144	3817
GHOUH	15686	202x142	14040
« laine et soie »	5388	194x139	7380
SENNEH			

INFORMATIONS  
25 novembre 1976, les  
COLLECTIONS D'ORIENT  
réparties  
dans les 50 magasins  
TAPIS ET MOQUETTES  
DE FRANCE  
du territoire  
représentaient  
9 887 pièces.  
Tapis et Moquettes de France  
peut vous offrir un tel choix.

Tous les Tapis présentés  
à titre d'exemple dans cette page ont  
été choisis  
place Mallesherbes à Paris

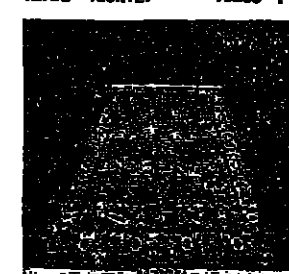
Provenance	Réf.	Dim.	Prix
INGULASSE	4856	208x140	4315
DJOZAGHAN	16786	204x129	4029
SHIRAZ	16854	233x150	2702
KASHGAI	16889	205x134	3529
AFGHAN	16843	217x121	2945
SAROUK	12749	205x128	5834
GOLTUG	12415	185x122	4138
BELOUCH	12376	190x108	2918
ANATOLIE	10712	214x103	4800
PAKISTAN	12494	181x127	2482
KARADJA	14259	188x98	915
GASEGHAI	12473	180x72	2122
HAMADAN	9889	208x100	4212
BELOUCH	12529	226x57	2918
PAKISTAN	12361	248x78	2057
BAKTHAR	12354	160x300	4888
KARADJA	12787	384x154	8753
HAMADAN	7220	382x82	5400
SUNDRI TRIPS	287	454x112	5580
NACHTAROUH	4777	372x84	9860
SHIRAZ	16853	261x169	3860
MECHKINE	15888	271x170	9884
HAMADAN	12899	272x160	5304
KASHGAI	16845	254x162	4348
TASPINAR	12425	258x158	7428
LORI	13681	258x171	4056
YELEMEH	13777	248x154	7582
ARDEBIL	12782	277x164	12043
GHOUH	15872	275x157	12480
AFGHAN	16363	184x243	3463
GHOUH « soie »	16138	97x59	8424
GHOUH « soie »	10910	128x80	18195
GHOUH « soie »	6265	150x106	21000
GHOUH « soie »	16337	198x143	39688
ISPAHAN	15801	105x68	7488
ISPAHAN	15891	148x111	14352
ISPAHAN	15899	238x157	38376
TABRIZ	12228	354x254	58450
ROUMANIE	16427	241x169	4070
ROUMANIE	15641	290x180	5510
ROUMANIE	16376	205x131	2690
ROUMANIE	15554	194x122	2370
ROUMANIE	14327	323x228	7360
BULGARIE	14546	152x101	2310
BULGARIE	14425	142x208	4320
BULGARIE	14487	284x181	7710
BULGARIE	14392	222x323	10755
TIEN-TSIN	1545	306x200	9253
PEKIN SUPER	5823	285x200	9120
TIEN-TSIN	1879	242x170	6220
PEKIN SUPER	7158	200x130	4368
PEKIN SUPER	6688	187x90	2622
TIEN-TSIN	16510	240x343	14748



KUBA SHIRVAN  
14780 222x130 6854 F



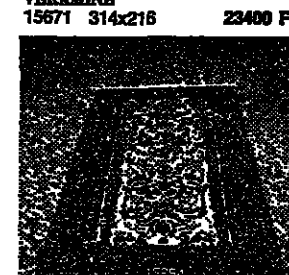
KESHAN  
12792 180x127 13260 F



GHOUH  
15887 210x138 14040 F



VERAMINE  
15671 314x218 23400 F



ISPAHAN  
15654 220x147 25584 F

INFORMATIONS  
2 Achetements du Groupe  
DERMAGNE  
TAPIS ET MOQUETTES  
DE FRANCE  
étaient signalés.  
à Teheran le 19 novembre,  
à Chiraz le 21 novembre  
et Isfahan le 23.

Nocturnes Exceptionnelles 21 h  
Lundi 20 - Mardi 21 - Mercredi 22  
Place Mallesherbes

PARAMOUNT ELYSEES (V.I.) - PARAMOUNT ODEON (V.I.) - GEORGES V (V.I.) - PARAMOUNT OPERA - MARBOLLE  
MAX LINDER - PARAMOUNT MONTMARTRE - PARAMOUNT GAITÉ - BOULEVARD - PARAMOUNT BOULEVARD  
PARAMOUNT GALVÉE - PARAMOUNT DELAUNAY - PARAMOUNT MONTMARTRE - PARAMOUNT BASTILLE  
PARAMOUNT MARLIT - LE PASSY - CONVENTION ST-CHARLES - VILLAGE/CLUB - CYRANO/BOULEVARD  
PARAMOUNT/La Verrière - ARTEL/Amélie - CARRIERS/Paris - ELYSEES 2/La Cite-St-Cloud - PARAMOUNT/Orly  
FRANCAIS/Ségolène - ARTEL/Régis - MELES/Montmartre - PUBLICS DEFENSE/ALPHA/Argenteuil  
ARTEL/Village - STODOL/Club - ARTEL/Club - KAMAROS/Genève - DES/Orly - BOUT/Genève-St-Jean  
au GEORGES V première séance à 11 h 55



...c'est aussi une extraordinaire histoire d'amour !

# King Kong

un film de JOHN GUILLERMIN - KING KONG -  
avec JEFF BRIDGES - CHARLES GRODIN et pour la première fois JESSICA LANGE

Un film de JOHN GUILLERMIN - KING KONG -  
avec JEFF BRIDGES - CHARLES GRODIN et pour la première fois JESSICA LANGE

## ARTS ET SPECTACLES

### Musique

#### « La Walkyrie » à l'Opéra

(Suite de la première page.)

Donc, changement complet de perspective : l'opposition « bonne société — monde du travail » et le dépeuplement de toute illusion scénique de l'Or du Rhin n'ont plus cours ; Wotan a troqué son smoking contre l'élegant casque cornu des antiques divinités germaniques (attendant le retour à la tradition), mais Hunding a une attitude de chef viking du Moyen Age et Siegmund une cote de maille où restent fichées quatre flèches qui n'ont pas l'air de faire souffrir ce collègue de saint Sébastien. Le mur de la hutte (au premier acte) est tapissé de centaines de vestons (les victimes de Hunding ?) pendus par des chaînes ; encastré dans ces vestons, un cheval montre sa queue et son postérieur. Pour le repas, chacun s'assied sur des chaises rustiques très design et Hunding jette sur la table un gros quartier de viande crue où il plante son couteau ; des cornes d'animaux, bien maintenues par des armatures de métal, versent les boissons dans des verres ouvragés en forme de calice. A droite, dans une souche d'arbre est enfoncée Nothung, dont la garde très dégragée est visible de tous les spectateurs, sur de Siegmund apparemment.

Ce premier acte est cependant le plus beau, grâce à d'admirables interprètes qui affectent un peu l'incongruité du décor : on est certes loin de l'intensité érotique que Chéreau, à Bayreuth, donnait à cette rencontre, à cette « reconnaissance » des jumeaux amoureux, mais Peter Hofmann (Siegmund), superbe chevalier blond dans la lumière de la lune, à la voix d'or et de bronze toute parcourue d'émotion, et Helga Dernesch (Sieglinde), dont l'étoffe vocale inéprouvée (même à deux reprises dans l'acte) est gorgée de souffrance et de joie (même quand elle chante comme en récital sous un flot de lumière violente), établissent un haut climat lyrique et dramatique que l'entrée de Kurt Moll, avec cette voix massive et absolue d'un Hunding perspicace et aveugle à la fois comme Goisard, tend à l'extrême. Le défilé rocheux du deuxième acte est figuré par trois pyramides rondes faites de sacs de sable où s'agrippent des troupes de carle et de chamois ; les sacs de sable tapissent également tous les murs, ainsi que le plancher où de grosses cloches métalliques avec des tubes d'acétylène, reliques sans doute de jeux de scène avortés, resteront inemployées.

Brunehilde qui, comme son père, reprit le casque cornu, est habillée d'une cape bleue sur une sorte de pyjama rouge briqué et cède la place à Fricka, dont la belle robe à paniers de « béliers-jupon » s'harmonise avec la coiffure également en cornes de bélier. On fait effort pour s'intéresser aux débats de deux accoutrés de vêtements aussi ridicules et obligés à des gestes compassés ou affligés pour une tragédie telle que Christa Ludwig, dont la voix, d'autre part, accuse à nouveau une certaine fatigue.

Theo Adam reste un Wotan exceptionnel dans ce registre intime, méditatif et las, qui rehausse les surcraux de fierté et de colère du maître bleuté, même s'il doit s'asseoir sur une chaise pour dire son accablement. Et Gwyneth Jones (symplicite Ursula Schröder-Felner), malgré son talent et son expérience, paraît une Brunehilde assez anodine, avec une voix peu sûre qui n'a pas son éclat habituel, dans la sublime annonce de la mort (d'ailleurs totalement dépour-

vue de qualité scénique), où elle a bien du mal à détourner le museau affectueux du cheval qu'elle tient en bride.

Au dernier acte, on a droit à une forêt de vrais sapins recouverts de voiles blancs ; la neige tombe tandis qu'entrent paisiblement les Walkyries aux chapeaux toujours diversifiés. Violon d'ailleurs agréable, mais nullement tempétueux, où l'on retrouve à gauche les pyramides de tas de sable avec leurs hardes de cerfs pour chronos tyroliens. Les guerriers morts arrivent sur de vrais chevaux, qui tout à l'heure repartiront au galop.

Un peu gauches, les Walkyries se regroupent n'importe comment, et leur chant n'est pas toujours très harmonieux dans la panique où les met l'irruption de Wotan, battant d'une aile gigantesque et qui va encore s'asseoir sur une chaise, près d'une sorte de champignon électrique. Ultime dialogue, fort beau, du père et de la fille, puis Brunehilde disparaît inexplicablement dans la coulisse, tandis qu'au fond, dans un renforcement de la scène, brûlent de vraies flammes sur quelques rampes horizontales disposées à cet effet.

Représentation irritante donc, anecdotique et apparemment sans projet bien défini, sauvée par une troupe de chanteurs prestigieux et par Georg Solti, le plus souvent admirable à la tête de l'orchestre de l'Opéra, qui donne la dimension profonde de ce chef-d'œuvre entre les chefs-d'œuvre. Est-ce pour avoir trop attaché d'attention au spectacle qu'on a su cependant l'impression d'une intensité moindre de la part de ces grands interprètes, qui ont besoin, comme le public, d'être portés par un grand metteur en scène ?

JACQUES LONCHAMPT.

\* Prochaines représentations les 21 décembre, 19, 22 et 23 janvier, à 18 heures.

ELYSEES LINCOLN - QUINTETTE  
14 JUILLET PARNASSE  
SAINT-LAZARE PASQUIER  
OLYMPIC ENTREPRENEUR  
DRAGON



LE NOUVEAU FILM  
D'ALAIN TANNER  
**JONAS**  
QUI AURA 25 ANS  
EN L'AN  
2000

GAUMONT DISTRIBUTION

#### LA FIN DE LA TÉTRALOGIE REPORTÉE EN 1978

Le conseil d'administration de la Réunion des théâtres lyriques nationaux est appelé à se réunir à l'Opéra et à approuver le budget de l'Opéra pour 1977. Dès maintenant, les prévisions faisant apparaître une forte hausse des crédits nécessaires, l'administration a décidé de reporter à 1978 la réalisation de « Siegfried » et du « Crépuscule des dieux », les autres productions nouvelles (« Pelléas », « La Fille enchantée » et « Tristram » à la salle Favart) étant maintenues.

Rappelons (« Le Monde » des 26 mai et 23 juillet) que c'est ce conseil que le gouvernement doit se prononcer définitivement sur le contrôle à l'Opéra d'une subvention limitée, mais strictement limitée, pour lui permettre de fonctionner jusqu'à ce que du mandat de son administrateur (lettre du premier ministre du 26 juillet), au vu d'un rapport de la mission Hoch-Klein sur les réformes à apporter au statut et à l'organisation administrative et financière de l'établissement, l'orientation de la politique d'équipement, ainsi que la mise sur pied de la société commerciale chargée d'exploiter les films et les enregistrements réalisés à l'Opéra.

Le conseil d'administration de la R.T.N. doit également entendre Mlle Violette Verdé, directrice du ballet, sur la politique chorégraphique. Quant à l'Opéra-Studio, qui reste à Paris, il bénéficiera, en plus des 2 millions de francs qui lui ont été alloués par le vote du budget, de 6 millions provenant des crédits supplémentaires (20 millions) adoptés par le Parlement au profit de la musique.

#### En 1912, il fallait 15 heures pour faire un Sheaffer. Depuis nous avons réussi à gagner 9 minutes.

C'était en 1912, quelque part aux Etats-Unis. Les stylos Sheaffer étaient assemblés entièrement à la main. La plume sertie à la loupe oculaire. Il fallait deux ans pour mettre au point un nouveau modèle, et on faisait le moule à la main.

En 1976, les stylos Sheaffer sont assemblés entièrement à la main. La plume est sertie à la machine. Il faut deux ans pour mettre au point un nouveau modèle, et on fait le moule à la main.

Alors, voyez-vous, nous ne sommes pas peu fiers d'avoir tout de même réussi à gagner 9 minutes. Gamme complète de 80 modèles, à plume, à bille, à mine ou marqueur. Le Sheaffer monté plume or : à partir de 125 F.

\* Les stylos Sheaffer "point blanc" vendus en France sont garantis dans le monde entier.

Ce point blanc n'appartient qu'à Sheaffer.



**SHEAFFER**  
SHEAFFER FAUCON  
Sheaffer Information. Tél. 824.89.52 - 824.89.53

### En bref

#### Cinéma

##### « Un mari c'est un mari »

Les nombreux lecteurs du livre de Frédérique Hébrard *Un mari, c'est un mari*, vont d'abord voir ce film qui en a (avec moins de malice, peut-être, et de charme poétique la reproduction fidèle, retrouvant Ludovique, qu'un mari, des enfants, des amours, mais terriblement encombrants transformant, l'espace d'un été, dans une belle maison provençale, en un ménage surmené. Marché culinaire, vaisselle : tel est le plus clair de ses occupations. Compréhension qu'à force de savoir les uns et les autres et risque de perdre son identité de femme et de mère, Ludovique la-fourmi s'offre le luxe, pendant trois jours, de dévotion égale et fait une escapade solitaire au Grau-du-Roi. Après quoi, elle retrouve les deux désemparés par son absence.

Interprète par Louis Vellel, Frédérique Hébrard (qui dans la vie est la femme de Louis Vellel), saupoudrée de gage familial empreinte de gentillesse et d'optimisme à toute épreuve, la comédie de Serge Friedman évoque moins les problèmes de la condition féminine que les petites misères d'une maîtresse de maison en vacances. Aux spectatrices qui ont la chance de ressembler à Ludovique, ce conte rose et fleur bleue est plus particulièrement destiné. — J. B.

\* U.G.C.-Odéon, Normandie, Caméo, Liberté-Gare de Lyon, U.G.C.-Gobelins, Miramar

#### Théâtre

##### « L'Ecole des cocottes »

Mi-vaudeville, mi-comédie de mœurs, *L'Ecole des cocottes* d'Armort et Gerbodon, datées années 20 ou 30 et racontant trois actes l'ascension d'une « gruetta » (Amarande), guidée par un noble ruiné (Jean Jacques), professeur de bonnes manières, jusqu'au rang de « courtisane », vedette du Tout-Paris. Elle y perd son bonheur, vise une lame sur les plaisirs simples des cabarets ; on a envie de chanter, avec Marie-Paule Belle : « J'aimerais pleurer comme Soraya... »

En tout cas les personnages, dessinés à gros traits avec un cynisme efficace, permettraient aux comédiens d'éclater dans le burlesque, l'émotion, la fantaisie grignotée et la mise en scène de Jacques Ardouin montrant seulement le début d'une idée. Malgré un métier solide et des ressources personnelles qui ne sont plus à découvrir, Jean Jacques, Amarande, Florence Biot, Jacques Dyan, pataugeant, plantés de face comme s'ils couvraient pour « Au théâtre ce soir », dans des décors très vilains, trop lourds, faits pour les mouvements de caméras. — C. G.

\* Théâtre des Arts - Hébertot, 20 à 21.

**MAISON DES ARTS**  
ET DE LA CULTURE ANDRÉ-MALRAUX  
Place de l'Hôtel-de-Ville - 75000 PARIS  
Jeudi 23 décembre à 20 h. 30  
**6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> Symphonies de BEETHOVEN**  
(la Pastorale et la Danse)  
par l'Orchestre de l'Île-de-France sous la direction de Jean FOURNET  
Prix des places : abonnés : 20 F - Etudiants/Jeunes Travailleurs : 15 F  
Scolaires/3<sup>e</sup> Age : 10 F - Non-abonnés : 20 et 30 F  
Renseignements location : 859-54-55, de 12 à 19 heures.

**VOTRE TABLE CE SOIR**

• Ambiance musicale • Orchestre P.M.R. • Prix moyen du repas : J... h. : ouvert jusqu'à... h.

### DINERS

LE WESTERN STEAK 50, rue Pierre-Charlot, P. Aux Champs-Élysées. COTE DE BœUF géante 22,50 F. Mignon, bœuf ou café, service compris. Dans un cadre agréable.

JEAN-PIERRE 170, 01-41 Soupe du Pêcheur 12 F. Filet de Barbeau à l'Oseille 20 F. Ris de veau 6, place Perle 17. T.L.J. aux Morilles 16 F. Salade aux Lardons 15 F. SA FORMULE à 21 F.

### DINERS - SPECTACLES

L'ORFÈVRE DU BOIS 72-94-62 Marcel BERGER présente : « RIEN, NOUS PERONS LE RESTE... »  
F/dim.-lun. Marqu 135 F, vin compris, service en sus.

هكذا من الأمل



# ARTS ET SPECTACLES

## Cinéma

### King Kong, hier et aujourd'hui

La sortie simultanée, sur deux écrans, de deux versions de *King Kong*, vendredi 17 décembre, du côté de Dino de Laurentiis et de John Guillermin, constitue en soi une performance, si l'on sait que le film effectif n'avait débuté que le 1<sup>er</sup> janvier de cette même année 1976, que les annales ne cessent d'accumuler quand il faut mettre en mouvement la main du monstre, ne serait-ce que la frappe de la main sur la poitrine de la belle mais si réelle Jessica Lange. La presse écrivait fut impitoyable, jetant le crédit sur une aventure assez risquée : Dino de Laurentiis, le producteur italien de la *Strada*, de *Arrabal*, de la *Bible*, et Guillermin, le réalisateur heureux du film-catastrophe *La Tour Infernale*, partageaient avec un énorme idole, l'un héritier de l'histoire du cinéma, l'autre créateur de toutes ces par un producteur visionnaire.

*King Kong* 1976 est la copie assez fidèle du *King Kong* de 1933 de Merian C. Cooper et d'Edwin S. Schoedsack. Tous ceux qui ont travaillé au "remake", et il y a ajouté l'excellent scénariste *Trois Jours du Condor*, Lorenzo Lott, l'équipe de décorateurs de Laurentiis (il vient d'Italie, dit Chari (le Carrosse d'or, de Renoir), Carlo Rambaldi (qui soie les expressions "humaines" monstre), tous ces hommes inlassables le premier *King Kong* cœur, l'admirable, avaient parfaitement conscience qu'ils jetaient par. Ce parti, Dino de Laurentiis ait voulu pour, à son tour, battre les records de sites de tous les temps, et en muer lieu ceux des Dents de la

Le premier *King Kong* est né d'une on de Merian C. Cooper (1), le d'un gorille au sommet de npre State building attaqué par avions. Documentaristes d'un re un peu particulier, aventuriers s qu'esthètes — nous sommes de Robert Flaherty, qui s'impose la même époque, — Cooper et Schoedsack se sont connus au de la première guerre mondiale dans l'Europe, en ruelle La Fayette. Ils ont uni ra force, visité l'Afrique, l'Asie, ont un jour le cinéma : Schoedsack était le cameraman, le cinéaste, oper l'organisateur. Ils tournent so un énorme succès commercial (1935), en Iran, puis *Chang* (37), au Siam. Le producteur Jesse ky, le même qui passe commande Robert Flaherty de *Moon*, leur gère de mettre l'accent à l'aveur "élément dramatique". Jolie fille ferait bien l'affaire, s une "vraie" histoire.

#### Un conte de fées confortable

Merian C. Cooper pense tourner *Kong* avec des animaux bien le qu'il magnifiera par des trues. Finalement, tout se passe en dio à Hollywood, une équipe est nie autour de Willis O'Brien, nd spécialiste des effets spéciaux, qui constituera l'originalité unique film, c'est que, à l'opposé du teire de Nino de Laurentiis et n Guillermin, celui de Cooper et Schoedsack sera filmé selon les proès du cinéma d'animation, image image. Les décors de forêt et de gle seront délibérément repris illustrations de Gustave Doré. A ontrisme soigneusement recré conjuguera une violence agressive on ne retrouvera plus dans le *King* 1976. Pour Cooper : "Il ne monera fers criser les femmes, et, plus sera brutal plus elles aieront.

histoire, dans les deux versions, secondaire, et pourtant existe : des par un chef d'expédition avide gros sous assisté d'un jeune miler romantique, une équipe s'est barquée pour les mers lointaines elle découvre, sur une île ignorée, s navigateurs, un énorme gorille.

contemporain des dinosaures, auquel les indigènes offrent régulièrement en sacrifice des jeunes femmes. La femme blonde qui accompagne l'équipage est capturée, livrée à *King Kong*, puis sauvée de ses pattes velues. Pour "faire de l'argent", *Kong* est transporté à New-York, se libère de ses attaches, erre dans la métropole en quête de la belle qui a conquis son cœur : la bête, réintégrée au sommet de l'Empire State building en 1933, à celui du World Trade Center en 1976, est abattue, hier par des biplans, aujourd'hui par des hélicoptères, armés de mitrailleuses.

La magie, le fantastique, l'érotisme savamment distillé de la première version — la scène inoubliable où le monstre de son index taquin "effeuille" la blonde Fay Wray, — ont disparu, *King Kong* est devenu, en 1976, un film presque "réaliste", sage, sentimental, bien élevé, avec les clips d'œil et le quant à soi qui conviennent. La blonde virgine, stariette de la Paramount en chômage, a cédé la place à une cover girl sans complexes échappée de *Playboy*, Jessica Lange, qui explique, sans rougir à ses sauveteurs comment elle a été recueillie au milieu de l'océan, comment elle doit la vie "à un film de tesses", très explicitement mentionné, *Deep Throat* (George profonde). *Dwan*, c'est son nom dans le nouveau film, parle à *Kong* comme à un copain, un copain un peu encombrant mais tellement sensible. *King Kong*, John Guillermin le dit expressément (2), n'est plus qu' "un conte de fées dont le côté féérique n'a précisément pas encore été émoussé". Un conte de fées rassurant, confortable, qui fera le bonheur de tous, grands et petits.

Dans son livre intitulé *Horror Movies* (3), le critique cubain Carlos Clarens a excellemment défini le premier *King Kong* comme "le meilleur apologue du sens hollywoodien de l'efficacité technique, le parfait mélange de talents innombrables, et l'enthousiasme même du film d'auteur". La définition servirait sans la moindre retouche pour le nouveau *King Kong*. Une comme énorme de talents, d'énergies, est entrée dans la confection de cette superproduction de prestige qui devrait passer, ner, tout le monde, grande et petite, profanes et "cinéphiles". Mais quelque chose ne passe plus, même si la fascination de *King Kong* peut paraître aujourd'hui émoussée, et la technologie de *King Kong* nous enveloppe comme les gaz lacrymogènes qui mettent à genoux le pauvre *Kong*.

Nino de Laurentiis et John Guillermin ont marqué une occasion unique de donner une dimension nouvelle au grand cinéma commercial qui draine les foules. Ils ont rivalisé avec Claude Lelouch et la "pub" (publicité), ils ont fabriqué un énorme machin-chouette qui nous invite au rêve conditionné, nous replonge dans le cauchemar climatique. A la violence du *King Kong* de l'Amérique de Roosevelt, au lendemain de la dépression, succède le *King Kong* de Jimmy Carter, de l'évasion gentille comme panache suprême. La poésie n'est plus au rendez-vous.

LOUIS MARCORELLES.

(1) Comment nous avons fait *King Kong*, d'Orville Gildner et George R. Turner. Éditions de la Courtille, 27. — *King Kong Story*, de René Château. Éditions René Château, 39,50 F.  
(2) La Création de *King Kong*, de Bruce Babrenburg. Éditions Marc Minoustchine, 39 F.  
(3) *Horror Movies*, Londres, 1971, 1 livre et 25 shillings.

\* *King Kong*, 1933, en version originale et intégrale exclusivement à La Pagode.  
\* *King Kong*, 1976, en version originale au Paramount-Styves et au Paramount-Odeon ; en version doublée dans quatorze autres salles parisiennes, dix-huit salles de la périphérie et à travers la France.

■ Un hommage à Meline Mercouri et à Jules Dassin est organisé par la Cinémathèque française, au palais de Chaillot. Le film de Jules Dassin, *La Répétition*, sera projeté ce mardi 29 décembre, à 21 heures, en présence de l'auteur.

## ODEON

THEATRE NATIONAL

La COMÉDIE FRANÇAISE présente

**LE ROI SE MEURT**  
d'Eugène IONESCO

dans la mise en scène de Jorge LAVELLI  
tous les soirs à 20 h. 30 sauf dimanche et lundi  
matinée dimanche à 16 h.  
Renseignements et location : 325-70-32

7 F, 12 F, 19 F, 26 F, 34 F

CENTRE CULTUREL DU MARAIS  
28 rue des Francs-Bourgeois - 3<sup>e</sup>  
21 décembre - 8 janvier 21 h  
**solaris**  
USA  
groupe de recherche danse-théâtre  
tél. 278.66.65

## MERCREDI

PUBLICIS MATIGNON v MARVAUX v CAPRI Gds. Boulevards v  
PARAMOUNT MONTFARNASSE v MOULIN ROUGE v  
PARAMOUNT GALAXIE v PARAMOUNT MAILLOT v  
STUDIO JEAN COCTEAU v CONVENTION ST. CHARLES v  
ELYSEES N. Colla St. Cloud PARAMOUNT La Varenne  
PARAMOUNT Orly PUBLICIS Orly PUBLICIS Défense  
BUXY Val d'Yerres

HELMUT BERGER LINDA BLAIR KIRK DOUGLAS RICHARD DREYFUSS HELEN HAYES  
ANTHONY HOPKINS BURT LANCASTER CHRISTIAN MARQUAND ELIZABETH TAYLOR

**Victoire à ENTEBBE**

ils ont réussi l'impossible

Produit par ARTHUR SCHERER - Rédigé par MARION CHAMBERLAIN - Scénario par ROBERT ROY - Monté par FRANK CHAMBERLAIN

## MERCREDI

ÉLYSÉES CINÉMA VO / HELDER VF / REX VF  
ROTONDE VF / CONVENTION ST-CHARLES VF / MISTRAL VF  
U.G.C. Gobelins VF / CLUNY ÉCOLES VO  
et dans la périphérie

Bienvenue en l'an 2274 !  
vous entrez dans...

**L'ÂGE DE CRISTAL** (LOGAN'S RUN)

METRO-GOLDWYN-MAYER présente un film de SAUL DAVID "L'ÂGE DE CRISTAL" avec JENNIFER AGUTTER, RICHARD JORDAN, ROSCOE LEE BROWN, PARRAH FANGETT-MAJORS, PETER USTINOV, DAVID ZELAG GOODMAN, JERRY GOLDSMITH, SAUL DAVID, MICHAEL ANDERSON

PARLY 2 - ARGENTEUIL ALPHA - ROSNY ARTEL - CRÉTEIL ARTEL  
PANTIN CARREFOUR - RUEIL ARIEL

MARIGNAN - MADELINE - FAUVETTE - MONTFARNASSE PATHÉ - CAMBRONNE - CLICHY PATHÉ - PARINORD Aulnay - BUXY Belle-Épine - TRICYCLE Asnières - LE PERRY Saint-Geneviève-des-Bois

RENE GOSNINNY ALBERT UDESCO ET GEORGES DARGAUD PRÉSENTENT

UN GRAND DESSIN ANIMÉ FRANÇAIS

LES 12 TRAVAUX D'ASTERIX

UNE VRAIE POTION DE CINÉ-MAGIQUE !!!

UN ÉVÉNEMENT

VIENT DE PARAÎTRE

diffusion : m' Édition 1 qu. Cont Paris 6<sup>e</sup> EN VENTE PARTOUT

UGC BIARRITZ - CONCORDE PATHÉ - GAUMONT THÉÂTRE - MISTRAL - UGC OPÉRA - SAINT-GERMAIN VILLAGE - GAMBETTA - MONTFARNASSE 83  
CAMBRONNE - MAYFAIR - CLICHY PATHÉ - CYRANO Versailles - PARINORD Aulnay - PATHÉ Belle-Épine - AVIATIC Le Bourget - PATHÉ Champigny  
ALPHA Argenteuil - MARLY Enghien Interdit aux moins de treize ans

10 ans après "le vieil homme et l'enfant",  
Claude Berri nous propose

**la première fois**

même humour, même drôlerie, même réussite !  
PIERRE BILLARD / JOURNAL DU DIMANCHE







هكذا من الأمل

FRÈRES D'EMPLOI	la ligne	la ligne T.E.
lacards encadrés 2 col. et +	40,00	46,70
bandes d'emploi	42,00	49,04
bandes d'emploi	9,00	10,33
bandes d'emploi	70,00	81,73

# ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	la ligne	la ligne T.E.
"Placards encadrés"	28,00	32,69
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

## emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

**COMPTABLES**  
**Schlumberger**  
Établissement de SAINT-ETIENNE  
recherche pour son DÉPARTEMENT  
DUCTION, service DÉPARTEMENT, RECLASSEMENT :  
**TECHNICIENS ÉLECTRONIQUES**  
Formation R.T.S., D.U.T., A.P.F.A.  
niveau ou avant quelques années d'expérience  
dans l'industrie électronique  
Formation complémentaire assurée  
candidats désireux d'entrer dans un service  
technique ou motivés par une fonction technique  
dans un environnement industriel de pointe sont  
d'un vif intérêt. Vite accompagnés d'une  
équipe et de leurs prestations salariales  
COMPTABLES SCHLUMBERGER  
Direction du Personnel  
20, rue de la République, 42000 SAINT-ETIENNE Cedex.

**SUD OUEST 80 000 F/AN**  
Un fabricant de peinture d'importance nationale  
recherche pour son DÉPARTEMENT  
DUCTION, service DÉPARTEMENT, RECLASSEMENT :  
**RECLASSEMENT TECHNIQUES DE FAÇADES**  
Il cherche un professionnel connaissant parfaitement  
les supports et leur pathologie pour lui  
confier deux missions : l'INFORMATION DES  
PRESCRIPTIONS (Architectes, Syndicats, etc.) - LE  
SUIVI DES CHANTIERS (diagnostic, contrôle  
application, contrôle qualité).  
Ce poste basé à Bordeaux convient à un homme  
dynamique de formation INGENIEUR TP ou assim.  
Envoyer C.V., photo et références à :  
D.C.S. 37, rue Richelieu, 33000 BORDEAUX.

**SOCIÉTÉ DE MONTAGE INDUSTRIEL**  
recherche  
**CHEF DE BUREAU D'ÉTUDES**  
- Ingénieur ou niveau.  
- 35 ans minimum.  
- Apté à diriger et à animer une équipe de  
projeteurs-calculateurs spécialisée en levage  
et grosses manutentions.  
- Compétences techniques indispensables pour  
promotion de méthode.  
- Facilité de relations avec les unités de la  
société et la clientèle.  
- Résidence à GRENOBLE.  
Adr. C.V., prêt, au n° 89.523 à CONTEXTE Publ.  
20, avenue de l'Opéra Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

Nous sommes une Société (1000 personnes - 2 usines  
en France) de sous-traitement automobile, filiale d'un  
Groupe important et recherchons pour une de nos  
usines situées à 150 km Sud de Paris un  
**Chef de fabrication**  
Ingénieur A.M., I.D.N ou équivalent  
Ce poste, directement rattaché au Directeur d'usine,  
demande une expérience technique et administrative  
dans la fabrication de grande série (par et surtout en  
électronique) au niveau d'une fonction de Production  
ou de Méthodes.  
Missions :  
- diriger et animer 2 ateliers, 250 personnes,  
- gérer les moyens en respectant les normes et standards  
de production,  
- contrôler les budgets des diverses sections,  
- participer aux recherches d'amélioration des conditions  
de travail et de leur mise en œuvre.  
Le titulaire, dans le cadre de son action, devra avoir des capacités  
d'adaptation, de réactivité, de sensibilité et de capacités  
d'intégration rapide à une équipe de direction dynamique.  
Perspective de carrière intéressante et saine de  
Groupe, à moyen terme.  
Adresser C.V. et lettre manuscrite en précisant votre  
niveau actuel de rémunération sous réf. 5280-M. Dis-  
crétion assurée.  
**CONSEIL EN RECRUTEMENT**  
CNP 105, av. Victor Hugo - 75116 Paris

## emplois internationaux emplois internationaux

**Société Internationale**  
**Filiale de Kinshasa (Zaire)**  
De création récente, cette filiale est spécialisée  
dans les produits de drainage et de génie civil.  
Un poste reste à créer : celui de  
**MARKETING MANAGER**  
Nous souhaitons le confier à un Ingénieur des Constructions Civiles  
ayant acquis une première expérience dans une entreprise similaire (bureau  
d'ingénierie, secteur public...). Des connaissances en techniques  
de Marketing seraient un atout apprécié.  
Nos méthodes de management facilitent l'accès aux postes de plus  
haut niveau. L'aptitude des candidats à suivre cette évolution sera  
un critère essentiel de notre sélection.  
Parfaite connaissance de l'anglais requise. Salaire en fonction  
des compétences.  
Notre société offre toutes les garanties propres aux expatriés :  
Régimes sociaux, logement de fonction, retours en Europe...  
Adresser C.V. sous référence 49185 à HAWAS CONTACT,  
156 bd Haussmann 75008 Paris.

**POUR RAFFINERIE**  
**AFRIQUE NOIRE**  
Société française  
recherche  
1 CHEF des locaux  
sécurité  
2 ADJOINTS  
Service locaux  
sécurité  
1 CHEF OPERATEUR  
PRINCIPAL  
1 CHEF SERVICE  
TRAVAIL  
1 CHEF SERVICE  
INSPECTION  
5 CHEFS  
OPERATEURS  
FABRICATION  
5 CHEFS  
OPERATEURS  
OFF SITE  
10 OPERATEURS  
OFF SITE  
10 OPERATEURS  
TABLEAU  
Envoyer C.V. à :  
A.M.P. (no 213/D)  
40, rue Olivier-de-Serres  
PARIS (19<sup>e</sup>), qui transmettra

**MILLIPORE CORPORATION**  
recherche pour sa DIVISION EXPORT  
**3 INGÉNIEURS**  
**TECHNICO-COMMERCE**  
- jeunes ;  
- de formation universitaire ou Ecole d'Ingénieur  
en chimie, biochimie, microbiologie ou phar-  
macie ;  
- capables de parler en public ;  
- voyages : 50 % du temps.  
Pour assurer la vente et l'assistance technique aux  
industries de recherche et à l'industrie pharmaceu-  
tique dans les pays suivants :  
U.R.S.S. : langues indispensables Russes et Anglais,  
résidence en France au départ.  
EUROPE DE L'EST : langues indispensables : Alle-  
mand et Anglais, résidence à VIENNE (Au-  
triche) au départ.  
MOYEN-ORIENT : langue indispensable : Anglais,  
résidence en France au départ.  
Une expérience de la vente dans ces pays sera  
un avantage.  
Env. une lettre manuscrite avec C.V. ou appeler  
M. A. MASSOT, MILLIPORE S.A.,  
19, rue Yves-Dumanoir, 92430 VAUCRESSON.  
TEL : 970-83-29.

**SOCIÉTÉ FRANÇAISE**  
**FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL**  
recherche pour l'une de ses unités  
(chiffre d'affaires 90 millions de francs)  
Implantée dans la **RÉGION LYONNAISE** :  
**CONTROLEUR DE GESTION**  
Diplômé DEC, ESSEC ou équival. (DECS apprécié),  
le candidat devra être âgé de 30 ans minimum et  
justifier d'une expérience en milieu industriel.  
Sa mission :  
- superviser les services comptables et l'informa-  
tique,  
- développer la comptabilité analytique,  
- établir et contrôler les budgets,  
- mettre en place les procédures, en coordination  
avec la Direction du Contrôle de Gestion du  
Groupe.

**JEUNES DIPLOMÉS** (DEBUTANTS)  
DEC, ESSEC, ou équivalent.  
**RÉGION PARISIENNE et PROVINCE**  
Après une première affectation au Contrôle de  
Gestion d'une unité, ils se verront confier des  
responsabilités plus importantes, compte tenu  
de leurs capacités et de leur personnalité.  
Envoyer C.V. dét. + références, sous n° 2.693, à  
SPERAN, 12, r. Jean-Jaurès, 92807 Puteaux, q. 1<sup>re</sup>.

**Université van Amsterdam**  
Département de Philosophie de la  
Centrale Interfaculté est vacant le poste de  
**Maître de conférence (m/f)**  
Maître de la chaire  
Philosophie Sociale.  
La tâche du fonctionnaire à nommer consiste à  
donner de l'enseignement aux étudiants de  
la "Centrale Interfaculté" et de la  
Faculté des Sciences Sociales,  
à faire des recherches dans le domaine de la  
philosophie sociale.  
On exige une participation active au  
fonctionnement administratif et organisationnel  
de la Faculté.  
Faculté convoque des candidats qui  
sont aux conditions suivantes :  
candidat doit avoir une connaissance  
fondée de la philosophie sociale ;  
les théories de la société, c'est-à-dire les  
théories philosophiques et scientifiques,  
notamment comme elles ont été développées  
dans la tradition occidentale ;  
la philosophie des sciences sociales, c'est-à-  
dire la réflexion philosophique sur les  
problèmes qui concernent les rapports des  
sciences sociales avec leurs objets, des  
problèmes,  
a) qui s'expriment dans les notions de base,  
les méthodes et les techniques, les  
discussions de fondement,  
b) qui regardent la relation entre les sciences  
sociales empiriques et la philosophie  
(sociale),  
c) qui naissent du contexte social dans  
lequel les sciences sociales et la philoso-  
phie sociale ont été développées et  
fonctionnent.  
On exige une connaissance profonde  
de la science sociale empirique.  
Le candidat étranger doit être capable, dans un  
délai limité, de s'exprimer en hollandais  
écrit et parlé.  
On peut obtenir des renseignements auprès du  
Secrétaire de la "Centrale Interfaculté",  
52-5357 (Amsterdam, Pays Bas).  
On peut adresser sa lettre de candidature  
à un mois avant le 15 janvier 1977,  
au Secrétaire, Mr. J. K. Galama, Centrale  
Interfaculté, Roetersstraat 23, Amsterdam,  
Pays Bas, sous no. 1019

**IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL**  
recherche pour sa filiale espagnole  
(C.A. 50 millions de Francs Français)  
**un directeur**  
**"finances et gestion"**  
Rattaché au Directeur Général de la filiale,  
il aura pour mission :  
- de mettre en place, en liaison avec le groupe,  
l'organisation administrative et financière, et  
le système de contrôle de gestion.  
- de diriger la comptabilité, le contrôle de  
gestion, les services financiers, de personnel,  
informatique et logistique.  
Adresser candidature, C.V. détaillé, photo  
(ret.) et rémunération souhaitée à No 90545  
CONTEXTE Publicité - 20, Avenue de l'Opéra  
75040 PARIS CEDEX 01 - qui transmettra.

**SOCIÉTÉ EXPERTISE COMPTABLE**  
recherche pour sa filiale  
**ABIDJAN (Côte-d'Ivoire)**  
- EXPERT COMPTABLE DIPLOMÉ  
OU  
MEMORIALISTE CERTIFICAT SUPÉRIEUR  
- FINALISTES EXPERTS COMPTABLES  
- D.E.C.S. ayant acquis l'expérience AUDIT  
AVANTAGES REPERÇUS  
Téléphoner pour R.V. au 225-51-44.

**DIRECTEUR COMMERCIAL**  
ABIDJAN  
De création récente, la société est spécialisée dans la  
vente de corps gras et de cosmétique qu'elle fabrique  
ou qu'elle importe. Son secteur d'activité couvre le  
Côte d'Ivoire et les états voisins. Elle recherche un  
jeune directeur commercial (DEC, ESSEC, ESC...)  
pour définir et appliquer une politique commerciale  
dynamique, créer et animer le réseau de vente, assurer  
le fonctionnement interne du service commercial. Ex-  
périence antérieure souhaitée au sein d'une entreprise  
commerciale opérant outre-mer.  
28 rue Marbeuf 75008 Paris vous  
adressera note d'information et  
dossier de candidature. Réf. 50404M.

**LE SIÈGE SOCIAL DE A.W. FABER CASTELL**  
**D. HENRI STEIN REI NUREMBERG R.F.A.**  
8004 Société multinationale connue  
grâce à ses articles pour écrire et dessiner  
mesurer et calculer  
recherche  
**UNE JEUNE FRANÇAISE**  
**EXPÉRIMENTÉE EN**  
**STÉNOGRAPHIE FRANÇAISE**  
ayant une certaine pratique dans l'établissement  
des documents d'expédition pour l'export et dési-  
reuse de perfectionner ses connaissances de la  
langue allemande pour :  
- Correspondance française (très peu au dicta-  
phone) en allemand.  
- Contrôle de commandes.  
- Surveillance planning.  
- Exécution de commandes.  
- Établissement documents d'expédition.  
- Préparation et correction de traductions  
allemand-français.  
Les demandes d'emploi avec C.V., photo, copies  
de certificats et diplômes, indication de la date  
de disponibilité, du salaire désiré, sont à adresser à :  
**A.W. FABER CASTELL**  
**PERSONALSTELLUNG D. 8004 STEIN REI**  
**NUREMBERG**

**Société de Commerce International**  
Filiale d'une grande banque française  
recherche pour  
**LA CRÉATION et LA DIRECTION**  
d'un  
**BUREAU DE REPRÉSENTATION**  
à **MOSCOU**  
**UN CADRE DE HAUT NIVEAU**  
ayant déjà une bonne connaissance du marché  
soviétique acquise à l'occasion de négociations avec  
les centrales de commerce extérieur.  
Préférence sera donnée à un candidat ayant  
déjà un poste de responsabilité dans une société  
commerciale, industrielle ou d'ingénierie, en  
relations d'affaires avec l'Union Soviétique.  
Langue russe indispensable - Anglais apprécié.  
Fixe élevé + indemnités + participation directe  
au résultat.  
Adresser C.V. manuscrit + photo, sous n° 532.783  
RECHERCHES, 85 bis, rue Beaumur, Paris-2<sup>e</sup>,  
qui transmettra.

Organisme para-public  
à vocation internationale  
recherche  
pour séjour  
en Afrique notre francophone  
un **INGÉNIEUR**  
ayant acquis une expérience  
de plusieurs années en  
**EQUIPEMENTS**  
**DE REGULATION**  
**DE CIRCULATION**  
**URBAINE**  
Veuillez nous adresser un premier  
contact en écrivant  
sous référence 751/101,  
L.T.P. 31, bd. Bonne-Nouvelle,  
75002 PARIS.  
Organisme para-public  
à vocation internationale  
recherche  
**INGÉNIEUR**  
**MÉCANICIEN**  
ayant acquis si possible en Afri-  
que une expérience de quelques  
années en matière de chas-  
siers T.P. et motivé par l'aspect  
technique.  
Les ingénieurs intéressés par  
un séjour de longue durée en  
Afrique notre francophone peu-  
vent adresser leur candidature  
sous référence n° 747.161 à :  
L.T.P. 31, bd. Bonne-Nouvelle,  
75002 PARIS.

**BIDERMANN S.A.**  
recherche pour sa filiale, BALSAN (300 personnes)  
- revêtements de sols et vêtements administratifs,  
**un DIRECTEUR FINANCIER**  
niveau DEC ou équivalent, ayant au moins 5 ans  
d'expérience dans un poste similaire.  
Il sera chargé de :  
- la réalisation et l'animation du service Compta-  
bilité ;  
- la mise en place d'une comptabilité analytique ;  
- la préparation du passage sur ordinateur avec  
l'aide du service informatique de la maison  
mère ;  
- la présentation du bilan et toutes formalités  
fiscales.  
Poste évolutif dans le cadre du groupe.  
Lieu de travail : Châteaufort. Logement dans  
cadre agréable.  
Adr. C.V. manuscrit, photo récente et prétentions à :  
**BIDERMANN S.A.**  
114, rue de Turenne  
75003 PARIS

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ DU SUD-EST**  
(moyenne Vallée du Rhône)  
recherche :  
**CHEF DU SERVICE**  
**DU PERSONNEL**  
- Agé de 30 ans minimum.  
- L.C. en DROIT ou en SCIENCES ÉCONOMIQUES.  
- Possédant une expérience confirmée de la  
fonction « Personnel » acquise dans une entre-  
prise industrielle, et une bonne connaissance  
des techniq. actuelles de gestion du personnel.  
Rattaché au Directeur du Personnel, IL AURA LA  
RESPONSABILITÉ DU SERVICE DU PERSONNEL,  
(recrutement, administration, gestion, formation  
du personnel et affaires sociales) ; il participera,  
en outre, à la préparation des réunions avec toutes  
les instances de représentation du personnel.  
Stabilité d'emploi. Avantages sociaux.  
Écrire première lettre mentionnant : âge, diplômes  
et formation, fonctions occupées, expériences et  
prétentions à n° 90.038, CONTEXTE Publicité,  
20, av. Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Nous prions les lecteurs répondant aux  
« ANNONCES DOMICILIAIRES » de vouloir  
bien indiquer l'abonnement sur l'enveloppe le  
numéro de l'annonce les intéressant et de  
vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de  
« Monde Publicité » ou d'une agence.

	La ligne	La ligne 10
"OFFRES D'EMPLOI"	40,00	46,70
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	49,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

# ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne 10
L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Placards encadrés"	34,00	39,70
Recherche insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## Trésorerie

Nous sommes une importante Société de construction mécanique - C.A. 3 milliards - 15 000 personnes - Plusieurs établissements en province.

Le responsable de notre service trésorerie recherche un assistant pour le seconder dans l'ensemble des actions de gestion de trésorerie de la société : gestion quotidienne, mise en place et gestion de crédit, contrôle des conditions bancaires, tableau de bord, constitution de dossiers à déposer auprès d'organismes d'Etat, couverture de change, relations avec les banques, analyse financière, organisation du Service.

Votre formation (type grande école de commerce ou équivalent) et une première expérience dans un service financier ou trésorerie en entreprise ou dans une banque vous permettent d'être rapidement opérationnel, et vous désirez maintenant élargir vos responsabilités : ce poste évoluera vers une fonction d'adjoint.

Envoyer curriculum vitae sous réf. DOREL (à mentionner sur l'enveloppe) à :

Publicis Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Varner, 75008 PARIS

## Editions BORDAS recherche pour son DÉPARTEMENT REVUES

### ADJOINT AU CHEF DE SERVICE ABONNEMENTS

Porte technico-commercial nécessitant la connaissance de l'anglais.

Il devra entre autres :

- assurer la liaison avec la promotion et l'information ;
- contrôler l'application de la politique commerciale ;
- contrôler la tenue des comptes clients ;
- déterminer la chiffre de tirage de chacune des revues.

Lieu de travail : MONTREUIL (Métro Saint-Mandé-Tournelles).

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo au Service du Personnel, 37, rue Boulard, 75014 PARIS.

## CHEF DE SERVICE JURIDIQUE

Nous sommes une Société de Distribution de Combustibles qui exerce certaines activités de diversification et dont le chiffre d'affaires dépasse le milliard de francs.

Nous créons au sein de notre Direction Administrative et financière un poste de CHEF de SERVICE JURIDIQUE chargé de mettre en place et d'animer la fonction juridique de l'entreprise.

Le candidat aura en outre à gérer le Service Assurances.

Nous souhaitons confier ce poste à un licencié en Droit ayant déjà une expérience de 5 ans minimum dans une fonction similaire ou équivalente.

Ecrire avec curriculum vitae + photo à : Havas Contact, 156, boulevard Haussmann, 75008 Paris. Sous réf. 32667 qui transmettra.

## IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL PARIS BANLIEUE OUEST 20.000 personnes, recherche

### JEUNE CADRE FINANCIER AUDIT

de formation comptable supérieure (R.E.C. - S.S.E.C. - S.S.C.F.) ayant une bonne expérience (4 à 5 ans minimum) de l'analyse financière et du règlement des problèmes fiscaux.

Il sera chargé du CONTRÔLE FINANCIER de Sociétés filiales du GROUPE.

La rémunération sera fonction de l'âge et de l'expérience acquise.

Développement de carrière ultérieure pour candidats de valeur.

Adresser curriculum vitae détaillé avec photo et professions sous le n° 89.250 à CONVERSE Publicis, 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 02, qui transmettra.

## CHEF D'ÉTABLISSEMENT

POUR USINE CHIMIQUE (80 personnes)  
GRANDE BANLIEUE OUEST DE PARIS (MANTES)

- Vous avez au minimum 35 ans ;  
- une expérience confirmée de l'industrie dans un poste de direction ;  
- une personnalité qui s'exprime par la rigueur, la précision, le souci du détail et le sens de la coordination ;  
- vous possédez la parfaite connaissance de l'anglais et vous avez pratiqué la gestion administrative anglo-saxonne.

LA FONCTION :

- Elaborer les budgets prévisionnels et contrôler leur application ;
- prévoir les investissements et suivre les coûts de production ;
- veiller au respect des procédures internes ;
- faire appliquer les dispositions légales et réglementaires dans les différents domaines ;
- promouvoir la politique sociale et représenter l'entreprise auprès des différentes instances publiques et professionnelles.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. et vos prétentions, sous n° 80.043, CONVERSE PUBLICIS, 20, avenue de l'Opéra, Paris-16, qui transmettra.

La plus totale discrétion vous est assurée.

## DISTRIBUTION

Une des Sociétés françaises les plus performantes dans ce secteur (C.A. 1 milliard de francs) qui utilise des procédures fines de gestion faisant largement appel à l'informatique, recherche

### adjoint au contrôleur de gestion

En plus de l'activité classique de la fonction (élaboration et contrôle de budgets et des comptes d'exploitation, audit de la comptabilité générale, coordination de la comptabilité analytique, etc...) il anime ou fait partie de groupes pluridisciplinaires chargés d'étudier de nouveaux systèmes de gestion.

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (option financière) ayant 1 à 2 ans d'expérience de contrôle de gestion.

La Société offre des possibilités importantes d'évolution.

Lieu de Travail : 77 Meaux.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence 440 F.

egor 5, rue Meyerbeer 75009 Paris

## LA FILIALE PÉTROCHIMIQUE D'UN GRAND GROUPE PÉTROLIER INTERNATIONAL

recherche pour son Service INFORMATIQUE  
RÉGION PARISIENNE

### UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN

- ayant une formation Grande Ecole ou Universitaire ;  
- possédant au moins 3 ans d'expérience pratique dans la conception et la réalisation de systèmes ;  
- possédant une bonne connaissance des mini-ordinateurs et des logiciels d'exploitation en temps réel ainsi que du COBOL et du matériel IBM 370 ;  
- une très bonne connaissance de l'anglais est indispensable et sera prépondérante au moment du choix.

Envoyer C.V., prétentions et photo s/réf. 638-14 à SWEKETS B.P. 280, 75244 PARIS Cedex 08, qui tr.

## NOUS SOMMES UNE IMPORTANTE ENTREPRISE FRANÇAISE DE TRANS- FORMATION DES MATIÈRES PLASTIQUES

nous recherchons pour assister les Directeurs de nos usines du Nord (Somme) et de Paris (banlieue Ouest)

### 2 jeunes cadres FONCTION PERSONNEL

Ils devront participer activement à l'ensemble des aspects de la fonction : recrutement - gestion - formation - législation sociale - relations sociales, plus particulièrement en ce qui concerne le personnel ouvrier et maître.

Une formation supérieure en Sciences Humaines est souhaitable. L'expérience n'est pas nécessaire.

Adresser CV manuscrit et photo, sous réf. 11.582 HAVAS CONTACT 156, Boulevard Haussmann, 75008-PARIS.

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ DISTRIBUTION ALIMENTAIRE RÉGION PARISIENNE

RECHERCHE  
pour poste encadrement

### DIRECTEUR SUPERVISEUR de SUPERMARCHÉS

LE CANDIDAT :

- Justifie d'une expérience solide de directeur de magasins ;
- Possède le sens du commandement et des contacts humains ;
- Est un meneur d'hommes et un animateur commercial.

LE RESPONSABLE :

- Dirige personnellement une grande surface ;
- Supervise en outre un secteur de plusieurs magasins ;
- Bénéficie d'un logement de fonction sur place.

Ecrire avec C.V., photo, salaire sous n° 870988 à 17, rue du Docteur Lebel 94300 VINCENNES qui trans.

## INTERDECO

Recherche :

1) UN (E) ASSISTANT (E) DE PROMOTION pour seconder le Directeur de la Promotion ayant quelques années d'expérience, de préférence dans le domaine de la promotion des magazines. Il devra avoir une bonne connaissance des mécanismes de la distribution moderne, acquise en agence ou chez l'annonceur.

2) UN (E) CHEF DE PUBLICITÉ pour support national.

Le titulaire du poste, diplômé d'études supérieures, devra avoir 2 ou 3 années d'expérience, le goût des contacts humains et de la vente. Il devra avoir une connaissance des problèmes de commercialisation des produits de grande consommation et être ouvert aux techniques du Media Planning.

Responsable de son portefeuille, il jouira d'une grande autonomie au sein d'une équipe unit.

Envoyer curriculum vitae à INTERDECO 167, rue de Courcelles - 75017 PARIS

## SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE recherche pour PARIS

### ingénieur bâtiment

Formation ETP - TPE - Diplôme CHEPAS souhaité.

Le titulaire du poste sera chargé d'assister les services opérationnels au niveau de la coordination des différents acteurs de l'élaboration d'une opération.

IL EST DEMANDÉ :

- une expérience de quelques années, de préférence dans un bureau de contrôle ou bureau d'études ;
- une bonne aptitude à la négociation.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 8432 à OI/organisation et publicité 2 RUE MARINCO 75001 PARIS/CLTRANSMETTRA

## CHANCE EXCEPTIONNELLE pour

### JEUNE CADRE TRANSIT EXPORT expérimenté

Adjoint au Chef de service Océan Indien âgé de 33 ans.

En vue développement rapide important et implantation trois succursales Outre Mer.

"HESNAULT S.A." recherche pour travailler à PLAISIR 78370, mais voyages fréquents possibles, cadre désirant réussir une très belle carrière. Indispensable d'être désireux de se donner "à fond" à un travail super-intéressant.

Avantages pécuniaires et autres concordant.

Tél. pour rendez-vous 452-48-48 ou ad. CV, photo à HESNAULT S.A. 78370 PLAISIR.

## SOCIÉTÉ DE FABRICATION DE MATÉRIEL TÉLÉPHONIQUE ÉLECTRONIQUE

### INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

ayant de l'expérience dans la mise au point de systèmes à base de micro-processeurs.

De bonnes connaissances en matériel et en logiciel (programmation en langage assembleur) sont requises.

Lieu de travail : Boulogne-sur-Seine. - Adresser C.V. + lettre manuscrite, sous la référence 202 à JEP CONTINENTALE, 179, avenue Victor-Hugo 75116 PARIS, qui transmettra.



Nous sommes l'un des grands de la pile électrique en France. Nous renforçons l'équipe Etudes de notre service informatique en accueillant

## un analyste

Après une formation bac ou IUT, vous avez la maîtrise d'un langage, COBOL en particulier, acquise la dimension d'un analyste organique et souhaitez aujourd'hui accéder à l'analyse fonctionnelle. (L'expérience d'un générateur de programmes est un atout.)

Alors, écrivez à J. THILY s/réf. 3141 LM. Carrières de l'Informatique.



ALEXANDRE TTC S.A.  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENÈVE - COPENHAGUE

## Burroughs

recherche pour son centre de développement de logiciels d'application

### ANALYSTES PROGRAMMEURS

possédant une expérience d'au moins 3 ans en informatique et plus spécialement dans le domaine d'applications commerciales.

Les candidats retenus devront s'intégrer rapidement dans une équipe d'analyse-programmation chargée du développement de logiciels d'applications pour une nouvelle génération de systèmes.

Adresser C.V. détaillé et rémunération souhaitée à l'attention de Wim A. HAANDRIEMAN, 8, rue Pierre-de-Coubertin, 93380 PONTAISE.

## Les Laboratoires UPSA RECHERCHE

### UN CHEF DE PRODUITS

Auquel sera confié une gamme de spécialités d'un grand intérêt thérapeutique.

Il devra concevoir et mettre en œuvre une nouvelle politique correspondant à l'évolution actuelle de l'information médicale.

La connaissance approfondie de l'industrie pharmaceutique est indispensable.

Ecrire à la Direction du Personnel 128, rue Danton - 92504 RUEIL-MALMAISON

## GIXI

filiale du groupe CISI

### INGÉNIEURS COMMERCIAUX

pour assurer des missions sectorielles de commercialisation de systèmes de gestion clés en main, BASES SUE MINI-ORDINATEURS.

FORMATION INGÉNIEUR :

- 5 ANS D'EXPERIENCE TECHNIQUE EN INFORMATIQUE ;
- EXPERIENCE D'AVANT - VENTE AUX ENTREPRISES MOYENNES APPREHENS.

Envoyer C.V. détaillé, photo, prétentions et date de disponibilité Ingénierie Informatique S.A., 20, rue Soufflot, B.P. 226 SIIJO, 94328 BANGALOGNE.

Ingénierie informatique

مكازم التمثيل



هكذا من الأمل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés", 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,33
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	81,73

# ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,69
"Placards encadrés", 3 col. et +	34,00	39,70
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés", 4 col. et +	40,00	46,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

## offres d'emploi

**IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL**  
recherche pour son service information

**CHARGE D'INFORMATION**

Adjoint au responsable du service, il a pour fonction de participer :

- à la conception et à la rédaction de l'information au sein du Groupe (journaux internes, revues externes, dossiers d'information, bilan social, etc.)
- à l'organisation et à l'animation de réunions d'information
- au développement et à la mise au point de procédures et de moyens d'information.

Qualités requises : être disponible et dynamique, avoir un bon contact et le sens du travail en équipe, savoir rédiger, être précis et rigoureux.

Une formation supérieure en communications internes est un atout et une expérience de 2 ou 3 ans dans un poste similaire est exigée.

Envoyer curriculum-vitae détaillé, photo et lettre manuscrite à J.J. LE MIGNOT, 9 bis, rue Labie 75017 PARIS, qui transmet.

## GRADE DE BANQUE

Une banque de dépôt, jeune et dynamique, recherche un **RESPONSABLE ADMINISTRATIF** dépendant du Directeur pour prendre en charge toutes les activités administratives.

Pour remplir cette fonction, il est indispensable d'avoir déjà acquis une solide expérience de la législation et de l'administration dans le milieu bancaire.

Le candidat, âgé au minimum de 35 ans, devra être diplômé de l'enseignement supérieur.

Les personnes intéressées doivent envoyer C.V., lettre manuscrite, photo (récuse), et recommandation sociétaire sous réf. 20-25 M & C.L.S.P. 3 av. Portier, 75008 Paris.

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ MULTINATIONALE RECHERCHE POUR SA DIVISION INFORMATIQUE DE GESTION INGÉNIEUR

**MISSION :**  
Assumer dans un premier temps la fonction d'ANALYSTE, préalable à une évolution vers les responsabilités de CHEF DE PROJETS.

**PROFIL :**  
FORMATION : Grandes Ecoles ; Niveau Universitaire équivalent.  
EXPERIENCE : une première pratique de l'informatique de gestion serait appréciée.

Ecrire avec C.V. et photo sous n° 87911 B 5 : 17, rue du Docteur Lebel, 94300 VINCENNES qui transmettra.

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE ET DE CONSTRUCTION NUCLEAIRE, nous recherchons pour notre service TRAVAUX

**ingénieurs haut niveau responsables de chantier**

Une expérience de plusieurs années des travaux de montage et de mise en service de grandes installations électro-mécaniques est nécessaire.

Les hommes que nous recherchons doivent être issus de grandes Ecoles d'ingénieurs et avoir occupé des postes de commandement et de responsabilité.

Il s'agit de fonctions évolutives devant permettre d'accéder à la direction de chantier.

Ecrire No 89.398 Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra.

## GROUPE FINANCIER EN EXPANSION recherche pour son DEPARTEMENT JURIDIQUE UN FISCALISTE

Disposant d'une expérience d'au moins 8 années acquise soit dans l'Administration des Impôts soit dans une Société fiduciaire.

Env. C.V. photo et présentations sous le n° 8.370 à JOFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui tr.

## SOCIÉTÉ 3.000 PERSONNES - 3 USINES PARIS PORTE D'ORLÈANS

**2 INGÉNIEURS : CHEFS DE PROJET**

1) Formation ingénieur mécanicien + IAE ou ISA.  
2) MIAE + expérience.

Bonne connaissance système informatique de gestion de production et comptabilité prix de revient.

Env. curriculum vitae à SEDAP, Tour Gamma D, 197, rue de Bercy, 75012 PARIS.

## offres d'emploi

**SO SORO**  
(Electronique, Optique, Instrumentation)  
Filiale grand groupe industriel

**CADRE HAUT NIVEAU**  
(C, Centrale, Sup. Elec)  
5 à 10 années d'expérience pour prendre en charge avec le Président la valorisation des activités et des produits de la société. Situation de grand avenir dans une société en développement rapide et pour un candidat dynamique de grandes qualités intellectuelles. Discretion assurée.

Ecr. ou téléphoner au 30, rue Berthollet, AEROCHEL, Tél. : 897-13-31. Poste 13.

## SOCIÉTÉ DE LEASING

Biens d'équipement et immobiliers  
Implantation récente  
Filiale d'un important groupe bancaire recherche pour Paris

**ANALYSTE DE CRÉDIT**

Placé sous l'autorité du Directeur Général, le poste sera confié de préférence à un homme expérimenté, issu soit de la banque, soit du secteur leasing équipement, soit du secteur leasing immobilier.

Excellent allemand indispensable ; anglais souhaité.

Env. cur. vitae et photo au réf. 533.808 M A : REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS (75).

## SPÉCIALISTE IMMOBILIER

Tres bonne culture juridique pour conseiller ses membres : réception, correspondance, gestion de la location.

Les qualités humaines, ainsi que les compétences, sont appréciées.

Ecrire avec C.V. et présentations à M. REYNAUD, 35, av. de Villiers, Paris (17).

## CHEF DE PUBLICITE

1. à des tâches de chef de publicité autonome et créative, recherché par petite agence sérieuse, 25 ans minimum, 5 ans d'expérience, techniques de l'édition exigées.

Ecr. d'urgence au n° 87911 B 5 : 17, rue du Docteur Lebel, 94300 VINCENNES qui transmettra.

## AGENT COMMERCIAL

anglais, allemand pour second Direction Exportation, expéditions françaises et étrangères, 25 ans minimum.

Ecr. av. références et présent. à BERNARD Jean-Charles, 19, rue de la Vierge, 75012 Paris.

## TECHNICIEN

pour la conduite d'un accélérateur de particules et pour les aménagements techniques de la machine. Travail horaire normal, décalé en alternance y compris week-ends, B.T.S. ou D.I.T. exigés (électronique ou mesures physiques) diplôme O.M.

Ecr. avec C.V. M. MARIN, Accélérateur linéaire, 548, 220 - 91405 Orsay Cedex.

## PROFESSEUR CERTIFIÉ PHYSIQUE - CHIMIE

expérimental, 10 h/semaine, TERMINALE 1<sup>re</sup> - 23-34-39

## secrétaires

**SOCIÉTÉ INTERNATIONALE SITUÉE À CRÉTEIL (94)**

recherche pour sa direction commerciale

**SECRÉTAIRE TRILINGUE**  
Allemand - Anglais - Français

- Langue maternelle allemande de préférence ;
- Niveau BTS ou équivalent ;
- Sténodactylo ;
- 2 à 3 ans d'expérience minimum.

Adresser C.V. et présentations sous la réf. n° 2116/D, A.M.P. - 40, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS, qui transmettra.

## représent. offre

**URGENT**  
agence de publicité de région

**CENTRE DE PARIS**  
pour REVUE SPÉCIALE REPRÉSENTANT (TE)

EXPERIMENTÉE connaissance des agences et annonceurs exigées. Ecr. avec C.V. et présent. à M. R. L. 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

## PRODUCEUR DE COURT MÉTRAGE DANS LE SECTEUR DE LA RECHERCHE

**SECRÉTAIRE DACTYLO**  
CONFIRMÉE

13<sup>e</sup> mois, trav. av. responsable, 74, rue de la Vierge, 75012 Paris.

## SECRÉTAIRE-STENOGRAPHE

Francis-Anglais (langue maternelle) et sténographe.

Lieu de travail : RUEIL-MALMAISON

Situation et conditions intéressantes.

Adresser C.V. détaillé, photo et n° 90.597, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, PARIS-1<sup>re</sup>.

## capitaux ou propositions.

**PROVENCE - Compagnie bilatérale**  
à terminer, nécess. : 500.000 F en participation ou association.

Ecrire : EUROUD, rue 108-52, 14, place Bouquière, 94400 APT.

## cours et leçons

**ANGLAIS** Cours particuliers et petits groupes Solutions personnalisées Prof. de lang. nat. 50-15-55.

**MATH.** Ratap, par prof. exp. Px modéré. T. 27-77-71

## enseignement.

**PROFESSEUR CERTIFIÉ PHYSIQUE - CHIMIE**  
expérimental, 10 h/semaine, TERMINALE 1<sup>re</sup> - 23-34-39

## demandes d'emploi

**GESTIONNAIRE ORGANISATEUR**  
41 ans  
8 ans d'expérience Direction Administrative et de Société, contrôle de gestion, informatique Formation Ingénieur. - Sérieuses références

**SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**  
ou **DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE**

Ecr. au n° 553 M, Régie-Press, 85 bis, r. Réaumur-2.

## JURISTE INTERNATIONAL

châtaigne - 30 ans  
DROIT - I.E.P. - I.A.E.  
Etudes juridiques allemandes (DAAD) et anglaises (King's College Londres)

expérience cabinets français et étrangers Spécialisés en droit des sociétés et des affaires Intérêt commerce international et transports Recherche collaboration en cabinet inter ou Société multinationale

Ecrire sous le n° 2.951, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75021 PARIS (9<sup>e</sup>), qui transmet.

## PERSONNALITÉ. TOUT VENDEUR 1<sup>re</sup> FORCE

habitué contacts haut niveau

**POSTE DIRECTION**  
cadre de vente relat. public. + T.E.M.P. COMPLET ou PARTIEL REMUNÉRAT. A DÉBATTRE

Ecr. à 3.531, « le Monde » Pub. 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

## formation profession.

La A.F.P.A. recherche des **PROFESSEURS PROGRAMMEURS** pour compléter une formation et les conduire à une **QUALIFICATION D'ANALYSTE D'APPLICATION EN GESTION** spécialisée par une discipline.

Disciplines : niveau BAC. Age minimum : 25 ans. Exp. profess. au moins 3 ans dont 2 en programmation. Les STAGES SONT GRATUITS REMUNÉRÉS. 1<sup>er</sup> dur. de 9 mois à temps plein et se déroulent à :

- ROUBAIX et CRÉTEIL.

Ecrire d'urgence à : A.F.P.A., Service des Recrutements, 13, avenue de Villiers, 93100 MONTREUIL CEDEX

## autos-vente

**MERCEDES-BENZ**  
TOUR MONTMARTRE  
Vente de voitures neuves et d'occasion.

548.97.69 - 222.91.16

## information emploi

**POUR TROUVER UN EMPLOI**

Le CIDEM (Centre d'information pour l'emploi, association sans but lucratif) vous propose GUIDE COMPLET (220 pages). Extraits de sommaire :

- Les 3 types de C.V. : rédaction, exemples, erreurs à éviter.
- graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré avec plans d'action détaillés.
- Résultats entretiens, interviews.
- Les bourses d'études aux tests.
- Emplois les plus demandés.
- Les droits : lois et accords.
- Pour informations, écr. CIDEM, 6, sq. Montigny, 75-Le Chénay

## CADRE SUPÉRIEUR

38 ans, I.E.G., expérience (chimie et transp.), Engineering : 7 a. B.E. achats, 1<sup>er</sup> ind. chimie, 1<sup>er</sup> ind. chimie. Gestion : org. distrib. et magas., direct. pr. objectif, Ecr. n° 87.978, Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui tr.

## INGÉNIEUR CIVIL

26 ans, chimie, national, franc. dipl. B.Sc. et M.Sc. univ. américaine, spécialisation maîtrise : béton armé et géotechnique, 2 ans expér. études et surv. chantiers, résid. en COTE-D'AZUR. Recherche poste Afric. de l'ouest. Ecrire B.P. 1.225, ABIDJAN.

## JEUNE JOURNALISTE

Ecole supérieure de journalisme de Lille, expér. presse écrite, radio, T.V., ch. emploi Paris, province, étranger.

Ecr. n° 6.420, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75021 Paris-9.

## COMPTABLE BILINGUE

anglais couramment bonnes notions allemand, expérience 10 ans bilan U.S. compt. liquidation comptabilités plurinationales, déclaration T.V.A. palen. Disponible province, étranger.

Ecr. à 3.553, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75021 Paris-9.

VOIR  
NOTRE IMMOBILIER  
PAGE SUIVANTE

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et +	40,00	48,70
(la ligne colonne)		
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	8,00	10,33
	70,00	81,73

# ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,69
Double insertion	38,00	44,37
"Placards encadrés"	40,00	48,70
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,69

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**Premier constructeur européen d'ORDINATEURS**  
Nous recherchons pour notre DIRECTION EUROPEENNE un

## un CADRE ADMINISTRATIF

- Niveau minimum : BAC + 2 ans
- Au sein du Marketing, il sera chargé de gérer et d'analyser des informations en provenance de toutes les filiales d'ICL en Europe. Il en établira la synthèse, en tirera des tendances, en fera la présentation.
- L'anglais lu et parlé couramment est indispensable pour ce poste, ainsi qu'une expérience de l'administration commerciale, si possible dans l'informatique.
- Lieu de travail : Puteaux (Pont de Neuilly)

Adresser lettre avec C.V. et prétentions à :  
P. GUERIN - ICL France  
16, Cours Albert 1er - 75008 Paris

**CISI** COMPAGNIE INTERNATIONALE DE SERVICES EN INFORMATIQUE

- Le premier Centre de calcul d'Europe
- Un réseau téléinformatique couvrant la France, la Belgique et la Grande-Bretagne.
- Un éventail complet de compétences informatiques, tant en scientifique qu'en gestion...

**NOUS POUVONS ÊTRE EXIGEANTS DANS LE CHOIX DES INTERLOCUTEURS DE NOS CLIENTS**

Si, après votre diplôme d'études supérieures, commercial ou scientifique, vous avez acquis, depuis au moins deux ans, l'expérience de la réalisation ou de la vente d'applications informatiques et si vous souhaitez orienter votre carrière vers la prospection et la négociation à un niveau élevé, peut-être êtes-vous un des

## Ingenieurs commerciaux

que nous recherchons.

Sinon, nous vous le dirons aussi.

CISI - Service Recrutement - 35, bd Brune, Paris 14<sup>e</sup>.

**IMPORTANT GROUPE DE SOCIÉTÉS D'ASSURANCES DU SECTEUR PRIVÉ**

recherche

## une Animatrice

apte à la création et au commandement d'une petite unité de distribution de produits financiers et immobiliers, autonome au sein d'une Organisation plus importante, et au service de la politique commerciale du GROUPE.

**PROFIL**

- Expérience pratique de la Vente et du Management.
- Dispositions particulières ou idées pour la Vente et le Management.
- Vocation pour les relations humaines et la pédagogie active.
- Sens aigu de l'action et du pragmatisme.
- Capacité d'intervention personnelle et directe dans l'action et sur le terrain.
- Coefficient de solidarité élevé.

Le poste est totalement opérationnel et ne peut convenir qu'à la jeune femme décidée à conquérir une importante position sociale par l'action (volume et intelligence). Il exclut irrémédiablement des prétentions basées sur une position "arrêtée" ou sur une conception fonctionnelle de son rôle.

**FORMATION - AGE**

Solide formation secondaire, Ecole Supérieure de Commerce, équivalent ou solide formation autodidacte. 23 ans minimum

**OFFRE**

- Stage de formation aux problèmes spécifiques de la Vente et du Management du Département.
- Position hiérarchique adaptée au quotient personnel et très rapidement évolutive.
- Rémunération minimale garantie de départ (1 semestre), 4 000 F/mois.

Envoyer lett. manuscrite à PUBLI-BANS réf. AG 161 13, rue Marivaux, 75002 PARIS, qui transmettra (Merci de bien vouloir préciser la référence)

Dans le cadre de son expansion

**MEMOREX** recherche

## Ingenieurs Commerciaux

Hommes ou femmes

- a) Pour LYON (département Périphériques compatibles)
- b) Pour PARIS (département Supports magnétiques)
- c) Pour PARIS (département Périphériques compatibles)

Les candidats retenus seront diplômés de l'Enseignement Supérieur, dans les domaines technique, scientifique ou de gestion avec une expérience confirmée de vente en clientèle informatique.

**NOUS OFFRONS :**

- un fixe élevé + un intéressement substantiel
- une formation approfondie et permanente aux produits et au marché.

Envoyer C.V. et photo à M. FLEURY  
MEMOREX 11, rue Paul Bert 92240 MALAKOFF.

**emploi régional**

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ METALLURGIQUE**

recherche pour une de ses usines situées CENTRE DE LA FRANCE

## UN JEUNE INGENIEUR MECANICIEN

Après un passage d'environ 2 ans au Bureau d'Etudes où il aura fait progresser la technologie de nos produits, il reviendra mettre à profit cette première expérience pratique du siège de notre société (Paris).

De bonnes connaissances en mécanique des fluides, hydraulique et en anglais sont indispensables.

Adresser C.V. et prétentions No 89.555 CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**

recherche

**POUR SON SIÈGE DE LORRAINE**

## UN JEUNE INGENIEUR

dynamique, aimant la vie en usine, pour participer et animer études techniques, avec possibilités ultérieures responsabilités d'exploitation.

Ecr. avec C.V. daté à 20 8111 et "Le Monde" Publiaté 5, rue des Italiens, 75001 PARIS-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

**P.M.I. OUEST BRETAGNE EN EXPANSION**

recherche

**ATTACHÉ (ÉE) DE DIRECTION**

- EXPERIENCE EXPORT SOUHAITABLE ;
- ANGLAIS COURANT ;
- DISPONIBLE pour fréquents séjours de COURTE DUREE à l'étranger, pour ORGANISATION, GESTION DE FILIALES.

Env. avec C.V., n° T. 96.886 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Beaumart, 75002 PARIS, qui transmettra.

Importante société implantée près de BOURGES recherche

## ANALYSTE PROGRAMMEUR CONFIRMÉ GAP II

Contrat temporaire (minimum 3 mois) pour terminer implantation IBM 3/12.

Env. C.V., prêt, et date dispon. à Service du Personnel, B.P. 32, 18400 St-Florent-sur-Cher. Ville de ROUEN ouvre un concours sur titres à titre provisoire pour accès au poste de

## SCENOGRAPHE

responsable machinerie Théâtre des Arts, Rensselaer, et candidat, direct. person. MAIRIE ROUEN, avant le 31 janvier 1977.

**CHEF COMPTABLE** qualité dynamique, pr. Comptab. gén. et analyt., ouvert aux méthodes mod. apte à respons. adm. et initiatrice, demandé par import. Concessionnaire PEUGEOT de GRENOBLE. Adresser C.V. à S. WEIL, 15, av. des Sports, 61004 BOURG-EN-BRESSE

**44 EXPERTS COMPTABLES** recherche pour le département de la MANCHE

**3 COLLABORATEURS** ayant plusieurs années d'expérience, entreprise ou cabinet. Rémunération selon compétence. Ecr. Ag. HAVAS, CAEN, 1475

**STE D'ENGINEERING PUTEAUX-CLA DEFENSE**

recherche pour son département

## UN INGENIEUR HYDRAULICIEN

(IPG-ENSEN) en substituer Minimum 4 ans d'expérience dans un poste de spécialiste en hydraulique ou service hydraulique d'une administration en France ou à l'étranger pour études de projets d'irrigation, drainage, adduction d'eau, barrages, navigation, traitement des eaux.

Env. C.V. daté, photo et prêt, n° 89.555 CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, q. 1<sup>er</sup>.

**ORGANISME DE FORMATION** recherche pour PARIS et R.P.

## ANIMATEURS D'ANGLAIS

Travail à temps partiel. Ecrire C.V. et photo (indiquant sous réf. 426, aux LITAS, 27, av. Tassigny, 94-Charanton).

**UN ANALYSTE** form. sup. inf. min. débutant. 27000/ANNAUVE recherche pour système d'informatique répartie à Paris

Env. C.V. n° T. 09574 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Beaumart, Paris-2<sup>e</sup>.

Pour Groupe Français haut niveau

**RESPONSABLE**

DOCUMENTATION, TRADUCTION - connaissances techniques soignées - minimum 3 ans : - anglais indispensable ; - expert, du commandement ; - 85.000 F par an.

Ecr. à M. 445, à S. Weill, 15, av. des Sports, 61004 BOURG-EN-BRESSE, q. 1<sup>er</sup>.

Une importante entreprise de technologie avancée (banque, Chem. Paris) cherche :

## UNE ASSISTANTE DU DIRECTEUR GENERAL

Elle gère l'activité quotidienne et participe à la planification de l'action dans des domaines variés (marketing, technique, gestion), prépare les dossiers, coordonne, suit les actions en cours et en assure l'organisation matérielle. - formation supérieure (HEC/J, Sciences Eco ou similaire), bonne réactivité, apte à la gestion de l'équipe, et de la réussite. (Sténodactyle et anglais souhaitables).

Envoyer C.V. et rémunération souhaitée n° 91.221, ConTEXTE PUBLICITE, 20, av. Opéra, Paris, 1<sup>er</sup>.

**MUTUALITE AGRICOLE DE L'ILE-DE-FRANCE**

Env. C.V. et rémunération souhaitée n° 91.221, ConTEXTE PUBLICITE, 20, av. Opéra, Paris, 1<sup>er</sup>.

**PROGRAMMEURS**

Expérience de la programmation en langage COBOL, FORTRAN, ALGOL, BASIC, PASCAL, etc. Rémunération attractive. Ecr. Ag. HAVAS, CAEN, 1475

**Une banque internationale**

de tout premier plan recherche, à PARIS, pour son

## Service Informatique

## chefs de projets

(Réf. 11.589A)

Reportant au Directeur Informatique, ils seront responsables de la conception des systèmes dans le cadre d'un plan à long terme, de leur mise en place et de leur suivi.

Les candidats doivent :

- avoir une formation supérieure, si possible du type Grande Ecole scientifique ou de gestion,
- avoir une expérience informatique d'au moins 5 ans, comme analyste confirmé et/ou chef de projets (2 ans au moins dans le secteur bancaire sont très souhaitables),
- parler couramment l'anglais.

Envoyer CV détaillé et niveau de rémunération, en précisant la référence du poste choisi, à HAVAS CONTACT, 156, Bd Haussmann 75008 Paris, qui transmettra.

## chef programmeur

(Réf. 11.589B)

Reportant au Directeur Informatique, il superviser une équipe de programmeurs en s'assurant de la qualité du travail, du respect du planning et des standards, et en leur fournissant toute l'aide technique nécessaire.

Il devra :

- avoir un niveau de formation de type IUT et quelques années d'expérience comme programmeur confirmé (secteur bancaire apprécié),
- maîtriser la méthode WARNIER et la pratique du COBOL,
- parler élémentaire l'anglais.

Envoyer CV détaillé et niveau de rémunération, en précisant la référence du poste choisi, à HAVAS CONTACT, 156, Bd Haussmann 75008 Paris, qui transmettra.

**SOCIÉTÉ DE SERVICE**

(chiffre d'affaires environ 15 millions de francs) filiale d'un groupe important en expansion rapide

recherche

## DIRECTEUR COMMERCIAL

Expérience de la vente indispensable

Une formation supérieure n'est pas nécessaire, mais une aptitude aux contacts d'un niveau élevé sera exigée.

Résidence Paris - Déplacements assez fréquents. Salaire fixe + intéressement

Envoyer curriculum vitae manuscrit et photo, sous le n° 8.114 à "Le Monde" Publiaté, 5, rue des Italiens, 75001 Paris (9<sup>e</sup>), qui transmettra.

**Sit Industrielle en expansion**

300 personnes, Nanterre-la-Jolie recherche

## CHEF COMPTABLE

rattaché au Directeur financier, responsable des serv. compt. analytique et financière courants. Ecr. C.V. détaillé et prêt, à R.C. 10, av. Melinon, Paris-20

Recherchons

## PROFESSEURS D'ANGLAIS

- enseignant leur langue - diplômés de l'enseignement supérieur, - postes à mi-temps (matin ou soir).

Déposer C.V. à LABOLANGUES CTRADEL 2, rue des Italiens, 75001 PARIS

**CHEF DES SERVICES COMPTABLES**

La Société générale d'Assurances à but non lucratif (budget : 25 millions de francs ; effectif total : 200 personnes) veut confier à un cadre administratif et comptable les services (total : 8 personnes) : - Comptabilité ; - Caisse ; - Personnel et paie.

Il sera de plus responsable du contrôle de gestion de l'Association. Ce poste exige une solide expérience de comptabilité (niveau DEC), une maîtrise à des postes de commandement et des qualités réelles d'organisation. Age du candidat : au moins 30 ans - Lieu de travail : Paris (centre).

Ecr. à 8.110, "Le Monde" P. 5, r. des Italiens, 75001 Paris-1<sup>er</sup>.

Importante Société Commerciale PARIS-16<sup>e</sup>, recherche

**JEUNE FEMME**

Nationalité britannique

parlante bilingue

Anglais-Français

pour cours et traductions.

Horaires flexibles - 40 h. sem. Rast. d'entreprise. Avant. socx.

Adresser C.V. et prétentions au n° 89.555 CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, q. 1<sup>er</sup>.

**SECRÉTAIRE COMPTAB.**

recherche par P.M.I. en expansion

ayant expérience Comptab. et/ou

## SOM SERVICE EXPORT

ANGLAIS COURANT INDISPENS. DISPONIBLE pour DÉPLACEMENTS courts SEJOURS à l'étranger. Ecrire av. C.V. n° T. 96.886 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Beaumart, 75002 Paris

Sit Immobilière rech.

**COORDINATEUR DE PROGRAMMES**

Expérience indispensable

Env. C.V., photo, prêt, n° 91.221, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, q. 1<sup>er</sup>.

**STE D'EXPERTISE COMPTAB.**

recherche

## REVISERS EXPÉRIENTÉS

et COMPTABLES 2<sup>e</sup> échelon

ayant expérience Comptab. SECOR, 8 bis, rue d'Annam, 75001 Paris - Tél. : 777-29-42.

**IMPTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION DE MATERIE**

recherche pour bureaux de PARIS

**UN COMPTABLE**

ayant quelques années d'expérience

Ecr. avec réf. et prétentions n° 90.222 CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, q. 1<sup>er</sup>.

Centre de recherches bilingues Sud-Ouest recherche

## INGENIEUR

GRANDE ECOLE

av. formation complémentaire

P. H. D. en automatique math. appl. Ecrire avec C.V. à : ADERSA - GEBELOS 53, avenue de l'Europe 78140 Villetta-Villacoublay.

**M.I.T. INFORMATIQUE**

recherche

## PROGRAMMEUR ou SPECIALISTE

**SYSTEME**

UNIVAC série 1100

Adr. C.V. 5, r. Helder, Paris-14<sup>e</sup> ou tél. pour rendez-vous : 777-25-41.

Collège International de Bonnettes 58 km Sud de Paris offre poste EDUCATEUR. ANIMATEUR Secrétaire pour week-end

une société

## D'EQUIPEMENT AUTOMOBILE

Leader dans son domaine, recherche pour le département Etudes avancées et nouvelles d'une de ses directions techniques (50 ingénieurs) située en région parisienne,

## UN INGENIEUR D'ETUDES

Agé de 30 ans minimum.

Le candidat, diplômé CENTRALE ou ENSI, aura déjà une expérience de bureau d'études dans le domaine de la mécanique, de l'hydraulique, et/ou des asservissements.

- Une formation complémentaire à nos techniques et méthodes lui sera donnée au sein de notre Direction Technique.
- La rémunération de départ sera rendue attractive pour un candidat faisant preuve d'imagination, de créativité et fortement motivé par le désir d'aboutir.
- Sa réussite au plan personnel lui ouvrira des possibilités d'évolution en fonction de ses performances.

Envoyer C.V. et photo, références et prétentions sous réf. 8999 à P. LICHAU S.A., 10, rue de Louvois 75003 Paris Cedex 02 qui transmettra.

**BADGER-FRANCE**

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE D'ENGINEERING PETROLE - PETROCHIMIE - CHIMIE

Recherche

## INSPECTEUR TECHNIQUE

Ayant une longue expérience pratique : Des équipements entrant dans ces usines (colonnes, réacteurs, échangeurs, compresseurs, pompes, tuyauteries, etc.). Des codes standards Français et Américains (S.N.C.T.I., A.S.M.E., A.B.T.M., A.P.I.). De la langue anglaise. Des méthodes de travail de l'Engineering. Des questions de soudage.

Déplacements fréquents en France. Candidatures régionales étudiées.

Ecrire en joignant curriculum vitae et photo à : M. ESCOFFIER, BADGER-FRANCE - Tour Atlantique Cedex 06 - 92280 PARIS - LA DEFENSE

**directeur administratif et financier**

100 000 +

recherché par la Filiale Française d'un Groupe International de Distribution Photo.

Agé d'au moins 35 ans, le candidat doit avoir une expérience confirmée de la comptabilité internationale, de l'administration des sociétés et de la gestion de personnel. Bilingue français/anglais.

Ecrire avec C.V. détaillé et photo sous réf. 6380/4 à I.C.A. qui transmettra.

International Classified Advertising I.C.A. 12, rue d'Orléans - 75001 PARIS

**CREDIT HOTELIER, COMMERCIAL, INDUSTRIEL**

spécialisé dans le financement de la P.M.E.

recherche pour PARIS

## UN JEUNE DÉLÉGUÉ COMMERCIAL

Agent de contacts entre les entreprises et nos services financiers.

**IL FAUT :**

- un tempérament commercial et mobile ;
- le DUT finances comptabilité ou commercial ou B.T.S. ou 2 années validées de Sciences Eco ;
- permis V.I. indispensable ;
- être libre O.M.

Salaire 1<sup>re</sup> année : 42.000 francs ; seconde année : 50.000 francs + indemnités.

Ecrire avec C.V. et photo sous la référence DC au Service Recrutement Chet, 78, r. Clémenceau-Suresnes, PARIS (15<sup>e</sup>).

مکان الامت





## ÉDUCATION

### DEPUIS VINGT-CINQ ANS Les filles ont peu à peu « investi » l'enseignement secondaire et les universités

En vingt-cinq ans les filles ont peu à peu « investi » les enseignements secondaire et supérieur. C'est ce que révèle une enquête du service des études et statistiques du ministère de l'éducation.

Les filles sont de plus en plus nombreuses dans l'enseignement secondaire : elles représentaient 51 % de l'effectif total au cours de l'année scolaire 1975-1976, contre 47,9 % en 1950 et 49,3 % en 1965-1966. La progression a été particulièrement nette dans les formations technologiques, ainsi que le constate une enquête du service des études statistiques et statistiques du ministère de l'éducation. La « population féminine », en effet, y est passée de 40 % à 48,5 % entre 1950 et 1975, alors que dans le même temps elle n'a progressé que de 50,3 % à 51,5 % dans l'enseignement général.

L'importance relative de la population féminine varie cependant selon les niveaux d'études. Dans le premier cycle (de la sixième à la troisième) elle représente 51,2 % des effectifs. Dans le second cycle court (classes préparant à un diplôme professionnel), la proportion de filles (47,5 %) marque en valeur relative un léger recul par rapport aux années précédentes, en particulier dans les classes préparant à un certificat d'aptitude professionnelle (C.A.P.) en trois ans (42,3 %), où les sections industrielles dominent. Dans les formations en deux ans qui suivent essentiellement du secteur tertiaire comptent davantage de filles : 51,6 % des élèves qui préparent un C.A.P. et 56 % de ceux qui préparent un diplôme professionnel (B.E.P.).

Elles sont beaucoup plus nombreuses que les garçons dans les classes menant au certificat d'études professionnelles (50,8 %). Ce diplôme, obtenu sans examen, mène à des emplois d'ouvrier spécialisé. En revanche, les filles se dirigent peu vers l'apprentissage

(21 %) et l'enseignement préprofessionnel (37,9 %).

C'est surtout dans les formations technologiques du second cycle long (baccalauréat de techniciens) que les effectifs féminins (52,3 %) ont progressé. Toujours très nombreuses dans les sections du secteur tertiaire (76 % des admissibles au baccalauréat de techniciens de ces sections en 1975), les filles gagnent régulièrement du terrain dans les sections industrielles, puisque la proportion des admissibles à cette série du baccalauréat est passée en six ans de 6 à 26 %.

Par ailleurs, les bacheliers de l'enseignement général ont connu tous les succès de la série des sciences dans les séries littéraires que dans les séries scientifiques. En 1975, elles représentaient 76 % des admissibles de la série A (philosophie), contre 61 % en 1955 et 60 % de la série B (économique), mais seulement 58 % des admissibles de la série C (mathématiques et technique).

Sur l'ensemble des candidats au baccalauréat, la proportion des admissibles a considérablement augmenté, passant de 45 % il y a vingt ans à 57 % en 1975.

Dans l'enseignement supérieur, les effectifs féminins ont surtout progressé dans les instituts universitaires de technologie (de 20 % lors de leur création à 31 % aujourd'hui), et notamment dans les sections de sciences sociales, tertiaire, et dans les sections de techniciens supérieurs (de 30 à 54 % en dix ans).

Dans les universités, la proportion d'étudiantes est passée en vingt ans de 35 à 49,5 %. C'est toujours en lettres et en pharmacie qu'elle est la plus élevée (65 et 60 %), tandis qu'elle reste limitée en médecine, sciences et sciences économiques (38,6 %, 35,1 % et 30,5 %). Elle est encore plus faible dans les classes préparatoires aux grandes écoles (28,3 %) et les écoles d'ingénieurs (10,9 %). — C.A.

### Dans des restaurants universitaires

#### UN COMMANDO DE LA GRATUITÉ

Les étudiants qui faisaient la queue, à l'heure du déjeuner, devant les restaurants universitaires de Censier et de Jussieu, à Paris, ont eu la surprise, jeudi 16 décembre, de se voir offrir des repas gratuits par certains de leurs camarades. Soixante étudiants environ ont, en effet, « occupé » les abords des cuisines du restaurant de Censier pendant quelques minutes et distribué une quantité de nourriture représentant près de deux cents repas, pendant que le personnel s'efforçait de soulever les plats à cette distribution et bloquait les accès aux cuisines.

Vingt minutes plus tard, l'opération se répétait au restaurant de Jussieu, mais là les membres du commando, moins gâtés par le personnel, ont eu le temps de distribuer près de mille repas gratuits (1). Cette action, qui fait suite à une première distribution au restaurant de la Sorbonne, à la fin du mois de novembre, a été revendiquée par un « collectif étudiant autonome », et « mouvement informel » — selon les termes de l'un de ses animateurs — créé lors du mouvement contre la réforme du deuxième cycle au printemps dernier, et qui regroupe une centaine d'étudiants inorganisés, « spontanés », et venant des universités parisiennes de Nanterre, Nanterre, Jussieu et Censier.

Ce collectif entend dénoncer les conditions de vie des étudiants et demande « l'ouverture à tout le monde » des restaurants universitaires, « l'amélioration qualitative et quantitative des repas ». Il refuse également « de financer les sociétés privées par des hausses de tickets restaur-U ».

(1) Le tarif actuel du ticket de restauration est, pour les étudiants, de 3,30 F.

### A la conférence de Nice

#### UNE CONVENTION SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR A ÉTÉ SIGNÉE ENTRE PAYS ARABES ET EUROPÉENS RIVERAINS DE LA MÉDITERRANÉE

(De notre correspondant.)

Nice. — Ouverte lundi 13 décembre, la conférence de l'UNESCO consacrée à la reconnaissance des études, des diplômes et des grades de l'enseignement supérieur dans les pays arabes et les pays européens riverains de la Méditerranée a pris fin vendredi 17 décembre par la signature d'une convention.

M. Pierre Taboulet, professeur à l'université de Paris-IX (Dauphine), délégué aux relations universitaires internationales, représentait la France. Il a ainsi expliqué le contenu de la convention : « Elle s'inspire de la politique suivie par l'UNESCO, qui souhaite que les systèmes d'enseignement soient mieux adaptés aux problèmes du développement. Trop souvent, dans les pays en voie de développement, ils ne sont que le calque des systèmes pratiqués dans les pays riches. Il y a un effort de démocratisation à accomplir. Il s'agit tout d'abord de la reconnaissance des études et des diplômes pour poursuivre les études. Nous nous sommes engagés à reconnaître l'équivalence des périodes d'études accomplies dans chaque pays contractant, de sorte qu'il soit possible à l'intérieur de la poursuite dans un autre. Cela signifie que les gouvernements ont désormais l'obligation de prendre les dispositions nécessaires pour faciliter aux étudiants étrangers l'accès de leurs établissements d'enseignement supérieur. »

Les signataires ont fait cependant une petite distinction entre « reconnaissance des compétences techniques » et « droit d'exercer cette profession dans un autre pays ». Ils ont également décidé de ne pas ouvrir la porte à une fuite des cerveaux. — M.V.

### La réorganisation des instituts de technologie

#### Le SNE-Sup. condamne les propositions du secrétariat d'Etat

« De nouveaux dangers menacent les instituts universitaires de technologie », les dirigeants du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup., affilié à la Fédération de l'éducation nationale) ont condamné, au cours d'une conférence de presse, les propositions faites le 3 décembre par le secrétariat d'Etat aux universités aux commissions pédagogiques nationales chargées d'établir les programmes des I.U.T. (« Le Monde » du 5-6 décembre).

Selon le SNE-Sup., ces propositions aboutiraient sous couleur de « professionnalisation » à réduire la valeur de la formation : l'allongement des stages préconisés — souvent difficilement réalisables — se ferait au détriment de la durée des enseignements ; la redéfinition des programmes en vue de « fonctions » précises dans l'entreprise entraînerait une spécialisation excessive et un « étiolement » de la formation. Le Syndicat a accusé le secrétariat d'Etat de vouloir limiter à 10 % (contre 40 % actuellement) la proportion d'étudiants autorisés à poursuivre des études après la diplôme universitaire de technologie. Il a dénoncé aussi les projets de transformation d'un certain nombre de postes d'assistants en postes de second degré (comportant des obligations d'enseignement plus importantes) : les universitaires, bien que plus nombreux que les enseignants de second degré assurant déjà cinq mille heures d'enseignement de moins. Si leur participation est encore réduite, « les I.U.T., selon le SNE-Sup., cesseraient d'être des établissements d'enseignement supérieur ».

Selon le Syndicat, les propositions du secrétariat d'Etat visent à « modifier les objectifs de l'I.U.T. pour les adapter à la pénurie de moyens » et à « faire diversion » pour rompre l'accord entre les syndicats et les responsables des établissements, notamment les présidents de conseils d'administration. Ces derniers, comme les représentants des commissions pédagogiques ont en effet souhaité que les crédits supprimés par le secrétariat d'Etat soient réaffectés pour permettre d'effectuer et d'assurer les programmes actuels et rappelés les dirigeants syndicaux. Les chefs d'entreprise eux-mêmes jugent dans beaucoup de cas impossible et injustifié, faire assurer un tiers de l'enseignement par des professionnels comme le réclame le secrétariat d'Etat.

Le SNE-Sup. va organiser d'autre part, le 19 janvier prochain, une « Journée d'action pour la sécurité de l'emploi », l'amélioration des carrières des universitaires. Celle-ci sera notamment marquée par des grèves locales (le Syndicat général de l'éducation nationale C.F.E.D. associé à cette action, compte pour sa part, lancer un mouvement de grève nationale). Cette journée sera suivie par deux colloques : l'un, le 25 janvier, au sein du Syndicat national des enseignants du second degré, affilié aussi à la F.E.N., sur la formation des formateurs d'étudiants ; l'autre, le 12 février, sur le rôle de l'enseignement supérieur (orientation et sélection, rapport avec l'environnement économique et rôle de diffusion culturelle).

## CORRESPONDANCE

### La situation financière des universités d'Aix-Marseille

Après la publication d'un article sur l'université de Provence (le Monde daté 28-29 novembre), nous avons reçu de M. J.-C. Maître, doyen de la faculté des sciences et techniques de l'université d'Aix-Marseille, la lettre suivante :

Dans l'article que le Monde a consacré à l'université de Provence est rapporté un propos de M. Mesliand, président de cette université, selon lequel les difficultés financières d'Aix-Marseille-I sont nées du décalage, décidé en juillet 1973, des centres scientifiques de l'université de Provence et de la création d'une troisième université dans l'académie. Cette affirmation est complètement erronée. En effet, il est maintenant connu du public que toutes les universités ont des difficultés financières, et nous n'échappons pas à cette règle : les crédits de fonctionnement ont, quand les augmentations d'effectifs ont justifié, augmenté de quelques pour cent par rapport à 1976, alors que les dépenses correspondent aux traitements des personnels payés sur le budget de l'Etat. Il n'est donc pas utile de chercher chez le volonte la cause des problèmes actuels. Il est peu probable qu'une seule université en France finisse l'année avec un budget en équilibre.

D'autre part, les difficultés de l'université de Provence ne datent pas d'hier puisque, dans un compte rendu du conseil de l'université de Provence, datant du 25 avril 1972, on peut lire : « Les crédits inscrits au budget 1972 pour les services généraux sont inférieurs de 55 789 F aux prévisions retenues par la commission des finances. Ces dernières avaient cependant été calculées au plus juste, comme cela a été le cas pour les autres problèmes de dépenses. Un entretien normal des bâtiments, l'amélioration de nos enseignements, la constitution d'un fonds de roulement, exigent des prévisions encore plus importantes incompatibles avec la subvention ministérielle. Le conseil d'université devra réclamer une attribution supplémentaire substantielle de crédits pour 1972 en insistant sur le fait que le budget proposé ne permet pas d'être face à certaines dépenses impérieuses et incontournables. Il devra faire certains choix et

indiquer à quelle date tel service (celui du chauffage par exemple) pourrait être interrompu. »

Mais ce n'est pas tout, d'après l'article cité plus haut, le président Mesliand regrette qu'un projet d'accord régissant les relations entre les universités de l'Etat et le secrétariat d'Etat aux universités, et qui prévoyait qu'une « pension » serait versée par le secrétariat d'Etat à l'université de Provence, ait été rejeté par le conseil d'université d'Aix-Marseille-I. On oublie de dire que si ce n'est pas le cas, c'est parce qu'il prévoit aussi des regroupements de laboratoires et des démantèlements auxquels les laboratoires de l'université de Provence se refusent, bien que leur conseil d'université ait entériné ce projet. Pourquoi ? Parce qu'il est un sort enviable qui par ailleurs, nous le verrons, l'université de Provence. En effet, aux services généraux de la faculté, qui les hébergent, des services que nos propres laboratoires de recherche entretiennent. Sait-on aussi à quel point ces laboratoires se félicitent d'être sous notre juridiction ? Sait-on qu'ils ont un téléphone pour vérifier qu'ils étaient à l'abri des coupures d'eau d'électricité, de téléphone ? (Je ne sais pas, hélas ! si cela pourra durer.)

Mais ce n'est pas tout. Lorsque des laboratoires scientifiques ont en juillet 1973, quitté l'université de Provence pour créer avec les autres l'université d'Aix-Marseille II, l'université d'Aix-Marseille I a gardé la totalité du fonds de roulement hérité de l'ancienne faculté des sciences et, à final manqué la fraction qui, logiquement, aurait dû aller à U.S.I. Il y en avait, selon nos estimations, pour environ 60 millions (un dossier détaillé existe). Alors, nous sommes non seulement handicapés, mais à l'équilibre, une subvention inespérée importante.

G. FAVEZ, D. ANZIEU, A. ANZIEU, R. BERRY, J.B. PONTALIS, V.N. SMIRNOFF  
**Etre psychanalyste**  
Coll. « Inconscient et Culture »  
(dunod) 45 F

## JUSTICE

### L'attention contre un diplomate iranien

#### LA CHAMBRE D'ACCUSATION DÉCIDE LA REMISE EN LIBERTÉ DE L'UN DES DEUX INCULPÉS

Au terme d'une semaine de réflexion, la chambre d'accusation de la cour de Paris a décidé samedi 18 décembre de remettre en liberté M. Nader Oskoui, l'un des deux étudiants iraniens inculpés après l'attentat commis le 2 novembre dernier contre un diplomate, M. Mohammad Reza Khatami, à l'occasion de la fête de la révolution iranienne.

En revanche, la juridiction a refusé la libération de M. Mohammad Reza Takbari, considérant que des « charges suffisantes » pèsent sur cet inculpé. Celui-ci sera confronté au début du mois de janvier avec M. Khatami, seules en cours de libération en cours de tran. L'arrêt de la chambre d'accusation confirme l'ordonnance signée le 30 novembre par M. Guy Poch, qui avait décidé la seule mise en liberté de M. Oskoui. Le parquet avait fait appel de cette ordonnance.

Les étudiants iraniens qui avaient entamé le 30 novembre dernier la manifestation devant la rue de Charonne (11<sup>e</sup>), une grève de la faim ont cessé leur mouvement après la décision de la chambre d'accusation. Un communiqué de la confédération des étudiants iraniens (CISNU) annonce cependant qu'un cas où M. Mohammad Reza Takbari ne serait pas libéré le 5 janvier, elle déclencherait une vaste campagne de protestation à l'échelle internationale.

### LE SAF DEMANDE LA RÉMUNÉRATION SUR FONDS PUBLICS DES AVOCATS « COMMIS D'OFFICE »

Le Syndicat des avocats de France, qui fut l'un des organisateurs de la journée de protestation contre les diagnostics de la justice (le Monde daté 11 et 13-15 décembre), vient de publier un communiqué dans lequel il « réaffirme son hostilité au principe même de cette procédure dont il demande l'abolition. »

Cependant, indique le SAF, les résultats obtenus par cette action ne sauraient être négligés : peines moins élevées, rôles du tribunal allégés, élimination des affaires graves. Cette amélioration

### Un mois avant le procès de Patrick Henry

#### Mgr André Fauchet, évêque de Troyes lance un appel à la sérénité

Mgr André Fauchet, évêque de Troyes, a présenté ses « vœux de Noël à la veille d'un procès », dans un message publié samedi 18 décembre par la « Revue catholique » de son diocèse, à propos du meurtre de Philippe Bertrand dont doit répondre Patrick Henry. Ce texte est reproduit dans les deux journaux publiés dans la région.

« Le procès de Patrick Henry est donc fixé au 18 janvier, écrit notamment Mgr Fauchet. Cette décision est un appel pour toute la population du département. A nous d'aider à ce que la justice soit rendue sereinement. Cela suppose que chacun lutte contre ses propres passions, se purifie, son esprit de vengeance, pour que les jurés eux-mêmes puissent se prononcer « en leur âme et conscience », après avoir donné des dépositions, réquisitoires et plaidoiries. J'ai vu personnellement les deux familles Bertrand et Henry. Elles portent leurs souffrances dans la dignité et la discrétion. Ces souffrances, pour être différentes dans leurs causes, sont grandes des deux côtés. »

« J'ai participé à des multiples conversations sur toutes les questions posées par ce drame, chez nous voici presque un an, écrit encore l'évêque de Troyes. En beaucoup d'entre elles, ce n'est pas le meilleur de ce qu'il y a dans le cœur de l'homme qui s'exprime. Et pourtant, n'est-ce pas à cette richesse profonde et cachée que chacun porte en lui qu'il faut faire appel pour que nous sortions d'un monde de haine, de violence, d'injustice, et

que nous bâtissions ensemble un monde de paix, de liberté, de justice et d'amour ? (...)

Avez-vous remarqué que la justice donne un défenseur à tout accusé, fût-il coupable du crime le plus odieux ? C'est là un fait de haute civilisation. L'homme, même voué à la peine capitale, est accompagné par un autre homme. Cela veut dire que la justice considère qu'un homme demeure toujours un homme, l'un d'entre nous. Et qu'il doit connaître jusqu'au bout, ne serait-ce qu'à travers un autre être, son destin, l'humanité. (...)

### NOMINATIONS DE PREMIERS PRÉSIDENTS DE COUR D'APPEL

Trois premiers présidents de cour d'appel ont été nommés au Conseil supérieur de la magistrature le 17 décembre (le Monde daté 19-20 décembre). M. Paul Avrilier à Grenoble, Georges Ducaud à Saint-Denis de la Réunion et Pierre-André Guichard à Bourges.

Rappelons que, lors de cette séance du C.S.M., M. Pierre Mongin a été nommé président de la chambre criminelle de la Cour de cassation en remplacement de M. Raoul Combadeu, admis à la retraite.

Né le 7 février 1913 à Maudes, M. Pierre Mongin a été nommé magistrat en 1938. Il est juge à Poitiers en 1943, substitut à Rennes en 1945, procureur à Meaux en 1948. Il est conseiller technique de plusieurs parquets des saisis : M. Marc Delpont de janvier à décembre 1952 (gouvernement Edgar Faure puis Antoine Pinay) ; M. Paul Rabreau, de juin 1953 à juin 1954 (gouvernement Joseph Laniel) ; M. Bernard Chénou, en 1954 (gouvernement Michel Debré). Il continue ensuite sa carrière au parquet de la Seine, dont il est procureur adjoint en 1962. M. Mongin est conseiller à la Cour de cassation (chambre criminelle) depuis le 10 janvier 1968.

## FAITS ET JUGEMENTS

### Marcel Barbeau soupçonné de deux meurtres dans l'Oise

Mme Marie Broisy-Patin, juge d'instruction à Senlis (Oise), devait entendre à nouveau, ce lundi 20 décembre, Marcel Barbeau, trente-cinq ans, arrêté la semaine dernière, et soupçonné d'être l'auteur de l'un des huit crimes inexplicables commis dans la région de Nogent-sur-Oise au cours des sept dernières années (le Monde du 18 décembre).

Une nouvelle expertise de la carabine 22 long rifle retrouvée au domicile de Marcel Barbeau, ainsi, en effet, permis d'établir que cette arme a pu servir lors d'un autre meurtre, celui de Mme Julia Goncalves, mortellement blessée, le 27 novembre 1975, à Nogent-sur-Oise.

### Peines de prison pour les escrocs à la C.E.E.

Des commerçants de la C.E.E. ont été condamnés, vendredi 17 décembre, à des peines de prison ferme par le tribunal correctionnel de Strasbourg (Bas-Rhin), pour une escroquerie de plusieurs millions de francs au détriment du système de financement communautaire. L'opération portait sur 500 000 kilos de viande et 100 000 kilos de jambons d'importation, de 1964 à 1968. M. Jacques Schmitz, P.-D.G. des sociétés Kieffer-Strasbourg, de Mulhouse, en France, a été condamné à deux ans d'emprisonnement, dont un an avec sursis.

De leur côté, MM. Hans Gass, administrateur de la société Orlimex de Bâle (Suisse), et Joseph Dillmann, fondé de pouvoir de la société Dillmann, à Sarrebruck (Allemagne fédérale), à un an d'emprisonnement dont six mois avec sursis. Les prévenus devront également rembourser le montant de leurs détournements aux donateurs et au Fonds européen d'orientation et de garantie agricoles, et payer de fortes amendes.

A. MORRISON, D. MCINTYRE  
**Psychologie sociale de l'enseignement**  
Tome 1 : Etude des comportements enseignants et problèmes de formation 49 F  
Tome 2 : L'enseignant en situation : relation pédagogique et communications 49 F  
Collection « Sciences de l'éducation » dunod

(PUBLIOTE)  
**I.U.T. DE TOURS**  
25, rue du Pont-Volant - 37002 TOURS CEDEX  
RECRUTE  
**ASSISTANT DE DOCUMENTATION**  
Formation supérieure.  
Expérience informatique documentaire exigée.  
ÉCRIRE POUR DOSSIER AVANT LE 29 DÉCEMBRE 1976

(R.I.) de p...  
pour oblige...  
service minimum

Gil...  
les "P...  
j...

DES  
PRET-A-RACER  
JEVABLES  
OULES ANIETE  
ET JON  
LES JET  
ALORS

MA...  
V...  
H...  
P...  
L...

est différent...



PRESSE

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

CONJONCTURE

POUR UNE CROISSANCE CONCERTÉE

(Suite de la première page.)

dis, l'adaptation d'une personne se traduit sans doute par une imperfection. Elle se traduit, aujourd'hui, par la fatigue, la dépression, le suicide, la drogue, l'alcoolisme, et par une recrudescence de la violence sous toutes ses formes.

Les maladies psychosomatiques ou nerveuses ont pris le relais des grands fléaux que les progrès de la médecine avaient permis d'éliminer.

Le flottement des valeurs, les conditions de vie urbaines et plus spécialement les carences de l'habitat et de son environnement immédiat ont provoqué une crise de la famille et une dislocation de nombreuses cellules familiales.

Le nombre des mères isolées, sans ressources et sans formation, comme celui des enfants en danger physique et moral, a dû augmenter.

Les inégalités des revenus se sont accrues par rapport au siècle précédent, mais elles demeurent importantes et sont de plus en plus mal supportées. Elles résultent en partie du phénomène de reproduction sociale qui fait que les enfants de familles accumulées des handicaps sociaux (habitat insalubre, absence de formation professionnelle, santé défectueuse, etc.) vont pas à pas les chances devant la vie que les autres, malgré les progrès de la socialisation, en partie de la mul-

tiplication d'exclus (handicapés physiques et mentaux, personnes âgées, enfants ou adultes en difficulté) au profit de qui des efforts considérables d'éducation et de traitements sont consentis sans que ces efforts débouchent encore sur une insertion sociale véritable ou sur l'octroi de revenus suffisants ; et enfin de la recherche permanente du maintien des avantages acquis par les groupes sociaux institutionnalisés, maintien qui profite rarement aux plus faibles.

L'absence d'un projet social reconnu par le plus grand nombre, la lutte désordonnée pour l'accès aux biens de consommation nouvelle, la conscience, plus ou moins diffuse, des difficultés d'une partie du corps social, ont amené un renforcement du corporatisme en même temps qu'un malaise dans la plupart des corps sociaux : enseignants, militaires, magistrats, médecins et autres notables de la fonction publique, etc. La justification de leurs missions et l'interrogation sur leur avenir tout en se protégeant de leur mieux. Le trouble de ceux qui savent, ou ont le pouvoir, n'a pu qu'ajouter à celui des jeunes.

Le manque d'adhésion aux valeurs représentatives de l'intérêt général ou dit « du bien commun » a permis de lier à deux phénomènes : la socialisation croissante, qui déshabituait l'individu de prendre en charge ses

problèmes et ceux des autres, et la concentration accrue des pouvoirs dans les domaines politique, administratif, économique, social. Concentration due, pour l'essentiel, à la nécessité d'apporter des réponses rapides à des questions en perpétuelle évolution ainsi qu'à la non-disponibilité d'une information significative pour le plus grand nombre.

Tout concourt à refuser une dynamique de changement qui, d'une part, modifierait la distribution des forces et des pouvoirs, et, d'autre part, s'opposerait à l'inertie passible de l'état de fait. Ces phénomènes sont tous, ou presque, communs à l'ensemble des pays industrialisés et urbanisés. Quels que soient leurs régimes politiques, ils sont, partout, à l'origine des mêmes maux, de la même multiplication des marginaux, des mêmes réactions allergiques vis-à-vis d'une société de production et de masse. Mais, selon les lieux, ces réactions sont plus ou moins voyantes ou plus ou moins occultées. La réponse institutionnelle classique n'a pas apporté de solution entièrement satisfaisante à ces difficultés.

RENÉ LENOIR.

Prochain article :

UNE RÉPONSE INSUFFISANTE

LOGEMENT

FIN D'OCCUPATION A BELLEVILLE

Une dizaine de personnes ont occupé un appartement vide situé au 17 rue Rébeval (19<sup>e</sup>), du vendredi 17 au dimanche 19 décembre. Cette occupation, commencée sur l'initiative des élus communistes et socialistes de l'arrondissement, des représentants du conseil de défense et d'action du quartier, avait pour but d'obtenir le logement de quatre familles qui logent dans un immeuble en ruine, au 15, rue de Belleville (le Monde du 18 décembre).

La levée de l'occupation a été décidée après que le préfet eut annoncé qu'il organisait une réunion à ce sujet avec les directeurs des différents services intéressés.

BANQUE

L'octroi par la Banque mondiale de 60 millions de dollars de crédits au Chili fait actuellement l'objet d'une vive controverse au sein de cette Banque. Deux opérations d'un montant de 35 millions de dollars destinées au secteur énergétique et l'autre sur 25 millions de dollars en faveur de l'agriculture, devaient être soumises au conseil d'administration de la Banque le 14 décembre, mais leur examen a été ajourné d'une semaine à la demande du directeur d'un pays scandinave. C'est la demande que des considérations politiques, en l'occurrence la situation des droits de l'homme au Chili, sont prises en compte par la Banque mondiale. En février 1976, sous la présidence des États-Unis, un crédit de 33 millions de dollars avait été approuvé de justesse malgré l'opposition des pays scandinaves et de la majorité des membres européens de la Banque. — (A.F.P.)

CONFLITS ET REVENDICATIONS

LA GRÈVE DE LA CAISSE D'ÉPARGNE DE PARIS

Le personnel assigne la direction devant le tribunal de grande instance

Après un entretien privé, samedi 18 décembre, dans la matinée, avec M. Jean Regnaud, vice-président du tribunal de Paris, statuant en référé, M<sup>re</sup> Paul Bouaziz et Jean-Pierre Weil, avocats du personnel de la Caisse d'épargne de Paris en grève, ont annoncé en audience publique qu'ils renonceraient à demander le paiement des jours de grève et des primes de fin d'année devant le juge des référés.

Les deux défendeurs ont annoncé leur intention d'assigner « à jour fixe », c'est-à-dire selon une procédure accélérée, devant le tribunal de grande instance, les deux représentants du personnel de la Caisse d'épargne de Paris en grève, à demander au magistrat de constater le dépôt du rapport de M. Jean Marx, le consultant désigné le 9 décembre. De son côté, M<sup>re</sup> Monieil, avocat de la direction de la caisse, qui participait lui aussi à l'entretien préalable, a demandé au magistrat de lui donner acte de ses « protestations et réserves » quant à la validité du rapport de M. Marx, qui n'avait pas, d'après lui, à donner son avis comme il l'a fait. Dans son rapport, l'expert estimait que la responsabilité de la grève revenait à la direction (le Monde daté 15 décembre).

Les salariés ayant repoussé le plan de reprise

LA SOCIÉTÉ SAINT-JOSEPH EST MISE EN LIQUIDATION DE BIENS

Le personnel de la société Saint-Joseph, qui emploie mille cinquante salariés dans la région bordelaise, a repoussé vendredi 17 décembre les solutions de reprise qui lui avaient été proposées à la suite du dépôt de bilan de l'entreprise, le 30 novembre. Le tribunal de commerce de Bordeaux a aussitôt transformé son jugement de règlement judiciaire en liquidation de biens. Le plan de reprise proposé au personnel prévoyait la création de deux sociétés d'exploitation : la première par Tricosa, filiale du groupe britannique Selincourt, qui avait repris la marque Saint-Joseph et les usines de Gradiignan ; la seconde par la société Montagut, qui associée à l'IDI (Institut de développement industriel) et à la Société de développement régional de Bordeaux aurait repris la marque Archimède, l'usine de Bordeaux et l'atelier de Bazas. Au total ce plan de reprise prévoyait deux cent quatre-vingt-deux licenciements, des baisses de salaires importantes, pouvant aller, selon la C.F.D.T., jusqu'à 50 % du salaire antérieur, ainsi qu'une déclassification du personnel. Les salariés de Saint-Joseph soulignent en outre que le plan comportait de grandes incertitudes quant à l'avenir de la société ainsi démantelée. Ils devaient décider ce lundi 20 décembre de la poursuite de l'action, qui pourrait se traduire par l'occupation de l'entreprise.

CAISSIÈRES EN GRÈVE

(De notre correspondant régional.)

Toulouse. — Deux cent cinquante clients d'un magasin à grande surface, le Mammouth, situé sur la route de Lorient, au nord-est de l'agglomération toulousaine, vont pouvoir passer le réveillon de Noël à moindre frais. Vendredi soir, en effet, ils ont pu quitter le centre commercial avec leurs achats sans bonne défile.

Peu après 20 heures, la musique douce diffusée par les haut-parleurs était brutalement interrompue par une voix annonçant qu'à la suite d'une grève-surprise déclenchée par les employés le magasin était obligé de suspendre ses ventes. Les clients furent donc priés de laisser leurs caddies sur place avant de franchir les passages abandonnés par les caissières. Certains ont pensé qu'il s'agissait d'une grève provisoire de courte durée et ont continué à visiter les rayons. Quant à ceux qui se trouvaient devant les caisses, ils ont hésité entre deux solutions : abandonner leurs achats sur place ou bien profiter du passage libre pour rejoindre les parkings en emportant, sans payer, les échantillons de la soirée. Sur les cinq cents personnes qui se trouvaient au Mammouth ce soir-là, la moitié environ ont opté pour la solution du « self-service gratuit », ce qui représente pour le supermarché une perte d'environ 50 000 francs. — L. P.

FAITS ET CHIFFRES

Conflits

● LA DIRECTION DE LA BELLE JARDINIERE a demandé en référé l'évacuation des locaux du Pont-Neuf à Paris, occupés par le personnel en grève depuis le 16 décembre, après l'annonce du licenciement de la moitié des employés (le Monde des 19-20 décembre). Elle fait valoir que cette occupation constitue « une entrave à la liberté du travail ». Les avocats des grévistes estiment au contraire que cette entrave est « purement imaginaire », puisque le personnel a été « unanime » à cesser le travail. Ils ont demandé au tribunal des référés, qui doit statuer ce lundi 20 décembre, la désignation d'un mandataire de justice chargé d'enquêter sur la situation financière des diverses sociétés qui composent le groupe de la Belle Jardinière.

● LES SYNDICATS DE LA SOCIÉTÉ REHAULT (chaussures), situés à Fougères (Ille-et-Vilaine), ont demandé, en référé, l'évacuation des locaux occupés depuis dix mois par la moitié des six cent vingt salariés licenciés après la mise en liquidation, le 10 février, de cette entreprise. Ils estiment

que la présence de ces employés constitue « une situation dangereuse », empêchant la vente des immeubles et soulignant que des locaux sont utilisés, notamment pour des ventes sauvages, de chaussures. De leur côté, les ouvriers licenciés déclinent aux syndicats le droit d'agir contre eux, dans la mesure où les salariés sont eux-mêmes créanciers des établissements Rehault pour la somme de 430 000 F. Le tribunal de grande instance de Rennes doit rendre son jugement le 22 décembre. (Corresp.)

Emploi

● L'INSPECTION DU TRAVAIL vient de refuser les deux cents licenciements demandés par la direction des A.R.C.F. (Ateliers roannais de constructions textiles). Cette décision est considérée par les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et U.G.I.C.T. comme « une invitation aux différentes parties concernées de résoudre les problèmes réels, qui restent entiers, par des solutions autres que des licenciements ». Les syndicats souhaitent « engager dans les plus brefs délais des négociations véritables ». — (Corresp.)

Gantier (R.I.) dépose une proposition de loi pour obliger l'A.F.P. à assurer un « service minimum » en cas de grève

Gilbert Gantier, député (R.I.), vient de déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale une proposition de loi tendant à « assurer l'existence d'un service minimum à l'Agence France Presse en cas de cessation de travail ». Cette proposition, qui a été lue à l'Assemblée nationale, est adressée au premier ministre, afin d'attirer son attention « sur la grève imminente qui risque de perturber l'information de la France et de l'étranger ». Pendant une durée déterminée, l'Agence France Presse doit assurer un service minimum de travail, c'est-à-dire un certain nombre de journalistes doivent être affectés à la rédaction de l'Agence France Presse, à la suite de l'intervention de la force publique dans les locaux du Parisien libéré.

« Le conseil supérieur déterminera notamment le minimum d'information prévu par l'article 2, paragraphe 4 ci-dessus. » Rappelons que le conseil supérieur de l'A.F.P., dont les membres sont désignés pour trois ans, est chargé de veiller au respect de l'exactitude et de l'objectivité de l'information.

C'est l'ordonnance du 30 septembre 1964 qui avait doté, à titre provisoire, l'Agence France Presse d'un statut d'établissement public. Le 10 janvier 1967, une loi lui donne son statut définitif d'organisme autonome doté de la personnalité civile et d'un fonctionnement autonome suivant les règles commerciales (article premier). Cette loi fait de l'A.F.P. une personne morale de droit privé mais qui échappe à toutes les catégories juridiques habituelles ; un juriste a estimé qu'elle était, en fait, une « société de fait ». Le conseil supérieur de l'A.F.P. est composé de représentants des administrations, des universités, des entreprises, des syndicats, etc. Dans ces conditions, peut-on soumettre l'A.F.P. à des obligations semblables à celles résultant de la loi du 7 août 1974 sur la radio et la télévision françaises, établissant un « service minimum » en cas de grève des personnels et inscrites dans le cahier des charges de chacune des sociétés ?

S.J.F.-C.F.D.T. : musée de l'information

Le projet déposé par le député Gantier constitue donc une tentative de muséification de l'information en brisant l'expression et l'action syndicales. Ce projet appelle par conséquent la mobilisation et l'opposition de toutes les forces démocratiques. Pour y faire échec, le S.J.F.-C.F.D.T. alerte toutes les missions syndicales concernées et les partis politiques attachés à la défense des libertés fondamentales. Le S.J.F.-C.F.D.T. demande au Parlement de s'opposer de telle manière à la loi.

REPARATION D.E.C.S. : annule Chambre de Commerce des perfectionnements à la gestion des entreprises, toutes disciplines.

COLE SUPERIEURE LIBRE SCIENCES COMMERCIALES AFFILIÉE (ESLSCA) (Fondée en 1894) Reconnue par l'État Département Formation Permanente rue Bougainville, 75007 PARIS Tél. : 551-32-99

Gillette lance les "Prêt-à-raser" jetables...

DES "PRÊT-À-RASER" JETABLES??? ON LES ACHÈTE, ET ON LES JETTE ALORS??

MAISON. ON SE RASE AVANT PLUSIEURS FOIS... ET ÇA RASE DÉPENSE!

ET VOUS AVEZ LEGIOUX!

C'est différent, c'est efficace, c'est sûr, c'est... Gillette

## UNE CHAÎNE HI-FI POUR 1990 F

(ou à crédit : versement comptant 410 F + 12 mens. de 152,70 F)



1 platine  
tourne-disque  
1 ampli AM 2200  
2 x 20 W  
**AKAI**  
+ 2 enceintes  
à 2 voies JCL-CE2  
ébénisterie luxe

**audito**  
16, RUE LA FAYETTE - 75008 PARIS - TÉL. : 824.92.70  
**continental distribution**  
7, BOULEVARD DE SÉBASTOPOL - 75001 PARIS - TÉL. : 238.03.73

## UN DIRECTEUR CHOISIT D'ÊTRE OUVRIER. IL TÉMOIGNE...

Jean Girette. Je cherche  
la Justice. 35 F



**ÉDITIONS FRANCE-EMPIRE**

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## AFFAIRES

### BILLET

#### Quel partenaire pour Pociain ?

La Chambre syndicale des agents de change, informée d'un projet de restructuration - pouvant comporter des implications financières -, a suspendu, le 17 décembre, la cotation des actions et des obligations convertibles Pociain à la Bourse de Paris.

La nouvelle n'a pas surpris. Voilà des mois que le « cas Pociain » est évoqué dans les milieux industriels et financiers ; à la Bourse, par exemple, chacun, ou presque, sait que des négociations sont en cours pour trouver un partenaire au premier fabricant européen de pelles hydrauliques.

Pociain, en effet, ne peut plus survivre seul. La chose surprendra ceux qui se souviennent des performances remarquables réalisées par la firme, il y a quelques années. Et pourtant c'est ainsi. Cette entreprise familiale, présidée par M. Pierre Batallie, fils du fondateur, qui avait su concevoir et vendre aussi bien en France qu'à l'étranger un produit d'une qualité exceptionnelle, se débat aujourd'hui dans des difficultés financières quasiment inextricables.

Les causes de cette chute sont essentiellement de deux ordres. La crise et le ralentissement qu'elle a entraîné en 1975 ont durement frappé les travaux publics et, par ricochet, Pociain. Le choc a été d'autant plus rude que la société n'avait pas une situation financière à la hauteur de son développement commercial. Ses fonds propres, notamment, étaient très insuffisants. Son endettement à court terme très important, ses frais financiers considérables.

Pociain a été aidé. Par les pouvoirs publics, qui ont pris en charge une partie des frais occasionnés par les mesures de chômage partiel prises par l'entreprise et lui ont accordé un prêt F.D.E.S. d'un montant de 33 millions de francs étalé dans le temps. Par ses banquiers, qui

lui ont consenti des renouvellements de crédit. Mais tout a une fin, et récemment le pool bancaire, dont le chef de file est le Crédit du Nord, a quasiment exigé de M. Batallie qu'il confie les fonds propres de son entreprise. L'appel au marché financier étant exclu, cette opération passe presque nécessairement par l'entrée d'un nouveau partenaire dans le capital de Pociain, solution qui, il y a quelques mois encore, déplaçait fort à M. Batallie, soucieux de conserver son indépendance.

La suspension de la cotation de l'action Pociain annonce-t-elle un dénouement rapide ? Rien n'est moins sûr. En effet, la suspension aurait été décidée après le dépôt d'un dossier prévoyant une prise de contrôle de Pociain par une firme américaine. Or les pouvoirs publics n'entendent pas laisser passer cette entreprise sous contrôle étranger. Tout laisse donc supposer qu'ils refuseront l'opération.

Restera alors à trouver une solution de remplacement. On s'y emploie dans les cabinets ministériels et ailleurs. Un projet est en cours d'élaboration qui pourrait déboucher sur l'entrée dans le capital de Pociain d'une sorte de consortium groupant Peugeot, Citroën, Volvo et Fawo - ces deux dernières entreprises ayant déjà passé des accords avec Pociain, — ainsi que les banques. Mais les négociations sont difficiles : la note à payer est élevée.

Par bien des côtés, le dossier Pociain est exemplaire. Il met en lumière le danger que peut faire courir aux entreprises une mono-production et l'insuffisance de fonds propres. Mais ceux qui ont faussé Pociain, au temps de sa splendeur, prendra de tels risques financiers — en l'occurrence les banques — ne portent-ils pas aussi leur part de responsabilité ?

PHILIPPE LABARDE.

#### Les syndicats se mobilisent contre la restructuration dans l'industrie des engrais

La concentration des divisions « engrais » des deux sociétés d'Etat, Entreprise minière et chimique (E.M.C.) et C.I.F.-Chimie, envisagée par les pouvoirs publics dans le cadre de leur plan de restructuration de cette industrie (le Monde du 16 décembre), provoque une levée de bouilliers de tous les syndicats (C.F.T.C., C.F.T.O., F.O., C.G.C., C.G.T.).

Au cours d'une conférence de presse donnée au siège de C.I.F.-Chimie, les représentants des différentes organisations de salariés ont certes reconnu que cette concentration présente certains avantages : position renforcée dans le domaine de l'azote, complémentarité géographique, constitution d'un seul groupe d'Etat, possibilité de rationaliser les productions, en particulier dans l'ammoniac. Mais elle comporte aussi des inconvénients majeurs. La rigidité des structures, l'importance des effectifs, la dispersion des activités, risquent, selon les représentants syndicaux, de compromettre sérieusement les résultats positifs obtenus en matière de gestion par C.I.F.-Chimie. Toujours selon les syndicats, il serait difficile de maintenir les activités « azote » dans le nord de la France en raison de la concurrence des autres plates-formes.

La rupture à peu près inévitable des accords avec l'Union nationale des coopératives agricoles d'approvisionnement (U.N.C.A.A.) entraînerait le départ de coopératives vers la Grande-Pologne (Groupe Air liquide), dont l'U.N.C.A.A. est actionnaire, d'où une chute probable des ventes de groupe. Mais, ce que les syndicats redoutent par-dessus tout, c'est la mainmise de Gardinier sur le nouvel ensemble industriel. Depuis le rapprochement E.M.C.-Gardinier, intervenu en mars dernier, toute la division engrais de la firme d'Etat, affirmant-ils, est passée sous le contrôle de la famille Gardinier, qui privilégie ses propres installations au détriment de celles de son partenaire.

En outre, le personnel de l'E.M.C. a été entièrement éliminé de tous les postes de responsabilité. Bref, l'E.M.C. a perdu la maîtrise de ses engrais. Plus grave encore : Gardinier, depuis un mois, laisse ainsi bien mal augurer de l'avenir de l'emploi.

En d'autres termes, les syndicats disent « non » à la phagocytose, mais « oui » à la restructuration. A la condition expresse que l'Etat mette Gardinier au pas. — A. D.

(PUBLICITAS)

#### Offre de vente de la totalité des actions d'une Société Anonyme suisse avec établissements modernes au Tessin

Branche : Fabrication et vente d'articles textiles de dame. Ventes principalement sur le marché suisse. Chiffre d'affaires, environ 5 millions de francs.

Immeubles : Terrain 9.500 m<sup>2</sup> comprenant une réserve de 4.000 m<sup>2</sup>. Volume des constructions, environ 17.000 m<sup>3</sup>.

Organisation : Le directeur actuel, qui désire se retirer et représente la totalité des actionnaires, est disposé à seconder son successeur pendant la période nécessaire.

Les cadres commerciaux et techniques, très capables, et depuis de longues années au service de la maison, restent à disposition. Capital nécessaire : environ 3 millions de francs.

Les offres sont à adresser à PUBLICITAS, 8021 Zurich (Suisse) sous chiffrage n° 24-Q 115080.

## IBM 3750 : le téléphone qui améliore la sécurité dans le travail.



La sécurité dans les entreprises dépend de la rapidité des interventions.

Le système IBM 3750 assure à chacun une protection supplémentaire : il gère les impulsions électriques et donne l'alarme automatiquement.

Il transmet des messages préenregistrés, des sonneries, et appelle directement les pompiers. Il peut aussi signaler les zones dangereuses, rappeler les précautions à prendre, et il aide à mieux prévoir les dangers.

Cet autocommutateur électronique vous donne, en outre, accès aux informations qui vous concernent, vous offre la maîtrise de votre emploi du temps, multiplie les fonctions assurées par votre téléphone et, là où un ordinateur est en service, vous permet de dialoguer avec celui-ci dans le cadre de votre travail. Il procure ainsi à chacun une meilleure efficacité dans sa fonction.

L'IBM 3750 est l'instrument de communication qui vous aide à vous sentir mieux dans votre entreprise.

## IBM

IBM 3750. Améliore la vie des hommes dans l'entreprise.

IBM France c'est :  
• 19.000 Français dont  
• 1300 dans le laboratoire  
de recherches de La Garenne  
• 6000 dans les usines de  
Cormeilles-en-France, Bordeaux,  
Montpellier, Orléans, Sologne  
• le 9<sup>e</sup> rang  
à l'exportation

هكذا من العمل



**Réservation centrale Tél. 657.11.43 Télex 200.432**  
**Vous pouvez aussi réserver dans tous les Sofitel Jacques Borel**  
**ou chez votre agent de voyage.**

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## ÉNERGIE

### LES DÉCISIONS DE L'OPEP

#### ● L'IRAK : contre les « manœuvres saoudiennes »

L'Arabie Saoudite a été l'objet d'assez vives attaques au cours des dernières quarante-huit heures. Le ministre irakien du pétrole, M. Tayeb Abdel Karim, qui a qualifié de « grand succès » la décision de Qatar, a compté tenu des pressions extérieures et des manœuvres internes qui ont entouré les débats de la conférence, a critiqué l'Arabie Saoudite : celle-ci, selon lui, « a voulu imposer à l'OPEP le gel des prix comme caution pour la mise en œuvre des projets de règlement du problème du Proche-Orient ».

M. Tayeb Abdel Karim a affirmé : « Les forces mondiales de libération et de l'opinion publique arabe se rendent parfaitement compte que ces manœuvres saoudiennes ne sont qu'un moyen de neutraliser l'arme du pétrole arabe... et sont conformes aux plans impérialistes et sionistes ».

#### ● Le P.S. : pas de subvention aux grandes compagnies

Les hausses des prix du pétrole décidées à Qatar et leurs répercussions en France ont amené M. Jean Poperen, député du Rhône et secrétaire national du parti socialiste, à formuler deux remarques :

« Trois ans après le début de ce qu'il est convenu d'appeler la crise de l'énergie, l'économie française reste, dans les mêmes proportions, dépendante du pétrole. Aucune réorientation de notre appareil de production n'a été entamée ».

« Aucune tentative sérieuse n'a été faite pour diversifier la composition de nos achats de combustibles primaires. (...) La politique dite des économies d'énergie s'est bornée à réduire les gaspillages les plus évidents ; bien plus, le développement du programme « tout électrique, tout nucléaire », générateur de surinvestissement, donc d'inflation, se traduit par la mise en place d'équipements impliquant un nouveau gâchis d'énergie primaire ».

visant à briser l'OPEP par la bنية de la rupture de l'ossature des prix ». Pour le ministre irakien, les membres de l'OPEP résisteront et « feront obstacle aux tentatives d'imposer une tutelle saoudienne ».

« L'opposition de l'Arabie Saoudite aux vœux de la majorité des pays de l'OPEP entrainera la création d'un autre organisme international des pays producteurs de pétrole », a déclaré de son côté au journal brésilien O Globo M. Al Ezmedine Mabrouk, ministre libyen du pétrole. Tel n'est pas cependant l'opinion du nouveau président vénézuélien, M. Carlos Andres Perez, qui a affirmé, le 19 décembre, que l'OPEP n'était « pas menacé d'écroulement, en dépit des efforts déployés en ce sens par les pays industrialisés occidentaux ».

« La présentation officielle des répercussions du prix du pétrole brut sur les prix intérieurs des produits pétroliers reste toujours aussi sommaire et aussi inexacte (...) ».

« Le coût réel du pétrole brut pour les compagnies pétrolières n'est pas connu, non plus que les prix de transfert ».

« Les conditions de paiement faites par les pays producteurs aux compagnies pétrolières européennes ont amené les pouvoirs publics à accepter, le cas échéant, qu'un niveau des prix intérieurs, qu'une répercussion en hausse inférieure à celle annoncée par l'OPEP et décalée de deux à trois mois (...) ».

« Une hausse immédiate des prix pétroliers intérieurs, égale à celle annoncée par l'OPEP ne pourrait être considérée que comme une subvention accordée, sur le dos des consommateurs, aux grandes compagnies pétrolières ».

## SYNDICATS

Après l'entrevue de M. Bergeron à l'hôtel Matignon

### « Nous restons sur notre faim » nous déclare un dirigeant de F.O.

Rien n'a filtré ou presque de l'entretien de trois heures que le premier ministre M. Raymond Barre, le ministre du travail M. Christian Beullac et le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique, M. Maurice Lévy ont eu, samedi 18 décembre, avec une délégation de Force ouvrière, conduite par son secrétaire général, M. André Bergeron. Éclaircie la longueur de l'entretien ou le mineur des résultats obtenus qui expliquaient, à la sortie de Matignon, la sombre mine des syndicalistes ?

Le gouvernement n'a fait, semble-t-il, que répéter aux représentants de F.O. le langage qu'il tient depuis le lancement du plan Barre : confirmation que les engagements contenus dans les accords salariaux pour 1976 seraient tenus ; volonté réaffirmée d'assurer le maintien du pouvoir d'achat pour 1977 avec possibilité d'accroissement de ce pouvoir d'achat, en fin d'année, si le redressement économique le permet. Dans ce cas, cette progression du pouvoir d'achat bénéficierait, en priorité, aux catégories les plus défavorisées. Des négociations s'ouvriraient au début de 1977, à une date encore indéterminée, dans la fonction publique et les entreprises nationalisées, a déclaré M. André Bergeron.

« Force ouvrière est tout à fait consciente de l'importance de la lutte contre l'inflation », a ajouté le leader F.O. « Nous savons les dangers de l'inflation, en particulier dans le domaine de l'emploi. Si nous sommes attachés à la politique contractuelle, c'est parce que nous croyons qu'elle constitue un des éléments de la lutte contre l'inflation. Il n'y a pas de politique économique réalisable si la vie sociale est paralysée. Il n'existe plus de contact entre les partenaires sociaux ».

M. Bergeron a souligné, en quittant l'hôtel Matignon, que la délégation F.O. n'était pas venue négocier avec M. Barre, « car alors, dit le leader F.O., nous nous

serions placés dans l'optique d'une politique des récessions dont nous ne voulons absolument pas ».

Des l'ouverture des négociations, début 1977, les parties pourreraient aborder la délicate question de l'éventuel accroissement du pouvoir d'achat en fin d'année ? « Ni oui, ni non. Le premier ministre n'a pas été net, nous a indiqué un des membres de la délégation Force ouvrière, M. André Chaux, secrétaire général de la Fédération des fonctionnaires. Je n'ai pas le sentiment que M. Barre ait beaucoup évolué. J'ai l'impression qu'il attend l'ouverture des discussions pour annoncer la couleur. » « Nous restons sur notre faim », a conclu ce syndicaliste en indiquant que, en fonction des résultats, « chaque fédération F.O. prendra ses responsabilités et définira sa propre stratégie ».

## ASSURANCE AUTOMOBILE

### HAUSSE DES TARIFS LIMITÉE A 6,50 % EN 1977


Les modifications de tarifs de l'assurance automobile pour l'an prochain, qui seront modulées selon la situation de chaque compagnie, « respecteront, au tout état des lieux, les objectifs fixés par le gouvernement en matière de prix pour 1977 », c'est-à-dire, au maximum, une augmentation de 6,50 %.

Le ministère de l'économie et des finances précise que l'application des nouvelles dispositions concernant le « bonus-malus » aura pour effet de réduire, et parfois même d'annuler, la hausse des tarifs pour la grande majorité des automobilistes (environ 80 %) qui n'auront pas provoqué d'accident cette année. Le « bonus » diminuera de 10 % le montant de la prime de chacune des deux premières années du contrat, et de 5 % les suivantes, jusqu'à un maximum de 50 %.

Pour les autres automobilistes, les 15 % qui se trouvent au tarif normal supporteront intégralement le relèvement des tarifs, et les 5 % restants, les « mauvais conducteurs », seront, en outre, pénalisés d'un « malus » qui peut, par exemple, doubler la prime d'assurance s'ils sont responsables de trois accidents dans l'année.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**AIR FRANCE**



### EMPRUNT DEF. 420 000 000

garanti par l'Etat  
représenté par 420.000 obligations de F. 1.000 nominal  
Prix d'émission: F. 1.000 par obligation.  
Jouissance: 26 décembre 1976.  
Intérêt annuel: 11 %  
soit F. 110 par obligation.  
Taux de rendement actuariel brut à l'émission: 10,97 %  
Durée: 15 ans.  
Amortissement normal: au pair, en 7 séries égales à raison d'une série le 26 décembre des années 1979, 1981, 1983, 1985, 1987, 1989 et 1991.  
Amortissement anticipé: possible par rachat en Bourse, sans paiement de prime.  
Cotation: l'admission des obligations à la Cote Officielle (Bourse de Paris) sera demandée.  
  
Une note d'information qui a reçu le visa CDB n° 78-172 en date du 7 décembre 1976 est disponible à AIR FRANCE, 1, Square Max-Hymne, 75015 PARIS ainsi qu'aux Etablissements chargés du placement.  
(BALO du 20 décembre 1976)

### GRUPE COCHERY

Le chiffre d'affaires hors taxes réalisé à fin septembre pour l'ensemble de l'activité routière du groupe Cochery s'est élevé à 800 millions de francs contre 480 millions l'an dernier pour la même période, soit une progression de 15 %.

Dans le même temps, le résultat net provisoire d'exploitation avant impôts a atteint 22 millions de francs contre 22 millions en 1975, après 22 millions d'amortissements contre 18 millions.

Pour sa part, la société Cochery seule, indépendamment des trois filiales routières qui, après restructuration réalisée au 1er janvier, ont conservé leur autonomie, dégage un résultat net d'exploitation avant impôts de 20 millions de francs.

Malgré la forte augmentation de la taxe professionnelle et l'impôt de solidarité à réclamer au quatrième trimestre d'une part, le très mauvais temps des derniers mois de l'année d'autre part, le résultat net devrait être du même ordre que celui de l'an dernier et permettre l'augmentation du dividende.

### SADE SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL D'ALSACE

L'assemblée générale du 10 décembre 1976 a décidé la distribution, à partir du 20 décembre, d'un dividende net de 9,50 F (13,25 F y compris l'impôt fiscal) en augmentation de 6,50 % sur celui de l'exercice précédent. Au cours actuel, le rendement de l'action ressort ainsi à 8,4 %.

Le conseil d'administration a nommé président-directeur général M. Jacques Fumy, président du conseil d'administration de la société vice-président-directeur général, en remplacement de M. Pierre Fournier, parti en retraite au terme de son mandat mais qui reste administrateur de la Sade.

M. Gilbert de Dietrich a été nommé vice-président.

### CESSATION DE GARANTIE

Loi du 31 décembre 1971  
Décrets du 13 juillet 1972

L'International Westminster Bank Limited, 18, place Vendôme, 75001 Paris, dont le siège social est à Londres, 41, Lombard Street, au capital de 500 millions de francs, a demandé la Sade. Le conseil d'administration a décidé la distribution, à partir du 20 décembre, d'un dividende net de 9,50 F (13,25 F y compris l'impôt fiscal) en augmentation de 6,50 % sur celui de l'exercice précédent. Au cours actuel, le rendement de l'action ressort ainsi à 8,4 %.

En conséquence, la garantie financière de cent mille francs (100 000 F) cessera à l'expiration d'un délai de trois jours francs suivant la présente publication (article 44 du décret du 20 juillet 1972).

Toutes les créances visées à l'article 39 dudit décret et qui ont pour origine un versement ou une remise faite antérieurement à la date de cessation de la garantie restent couvertes par le garant et elles sont produites dans un délai de trois mois à compter de la présente publication.

Louer une voiture c'est rationnel

**europcar**  
645.21.25

Un placement sûr : LE DIAMANT !

**BRILLANT 1 CARAT** - Blanc exceptionnel, taille ronde, pur, grossissement 10 fois  
Prix: 36.500 F T.T.C. (au 10-12-1976)  
COGINVEST S.A., une implantation nationale à votre service  
16, avenue de Messine - 75008 PARIS  
Tél. 563-11-53

### EUROPE N° 1 IMAGES ET SON

Lors de sa réunion du 14 décembre 1976, le conseil d'administration de la société Europe N° 1 - Images et Son a examiné les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1976.

Le bénéfice net, après impôt d'établissement, a atteint 20 480 000 F, marquant une progression de 22,70 % par rapport à l'exercice précédent (23 millions 200 000 F).

Pour les deux premiers mois de l'exercice en cours s'étendant du 1er octobre 1976 au 30 septembre 1977, le chiffre d'affaires a enregistré une progression de 13,14 % par rapport à l'exercice précédent.

Le conseil a approuvé le rachat de la participation d'un autre actionnaire dans le capital de la Société Spéciale d'Exploitation Europe N° 1 - Images et Son, qui possédait 32 % du capital, détenu par la station de télévision Télé-Monte-Carlo.

### CESSATION DE GARANTIE

Loi du 31 décembre 1971  
Décrets du 13 juillet 1972

L'International Westminster Bank Limited, 18, place Vendôme, 75001 Paris, dont le siège social est à Londres, 41, Lombard Street, au capital de 500 millions de francs, a demandé la Sade. Le conseil d'administration a décidé la distribution, à partir du 20 décembre, d'un dividende net de 9,50 F (13,25 F y compris l'impôt fiscal) en augmentation de 6,50 % sur celui de l'exercice précédent. Au cours actuel, le rendement de l'action ressort ainsi à 8,4 %.

En conséquence, la garantie financière de cent mille francs (100 000 F) cessera à l'expiration d'un délai de trois jours francs suivant la présente publication (article 44 du décret du 20 juillet 1972).

Toutes les créances visées à l'article 39 dudit décret et qui ont pour origine un versement ou une remise faite antérieurement à la date de cessation de la garantie restent couvertes par le garant et elles sont produites dans un délai de trois mois à compter de la présente publication.

### Ecole Nouvelle d'Organisation Economique et Sociale

Etablissement privé d'enseignement technique et supérieur

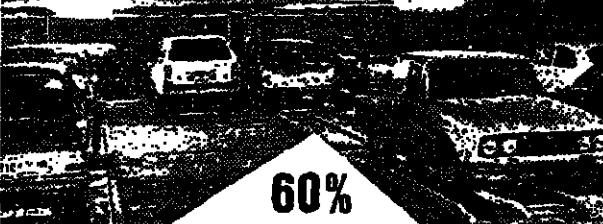
### EXPERTISE COMPTABLE

Préparation sur place et à distance  
CERTIFICATS SUPÉRIEURS de Janvier à Juin 1977

- Révision comptable.  
- Juridique et fiscal.  
- Organisation et gestion des entreprises.  
Dans un centre d'Etudes reconnu par l'Etat.

NIVEAU D.E.C.S. exigé.

**ENOES**  
62 r. Miromesnil 75008 Paris  
522.53.88 (lignes groupées)



**60%**  
de parking en plus



**30 % d'économie**  
sur les coûts

Direction générale : AUTOPARC, 5, rue des Charpeniers, 67000 STRASBOURG, tél. (88) 33-50-38  
AUTOPARC ILE-DE-FRANCE : Société DRIEUX, 65, rue de Meaux, 75019 PARIS, tél. (71) 607-61-51  
Agences à ANNENY, BORDEAUX, DIJON, BRUXELLES  
Pour la Suisse : STIENEN & TROELER, Moudon/Strasse 16 - CH-3001 BERNE

(Avis financier des sociétés)

### GIMAT

LE GROUPEMENT DES INDUSTRIES DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

1 598 700 000 F d'emprunts lancés depuis 1967

### GIMIXTE

LE GROUPEMENT POUR LE FINANCEMENT DES SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE MIXTE

427 600 000 F d'emprunts lancés depuis 1975 avec la garantie des collectivités locales

### GITT

LE GROUPEMENT DES INDUSTRIES DU TRANSPORT ET DU TOURISME

1 047 000 000 de F d'emprunts lancés depuis 1970

### GIDIM

LE GROUPEMENT INTERENTREPRISES POUR LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT IMMOBILIER

284 500 000 F d'emprunts lancés depuis 1973

DES GROUPEMENTS SPÉCIALISÉS DANS LE FINANCEMENT A LONG TERME  
GÉRÉS PAR DES PROFESSIONNELS POUR DES PROFESSIONNELS  
AVEC L'ASSISTANCE TECHNIQUE D'EXPERTS FINANCIERS

Ces quatre Groupements professionnels ont mis leurs moyens en commun dans un G.I.E.

FINANCE INDUSTRIES ANALYSES

**FIA**  
12, rue de Castiglione, 75001 PARIS  
Tél. : 260-38-54

هكزام الأمل





# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. L'ÉCHANGE DE ZÜRICH
3. EUROPE
  - U.R.S.S. : M. Soudey célèbre M. Brejnev pour son soixantième anniversaire.
3. ÉTATS-UNIS
  - M. Andrus sera secrétaire à l'intérieur.
4. ASIE
  - LOIN DES CAPITALES : la « dictature du prolétariat » dans l'île de Hainan.
5. PROCHE-ORIENT
  - LIBAN : la mise en pas de la presse.
- 6 à 9. POLITIQUE
  - Les travaux parlementaires.
  - LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES : le combat pour la mairie de Paris prépare la bataille pour les législatives, nous déclare Georges Sarr.
  - 10. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
    - CORSE : violences et protestations.
  - 11. LA RÉGION PARISIENNE
    - La rue des Deux-Églises.
  - 12 - 13. SPORTS
    - FOOTBALL : Saint-Etienne à huit points de Nantes à la veille de la trêve hivernale.
    - ATHLÉTISME : des milliers de personnes au bois de Boulogne.
    - TENNIS : l'Italie vainqueur en coupe Davis.

## LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

- Pages 15 à 18
- Le bilan de l'année 1976 : l'espoir déçu.
  - 26 à 22. ARTS ET SPECTACLES
    - CINÉMA : King Kong hier et aujourd'hui.
  - 28. ÉDUCATION
    - Les filles sont plus nombreuses dans le secondaire et l'université qu'il y a vingt ans.
  - 27. SOCIÉTÉ
    - Une lettre du Père Noël.
  - 28. JUSTICE
  - 29 à 32. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
    - AFFAIRES : quel portefeuille pour Pochar?

## JRF ÉGALITÉ

RADIO-TELEVISION (14)  
 Annonces classées (23 à 27) :  
 « Aujourd'hui » (27) ; Carnet (13) ;  
 « Journal officiel » (27) ; Méteo-  
 rologie (27) ; Météo croisée (27) ;  
 Bourse (33).

**Rémy**  
 82, F. S. ANTOINE  
 PARIS XIV - 75014

Littérature Louis XVI  
 canot 0,80 x 1,50 ou les dimensions  
 Réalisés en nos ateliers : lit-  
 tin de repos, jumeaux, à balda-  
 quin, tous styles, fab. sur mesure.  
 Laques et patines anciennes.

Collection  
 unique  
 de commodes  
 et secrétaires  
 Vénitaines copies exécutées  
 sur vieilles carcasses

Le numéro du « Monde »  
 daté 19-20 décembre 1976 a tiré  
 à 523 010 exemplaires.

A B C D E F G

## L'enlèvement du président du Conseil d'État espagnol

### M. de Oriol resterait prisonnier jusqu'à la proclamation d'une amnistie générale

De notre correspondant

Madrid. — M. Antonio María de Oriol, président du Conseil d'État, n'a pas été assassiné, le 17 décembre, à 23 heures, comme l'avait annoncé le commando du GRAPO (Groupe de résistance antifasciste du 1<sup>er</sup> octobre), qui l'avait enlevé le 11 décembre. Le 18 décembre, en fin d'après-midi, le quotidien madrilène *Información* recevait un communiqué du GRAPO annonçant qu'il avait finalement décidé de ne pas « exécuter » M. de Oriol, en raison de la promesse d'amnistie faite par le gouvernement. Ce communiqué était accompagné d'une lettre autographe du président du Conseil d'État, démontrant que celui-ci était toujours en vie.

Or, le 17 décembre, le GRAPO avait annoncé que, si le gouvernement n'annonçait pas une amnistie avant 23 heures, le prisonnier serait « passé par les armes ». Quelques minutes avant l'expiration de l'ultimatum, M. Rodolfo Martín Villa, ministre de l'Intérieur, annonçait que le gouvernement ne pouvait « céder au chantage », mais il parlait de la possibilité d'un « usage généreux de la clémence ». Vingt-

quatre heures plus tard, le ministre répondait à la télévision au dernier communiqué du GRAPO, confirmant que le gouvernement préparait un projet d'amnistie (qui était à l'étude avant l'enlèvement de M. de Oriol), ajoutant que les possibilités de cette amnistie « ne peuvent être augmentées, mais au contraire rendues plus difficiles par des actes de ce genre ».

D'après des sources proches du gouvernement, l'amnistie concernerait tous les prisonniers politiques, à l'exception des condamnés à mort déjà exécutés, et aurait pour principal objet de libérer la quasi-totalité des prisonniers politiques basques (187 sur les 205 prisonniers politiques actuellement détenus en Espagne).

De toute façon, le GRAPO a fait savoir que, jusqu'à ce que l'amnistie soit officiellement accordée, M. de Oriol restera prisonnier ; d'autre part, ce groupe a annoncé que, « du fait de la campagne terroriste menée par la police contre notre organisation et d'autres partis antifascistes », il avait pris plusieurs décisions, notamment que tout policier qui torturerait ou ferait torturer des prisonniers antifascistes « sera considéré comme criminel de guerre et, de ce fait, sera pourchassé et exécuté » ; en outre, « si la campagne de terreur officielle se poursuit contre notre organisation ou d'autres organisations antifascistes, nous déclencherons une campagne de défense et de représailles contre les forces de répression ».

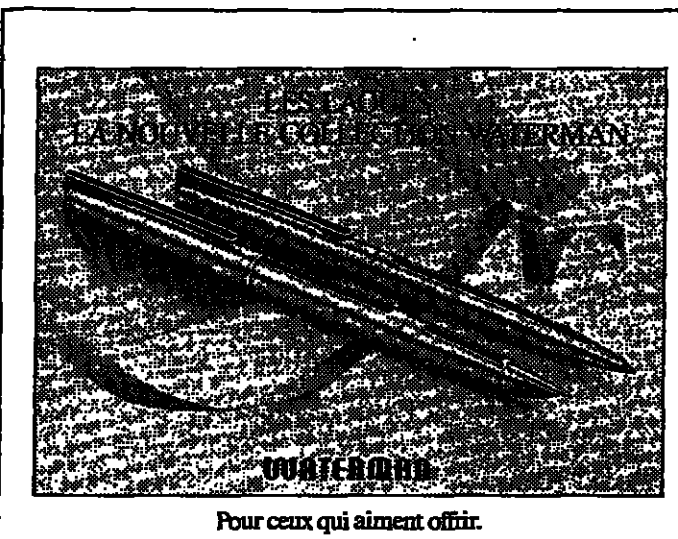
## UNE CONFÉRENCE DE PRESSE DE M. GEORGES MARCHAIS À L'AÉROPORT DE MADRID

M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste français, a reconnu, samedi 18 décembre, à l'occasion d'une escale à l'aéroport de Madrid, que l'Espagne connaissait actuellement une évolution vers la démocratie.

M. Marchais, qui se rend en vacances à Cuba avec sa famille, a fait cette déclaration lors d'une conférence de presse qu'il a donnée à l'aéroport après avoir été accueilli par des membres du parti communiste espagnol.

M. Marchais a souligné que cette évolution vers la démocratie se poursuivait et « soit plus rapide », président socialiste qu'« il n'y aura jamais de vraie démocratie en Espagne tant que tous les partis ne seront pas reconnus ». — (A.F.P.)

JOSE-ANTONIO NOVALS.



Pour ceux qui aiment offrir.

## A "la Règle à Calcul" : une équipe de vente spécialisée dans les calculateurs Hewlett-Packard.

**HP-25**  
 programmable, 13 registres de mémoire, 8 tests, branchements fonctionnels trig, log, deg, rad, grad, conversions rect/polaire, fourni avec 56 programmes d'applications.  
 980 F ttc

**HP-21**  
 5 registres de mémoire - 20 fonctions scientifiques, notation scientifique, deg, rad.  
 480 F ttc

**HP-22**  
 calculateur universel - scientifique, statistique, économiste - y, E+, A%, droite de tendance - amortissements, annuités.  
 780 F ttc



65-67, bd Saint-Germain,  
 75005 Paris.  
 Tél. : 033 02.63/033.94.61

1<sup>er</sup> distributeur agréé  
 en France des calculateurs  
 de poche électroniques HP

HEWLETT PACKARD

## M. GISCARD D'ESTAING EN AUVERGNE

Deux allocutions  
et une interview

M. Valéry Giscard d'Estaing se rendra mardi après-midi 21 décembre en Auvergne. Le chef de l'État prononcera deux allocutions, à l'occasion de l'inauguration de l'hôtel de ville de Royat, puis de celle de la piscine de Chamalières. En fin d'après-midi, il participera, à la mairie de Chamalières, à la séance annuelle du conseil municipal, dont il est membre - au cours de laquelle sont étudiés les comptes du maire. Il assistera ensuite au dîner du conseil municipal, avant de regagner Paris dans la soirée.

M. Giscard d'Estaing répondra d'autre part aux questions de Jean-Pierre Elkabbach, rédacteur en chef de France-Inter, sur la situation économique et sociale de la France. Cette interview sera diffusée à 20 heures à la radio et à la télévision.

À l'occasion de la visite du chef de l'État, les syndicats C.F.D.T., C.G.T. et F.E.N. ont appelé à une manifestation, dans l'après-midi, à Clermont-Ferrand.

## M. FABRE : les radicaux de gauche pourraient avoir un candidat aux élections prési- dentielles.

M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, a déclaré, samedi 18 décembre, au micro de France-Inter : « Nous avons, avec les socialistes, un accord dans le cadre de l'U.G.S.D. (Union de la gauche socialiste et démocratique) que nous opterons aux élections législatives. Mais si cet accord n'était pas respecté, nous pourrions envisager de présenter nos propres candidats. Pourquoi n'y aurait-il pas, au premier tour de l'élection présidentielle, trois candidats de la gauche, étant entendu que la discipline unitaire jouerait au second tour. Nous avons chez nous une pléiade de jeunes. Mais on n'en est pas là. Cela peut être étudié. »

« Les socialistes doivent garder les pieds sur terre et se rendre compte que nous sommes prêts pour l'union de la gauche. Pas seulement comme force d'appui, mais aussi à un moment où, plus d'un million d'ouvriers qualifiés et à la fois à la fois intellectuels vietnamiens résistent à l'étranger à pour aider le peuple à reconstruire le pays ».

● Rencontre interreligieuse le 21 décembre, avec Mgr Brien, le pasteur Marchal, le vénéérable lama Kunsang Dorje, Roger Berg, rédacteur en chef de l'hebdomadaire du judaïsme français, etc., à 21 heures, 7 bis, rue du Pasteur-Wagner, 75011 Paris. Entrée libre.

## M. PINAY ET LES MAIRES DE LA LOIRE CONDAMNENT LA TAXE PROFESSIONNELLE

Saint-Etienne. — La taxe professionnelle et la taxe d'habitation, instituées par la loi du 29 juillet 1975 en remplacement de la patente et de la cote mobilière, ont soulevé un tollé général de la part des cent cinquante membres de la Fédération des associations de maires des arrondissements de Saint-Etienne, Roanne et Montbrison, réunis samedi 18 décembre à Saint-Etienne. M. Antoine Pinay, ancien président du conseil, président du conseil général de la Loire et maire de Saint-Chamond, a justifié en deux courtes phrases l'hostilité de ses collègues en affirmant : « Ces deux impôts ont été établis sur des études trop superficielles. Deux leur application les donnerait aujourd'hui un sentiment de pagaille ».

Cette réforme n'a fait l'objet d'aucune concertation avec les assemblées élues concourant au niveau départemental et communal, ont souligné les maires de la Loire. Ils ont à l'unanimité protesté « vigoureusement contre la mise en application sans information préalable de cette mesure qui s'est traduite par des augmentations considérables de la part dé-

partementale, atteignant dans certains cas plus de 300 %, augmentations dont les municipalités ont été rendues responsables aux yeux des contribuables ».

M. Michel Durafour (radical), maire de Saint-Etienne, ministre délégué à l'économie et aux finances, qui a assisté à une partie du débat, devait notamment affirmer : « La taxe professionnelle est un impôt de répartition, elle se trouve aujourd'hui que les uns paient plus qu'autres, les autres moins. Ces derniers ne se manifestent pas. »

## LA SURVEILLANCE DES EFFETS NOCIFS DES MÉDICAMENTS EST RENFORCÉE

Le ministère de la santé a décidé de coordonner de façon plus satisfaisante l'activité des organismes qui tendent à déterminer les effets nocifs liés à l'utilisation de produits pharmaceutiques. La collaboration s'établira difficilement entre le Centre national de pharmacovigilance, créé en janvier 1974 sur l'initiative de l'ordre national des médecins et de l'ordre national des pharmaciens, et la Commission nationale de la pharmacovigilance hospitalière.

Un arrêté, paru au *Journal officiel* du 18 décembre, indique que, désormais, le Centre national de pharmacovigilance sera chargé de rassembler toutes les informations sur les effets nocifs ou adverses des médicaments, qu'ils soient signalés par les praticiens exerçant à titre libéral ou par les centres de pharmacovigilance installés dans un grand nombre de services hospitaliers. Une commission technique de pharmacovigilance, dépendant du Centre national, deviendra le seul organisme habilité à procéder aux vérifications nécessaires.

## PREMIÈRES GRÈVES DANS LES REMONTÉES MÉCANIQUES

Les personnels des remontées mécaniques des stations de sports d'hiver, qui avaient récemment fait part de leur intention de se mettre en grève au moment des fêtes de fin d'année pour protester contre leurs conditions de travail (le *Monde* du 11 décembre), ont tenu leur promesse.

C'est à Chamonix (Haute-Savoie) que le « coup d'arrêt » a été donné : une grève de vingt-quatre heures a été déclenchée le 19 au matin. Les employés des remontées se plaignant de voir leurs salaires réduits par la diminution des horaires de travail.

D'autre part, les monteuses de ski de Puy-Saint-Vincent (Hautes-Alpes) ont, dans la matinée du 19 décembre, barré avec leurs véhicules les routes menant à la station. Les barrages ont été levés vers midi.

A Paris

## FUSILLADE PENDANT UNE ATTAQUE DE BANQUE Trois blessés

Trois personnes ont été blessées, lundi matin 20 décembre, après une fusillade qui s'est produite lors de l'attaque par des malfaiteurs d'un fourgon de transport de fonds, rue des Mathurins, à Paris (9<sup>e</sup>).

Plusieurs 8 h 35, quatre hommes, le visage dissimulé par une capoture et armés de fusils, ont surgi d'une camionnette et se sont dirigés vers un fourgon blindé en stationnement devant une entrée de la banque Worms. Une fusillade a éclaté presque aussitôt, opposant un gardien de la banque aux gangsters. Deux employés de la banque, qui arrivaient à leur travail, et un passant sortant de la station Aubert du R.E.R. ont été blessés par balle, cependant que les quatre malfaiteurs, après s'être emparés d'un sac du fourgon, réussissaient à prendre la fuite.

● Explosion d'un pétrolier à Los Angeles. — Les conséquences de l'explosion survenue le 18 décembre dans le port de Los Angeles à bord du pétrolier libérien *Sansine* (le *Monde* du 19-20 décembre), ce 20 décembre au matin à onze heures, cinq disparus et au moins une cinquantaine de blessés.

● Le bilan de l'accident d'un hélicoptère Puma de l'armée de terre française, dans la région de Nancy, samedi 18 décembre, s'élève, ce lundi 20 décembre, à quatre morts et dix blessés hospitalisés. Les quatre morts sont le capitaine Claude Laffitte, trente-trois ans, demeurant à Phalsbourg (Moselle) ; l'adjutant Deniel Joret, trente-deux ans, mécanicien, et deux militaires du régiment de Reims, l'aspirant Bernard Lourdou et le maréchal des logis Jean-Jacques Boulesteix, vingt-deux ans. L'autorité militaire a précisé que la vie des dix blessés n'était pas en danger.

Les hommes seront angoissés  
 en pensant à ce qui va  
 arriver sur la terre. Alors  
 viendra le Fils de Dieu.

**Jésus**

Pour connaître JESUS, il faut lire l'ÉVANGILE

Je désire gratuitement sans engagement l'Évangile

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

Ecrire à La Cheminière. R. Colbert, 84200 Carpentras

les robes  
 courtes et longues  
 pour les fêtes

**les boutiques  
 Griffsolde**

Griffsolde dégriffe les grands du prêt-à-porter.

BOUTIQUES POUR ELLE

1, rue de la Plaine/Nation  
 2, rue du Renard/Hôtel de Ville  
 3, rue de Lagny/Nation

BOUTIQUES POUR LUI

3, rue de la Plaine/Nation  
 3, bd Montmartre/Montmartre

ouvert le lundi après-midi

مكتبة الأمل